



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 21 FÉVRIER 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 21ST, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"C-F-L Engineering Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1942, constituant en corporation: Charles-François Lambin, ingénieur, Ernest Lafontaine, avocat, et Wilfrid Proulx, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et obtenir à titre d'industrie ou exploitation les affaires exercées par M. Charles François Lambin sous les nom et raison sociale de "C-F-L Engineering Co.";

Manufacturer, acheter et vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de machinerie de toutes catégories et descriptions, sous le nom de "C-F-L Engineering Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douze janvier 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

401

Letters Patent

"C-F-L Engineering Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1942, incorporating: Charles François Lambin, engineer, Ernest Lafontaine, advocate, and Wilfrid Proulx, manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as going concern the business carried on by Mr. Charles François Lambin under the firm name and style of "C-F-L Engineering Co.";

To manufacture, buy and sell, import, export and generally deal in machinery of all classes and description, under the name of "C-F-L Engineering Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

401-0

"Clinique St. Ambroise Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Dr Léopold Larochelle, médecin, de Loretteville, Guy Roberge, avocat, et Mlle Marguerite Déziel, secrétaire, tous deux de la cité de Québec et tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir à Loretteville une clinique ou un hôpital complet afin d'y recevoir les malades et de leur procurer l'assistance médicale et tous les soins appropriés à leur état; et pour ce, engager des médecins et des gardes-malades licenciées, organiser les divers services qui constituent un hôpital complet ou une clinique spécialisée;

Créer à Loretteville, pour le bénéfice de la région, un centre médical, sous le nom de "Clinique St. Ambroise Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en cent soixante (160) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune et en cent vingt (120) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune. Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

402-o

"Clinique St. Ambroise Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1942, incorporating: Dr. Léopold Larochelle, physician, of Loretteville, Guy Roberge, advocate, and Mlle Marguerite Déziel, secretary, both of the city of Quebec and all three of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish a clinic or a regular hospital at Loretteville to receive the sick and to provide them with medical attention and all the care which their condition may require; and for such purpose to hire doctors and trained nurses, organize various services which constitute a regular hospital or a specialized clinic;

To create a medical center, at Loretteville, for the benefit of the region, under the name of "Clinique St. Ambroise Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into one hundred and sixty (160) common shares of a par value of fifty dollars (\$50) each and one hundred and twenty (120) preferred shares of one hundred dollars (\$100) each. The amount with which the company shall commence its operations will be five thousand dollars (\$5,000).

The head office of the company will be at Loretteville, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

402

"Coated Papers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1941 constituant en corporation: Abraham M. Klein, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs et négociants de tapisserie, papier pour plafonds, papier-tenture, papier couché et papier teinté de toutes sortes et nature quelconque, et tous autres articles, appartenances, produits et sous-produits d'iceux; toile d'emballage, bougran, carton à boîtes, carton glacé, carton, carton de paille, cartons, boîtes, sacs, emballage, et tous autres articles semblables, pâte de bois, papier de toutes sortes et descriptions, couleurs, colles, pâtes, bronze, encre, teintures, mordants, peintures, vernis, "shellac", laque, térébenthine, gasoline, huiles, accessoires pour peintres et artistes; du papier de toute sorte et nature quelconque, et fait d'aucuns matériaux, carton et autres préparations, et manufacturiers de paille, et en faire la fabrication sous forme de boîtes, sacs, emballages, livres et aucuns autres articles et appartenances d'iceux, et manifacter et faire le commerce de tous matériaux requis pour iceux, et vendre et autrement négocier tels articles manufacturés ou tous leurs accessoires, sous le nom de "Coated Papers Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

"Coated Papers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1941, incorporating: Abraham M. Klein, Samuel Chait, both Advocates, and Freda Pomerance, fille majeure, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and buyers, sellers, importers, exporters and dealers in wall-papers, ceiling-paper, paper-hangings, coated papers and tinted papers of every kind and nature whatsoever, and any other articles, appurtenances, products and by-products thereof; burlaps, buckrams, box-board, mill-board, card-board, straw-board, cartons, boxes, bags, packages, and any other similar articles, wood pulp, paper of all kinds and descriptions, colours, glues, pastes, bronzes, inks, dyes, stains, paints, varnishes, shellac, japan, turpentine, gasoline, oils, painters' supplies, artists' materials; paper of every kind and nature whatsoever, and made from any materials, cardboard and other preparations, and manufacturers of paper or pulp, and other preparations, and manufacture of straw, and to manufacture same into boxes, bags, packages, books, and any other article and appurtenance thereof, and to manufacture and to deal in all material required for the same, and to sell and otherwise deal in such manufactured articles or any accessory thereof, under the name of "Coated Papers Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onze décembre 1941.

L. DÉSILETS,
403 Assistant-procureur général.

"Drummondville Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Léo Surprenant, Philippe Letendre, René Surprenant, industriels, Zéphir-H. Girouard, commerçant, Gustave Letendre, contremaître, et Dame Thérèse Letendre, secrétaire, épouse commune en biens de Léo Surprenant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous les six de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, fabriquer ou manufacturer des boîtes et tubes en papier ou carton de toutes formes ou de toutes dimensions, avec ou sans renforts en bois ou fil métallique;

Acheter, vendre, fabriquer ou préparer les teintures, cires ou autres ingrédients entrant dans la fabrication ou la finition des dites boîtes de papier et carton ainsi que les tubes de même matériel;

Faire le lettrage de boîtes et tubes en papier ou carton ainsi que des travaux d'impressions de toute forme et de toute sorte;

Faire le commerce de papiers, cartons et pape-teries de toutes sorte et de toute forme, sous le nom de "Drummondville Industries Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
404-o Assistant-procureur général.

"Eaman-Riggs Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1941, constituant en corporation: Francis Joseph Laverty, C.R., Charles Albert Hale, C.R., et Arthur Edward Laverty, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction et faire des contrats pour construction et autres travaux;

Plus spécialement, et sans restreindre le sens général de ce qui précède, faire une spécialité de la construction de tuyaux et bouilloires isolants et de l'installation de matériaux isolants, en général, sous le nom de "Eaman-Riggs Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente décembre 1941.

L. DÉSILETS,
405 Assistant-procureur général.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1941.

L. DÉSILETS,
403-o Deputy Attorney General.

"Drummondville Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1942, incorporating: Léo Surprenant, Philippe Letendre, René Surprenant, manufacturers, Zéphir H. Girouard, merchant, Gustave Letendre, foreman, and Dame Thérèse Letendre, secretary, wife common as to property of Léo Surprenant, and duly authorized by him for the purposes hereof, all six of Drummondville, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, make or manufacture paper or cardboard boxes and tubes of all forms or dimensions, with or without wooden or wire reinforcements;

To purchase, sell, manufacture or prepare dyes, waxes or other ingredients which may enter into the manufacture or the finishing of the said paper and cardboard boxes as well as the tubes of the same material;

To undertake the lettering of paper or cardboard boxes and tubes as well as printing of all kinds and descriptions;

To deal in paper, cardboard, stationery of all kinds and descriptions, under the name of "Drummondville Industries Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
404 Deputy Attorney General.

"Eaman-Riggs Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Francis Joseph Laverty, Esq., K.C., Charles Albert Hale, Esq., K.C., and Arthur Edward Laverty, Esq., Advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and to enter into contracts for building and other works;

In particular and without restricting the generality of the foregoing, to specialize as pipe and boiler insulation contractors and for the installation of insulation materials generally, under the name of "Eaman-Riggs Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,
405-o Deputy Attorney General.

"Emile Frenette Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Emile Frenette, industriel, Claude Frenette, comptable, résidant tous deux au N° 1, Avenue des Braves, et François Marquis, gérant, résidant au N° 53, Avenue Brown, tous trois en la cité et le district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, et ériger, construire, réparer, modifier, améliorer, développer et vendre, louer, aliéner, transporter, faire valoir ou autrement disposer de maisons et d'édifices et propriétés immobilières de toutes descriptions;

Exercer l'industrie d'entrepreneur général pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés; à cet effet entreprendre pour le compte des compagnies, corps publics ou individus, la construction, l'aménagement, la réparation et l'amélioration d'édifices publics ou privés, chemins, routes, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, aqueduc, tunnels; soumissionner pour obtenir les contrats; donner les garanties exigées en pareil cas et faire les dépôts nécessaires à ces fins; entreprendre tous travaux de démolition, sous le nom de "Emile Frenette Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

406-o

"Emile Frenette Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1942, incorporating: Emile Frenette, manufacturer, Claude Frenette, accountant, both residing at No. 1 Avenue des Braves, and François Marquis, manager, residing at No. 53 Brown Avenue, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real-estate company and real estate agents in all their lines;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to erect, construct, repair, alter, improve, develop and sell, lease, dispose of, transfer, turn to account or otherwise dispose of houses and buildings and immovable property of every description;

To carry on the business of general contractor for the construction and equipment of public and private works; and for such purpose to undertake for companies, public bodies or individuals, the construction, equipment, repair and improvement of public or private buildings, roads, highways, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, waterworks, tunnels; to tender for contracts; give the security exacted in such cases and make the required deposits for such purposes; undertake all works of demolition; under the name of "Emile Frenette Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Fennia Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 décembre 1941, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat, Jarl Torbjorn Norell, gérant, et Gerald Mortimer Allison, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer ou exporter, acheter ou vendre, manufacturer, assembler ou autrement exercer le commerce, en gros ou en détail, d'aucune et toutes sortes de machines (et appareils de remorquage) et aucun et tous accessoires et pièces pour les besoins susdits, sous le nom de "Fennia Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 30 décembre 1941.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

407

"Fennia Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, Lawyer, Jarl Torbjorn Norell, Manager, and Gerald Mortimer Allison, Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import or export, buy or sell, manufacture, assemble or otherwise deal, wholesale or retail, in any or all kinds of machinery (and haulage equipment) and any or all accessories and parts of the aforesaid, under the name of "Fennia Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Fortin Business Colleges Ltd"
(**"Collèges Commerciaux Fortin Ltée"**)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

"Fortin Business Colleges Ltd"
(**"Collèges Commerciaux Fortin Ltée"**)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Lucien-Edgar Fortin, instituteur, domicilié au N° 6977 de la rue St-Denis, Dr Arthur Richer, médecin, domicilié au N° 6987 de la rue St-Denis, et Dr Bernard Gauthier, chirurgien-dentiste, domicilié au N° 800 de la rue Bélanger, tous trois en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'enseignement des matières commerciales, industrielles, sociales, économiques et politiques;

En rapport avec les affaires de la Compagnie donner spécialement des cours théoriques et pratiques de Sténographie, de Dactylographie, de Comptabilité commerciale, de Comptabilité licenciée, comprenant: Sténographie et Dactylographie bilingues; Anglais commercial; Conversation et Traduction; Vocabulaire anglais; Correspondance commerciale; Filières de tous genres; Routine de bureau; Comptabilité; Dictaphone; Comptomètre; Mimeographe; Multigraphie; Machine à factures; Devoirs de la secrétaire; Lois commerciales; toutes autres matières à ce genre d'affaires. Donner et exercer les dits cours par correspondances; faire subir des examens à ceux qui suivent ces dits cours et attester le degré de compétence dans telle ou telle matière enseignée par la Compagnie ci-dessus, sous le nom de "Fortin Business Colleges Ltd"—("Collèges Commerciaux Fortin Ltée"), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

408-o

Assistant-procureur général.

Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1942, incorporating: Lucien Edgar Fortin, teacher, domiciled at No. 6977 St. Denis street, Dr. Arthur Richer, physician, domiciled at No. 6987 St. Denis street, and Dr. Bernard Gauthier, dental surgeon, domiciled at No. 800 Bélanger street, all three of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the teaching of commercial, industrial, social, economic and political subjects;

In connection with the business of the company to give, in particular, theoretical and practical courses of stenography, typewriting, commercial accountancy, licenced accountancy, comprising: bilingual stenography and typewriting; commercial English, conversation and translation; English vocabulary; commercial correspondence; filing of all kinds; office routine; accountancy; distaphone; adding machines; mimeographs, multigraphs, invoice machines; duties of a secretary; commercial law; all other subjects of a like nature. To give and carry on the said courses by correspondence; to give examinations to those who follow the said courses and certify their degree of competency in one or more of the subjects taught by the aforesaid company, under the name of "Fortin Business Colleges Ltd"—("Collèges Commerciaux Fortin Ltée"), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

408

Deputy Attorney General.

"L'Association de la Croix de Lorraine, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Philip Mills, inspecteur d'assurance, demeurant au N° 2085, Boulevard Décarie, dans la cité de Montréal, Émile Simard, photographe, demeurant au N° 4772, ouest, rue Notre-Dame, dans la cité de Montréal, et Jean-F. Nadeau, agent d'assurance, demeurant au N° 641, Avenue Stuart, dans la cité d'Outremont, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

L'Association est un groupe de personnes ayant souffert ou souffrant de tuberculose;

Assurer la réhabilitation morale définitive des personnes ayant souffert de tuberculose, auprès du public et des employeurs, par une publicité appropriée et répétée;

Aider à la réadaptation au travail avec le concours des corps publics, des services sociaux et associations philanthropiques, sous le nom de "L'Association de la Croix de Lorraine, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

"L'Association de la Croix de Lorraine, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Philip Mills, insurance inspector, residing at No. 2085 Decarie Boulevard, in the city of Montreal, Emile Simard, photographer, residing at No. 4772 Notre-Dame street West, in the city of Montreal, and Jean F. Nadeau, insurance agent, residing at No. 641 Stuart Avenue, in the city of Outremont, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The Association is composed of a group of people who suffered or are still suffering from tuberculosis;

To assure the positive moral rehabilitation of persons who have suffered from tuberculosis, as regards the public and employers, by appropriate and repeated advertising;

To assist them in readapting themselves to work, with the cooperation of public bodies, social services and philanthropic associations, under the name of "L'Association de la Croix de Lorraine, Inc."

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
409-o Assistant-procureur général. 409

"La Traite des Tissus Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Philippe Ferland, avocat, 3731, rue Mentana, Paul Dumont Frenette, étudiant en droit, 4685, rue Papineau, Jean-Benoît Maillé, chimiste, 480, rue Cherrier, et Stanislas-Joseph Frenette, rentier, 4685, rue Papineau, tous quatre de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire toutes les opérations commerciales concernant la confection, la fabrication, la production, le tissage, l'achat, la vente de tout genre de tissus, d'étoffes, de marchandises que ce soit en laine, en coton, en soie ou de tout autre matériel, le tout destiné à vêtir les hommes, les femmes et les enfants, sous le nom de "La Traite des Tissus Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
410-o Assistant-procureur général. 410

"Le Centre Ouvrier de Drummondville, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Romer Gauthier et Joseph Lemieux, tous deux employés d'usine, de la ville de St-Joseph de Grantham, comté de Drummond, et Louis-D. Martel, inspecteur du Comité conjoint de la Construction, de Drummondville, comté de Drummond, province de Québec, dans les buts suivants:

L'étude et la défense des intérêts économiques, sociaux et moraux de la classe ouvrière, tel que définis au Chap. 255 S.R.Q.;

(b) L'exploitation d'un immeuble avec bureaux et salle de réunions pour les membres, sans but pécunier, sous le nom de "Le Centre Ouvrier de Drummondville, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
411-o Assistant-procureur général. 411

"Leine Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Edouard Laliberté, avocat, Marie-Paule Laliberté, domiciliés tous deux au N° 115,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"La Traite des Tissus Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1942, incorporating: Philippe Ferland, advocate, 3731 Mentana street, Paul Dumont Frenette, student at Law, 4685 Papineau street, Jean-Benoît Maillé, chemist, 480 Cherrier street, and Stanislas Joseph Frenette, annuitant, 4685 Papineau street, all four of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in all the commercial operations concerning the making, manufacturing, producing, weaving, purchase, sale of all kinds of fabrics, materials, merchandise whatsoever in wool, cotton, silk or any other material, in all destined for men's, women's and children's clothing, under the name of "La Traite des Tissus Inc.", with a total capital stock of five-thousand dollars (\$5,000), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Le Centre Ouvrier de Drummondville, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Romer Gauthier and Joseph Lemieux, both factory employees, of the Town of St-Joseph de Grantham, County of Drummond, and Louis D. Martel, inspector of the Joint Committee of the Building Trade, of Drummondville, County of Drummond, Province of Quebec, for the following purposes:

The study and the defence of the economic, social and moral interests of the labouring class, as defined in Chap. 255 of the R.S.Q.;

(b) The operation of an immovable with offices and meeting rooms for the members, with no view to pecuniary gain, under the name of "Le Centre Ouvrier de Drummondville, Inc."

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the corporation will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Leine Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1942, incorporating: Edouard Laliberté, advocate, Marie Paule Laliberté, both domiciled at No. 115 Claire-Fontaine street, and

rue Claire-Fontaine, et Jeanne Fournier, domiciliée au N° 35, rue Dauphine, ces deux dernières sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous trois en la cité et le district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer ou autrement acquérir; détenir, posséder, échanger, céder, transférer, vendre en gros, exporter ou autrement aliéner; négocier, faire le commerce et le négoce en gros de remèdes, de drogues, de médicaments brevetés ou patentés, de produits chimiques ou pharmaceutiques, tel que, onguents, acides, pommades, sérums, teintures, vaccins, toxines, antitoxines, huiles, ou tout autre substance ou article, sans aucune exception, pouvant se vendre dans une pharmacie, ou se fabriquer dans un laboratoire;

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer ou autrement acquérir; détenir, posséder, échanger, céder, transférer, vendre, exporter ou autrement aliéner; négocier, faire le commerce et le négoce en gros d'instruments de chirurgie et de laboratoire, d'appareils de physiothérapie, d'électrothérapie, de rayons X, de fournitures et d'ameublements d'hôpitaux et de salles d'opérations, d'appareils de stérilisation, de trousse, de ceintures abdominales, de bandages de toutes sortes et en tout matériel; d'appareils de photographie, et en un mot tous articles et objets qui peuvent être utilisés dans les hôpitaux ou par des médecins, pharmaciens, photographes, radiologistes et chimistes;

Mélanger, combiner, concentrer, broyer, réduire, raffiner, distiller, traiter, extraire, ou produire de toutes manières ou par tous procédés toutes substances animales, végétales ou minérales, le bois, les métaux et les métalloïdes, les corps solides, liquides ou gazeux ou tous autres substances ou produits, sous le nom de "Leine Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera situé à Roberval, dans le district de Roberval, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

412-o

Assistant-procureur général.

"Les Industries du Lac St-Jean, Ltée"
"Lake St. John Industries Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Noël Dorion, C.R., avocat, Camil Noël, avocat, et Cécile Caron, secrétaire, fille majeure, tous trois de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce du bois de construction, de charpente, de pulpe et autres, sous toutes ses formes; faire le coupage et le flottage du bois, billes et billots pour la présente compagnie ou pour toute autre personne, raison sociale et corporation;

Manufacturer, transformer, travailler le bois de toute manière et sous toutes ses formes; en faire des meubles, boîtes, réceptacles d'emballage articles de sports et autres; planches, dormants, madriers, bardeaux, marqueterie (Veneer) et autres;

Faire le transport de marchandises et des personnes tant pour l'usage de la compagnie que pour

Jeanne Fournier, domiciled at No. 35 Dauphine street, the two latter stenographers, spinsters and in the use of their rights, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, make, manufacture, import or otherwise acquire; hold, own, exchange, assign, transfer, sell wholesale, export or otherwise dispose of; trade in and deal with wholesale, remedies, drugs, patent or proprietary medicines, chemical or pharmaceutical products, such as salves, acids, pommades, serums, dyes, vaccines, toxins, antitoxins, oils, or any other substance or article, without any exception, sold in a pharmacy, or manufactured in a laboratory;

To purchase, make, manufacture, import or otherwise acquire; hold, own, exchange, assign, transfer, sell, export or otherwise dispose of; trade and deal in, wholesale, surgical and laboratory instruments, physiotherapeutical, electrotherapeutical and X-ray apparatus, furniture and equipment for hospitals and operating rooms, sterilizing equipment, trusses, abdominal belts, bandages of all kinds and of all materials; photographic supplies, and in one word all articles and objects which may be used in hospitals or by physicians, druggists, photographers, radio-logists and chemists;

To mix, combine, concentrate, crush, reduce, refine, distill, treat, extract, or produce by any manner or by any process any animal, vegetable or mineral substance, wood, metals and metaloids, solid, liquid or gaseous bodies or any other substances or products, under the name of "Leine Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Roberval, district of Roberval, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

412

Deputy Attorney General.

"Les Industries du Lac St-Jean, Ltée"
"Lake St. John Industries Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1942, incorporating: Noël Dorion, K.C., advocate, Camil Noël, advocate, and Cécile Caron, secretary, spinster, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in timber, lumber, pulpwood and other wood, in all lines; to cut and float timber, logs and lumber for the present company or for any other person, firm and corporation;

To manufacture, transform, shape lumber in every manner and under all its forms; to make furniture, boxes, crates, articles of sport and other wares from same; planks, ties, deals, shingles, veneer, etc.;

To transport merchandise and passengers both for the company and for others, either by land,

d'autres, soit par terre, eau, ou par air; exercer le commerce de voiturier, public, par tous les moyens exceptés par chemin de fer, tramways, et conclure des contrats pour le transport de la malle, du fret et des passagers et exercer le commerce d'entrepreneur;

Exercer le commerce de tenancière d'hôtels, d'hôtellerie, restaurants et de maison de pension; acquérir, louer, posséder tout ce qui est nécessaire ou utile pour l'obtention de ces fins;

Exercer le commerce en gros et en détails pour le compte de la compagnie ou à commission pour d'autres exploitant une industrie ou un commerce similaire;

Construire, louer, acquérir, aéroports, et bâtiments nécessaires ou utiles à la compagnie, sous le nom de "Les Industries du Lac St-Jean, Ltée"—"Lake St. John Industries Ltd.", avec un capital total de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$999,000.00), divisé en quarante-quatre mille neuf cent cinquante (44,950) actions privilégiées d'une valeur au pair de vingt dollars (\$20.00) chacune, et de cent mille (100,000) actions communes d'une valeur au pair d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Félicien dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

413-o

water or by air; to carry on the business of public carter, by all means except railway, tramway, and to make contracts for the carrying of mail, freight and passengers and engage in the business of warehousemen;

To carry on the business of hotel, inn, restaurant and boarding-house keeper; to acquire, lease, own all that may be necessary or useful for the attainment of such objects;

To carry on the wholesale and retail business for the company, or on commission for others engaged in a similar industry or trade;

To construct, lease, acquire: airports, and buildings necessary or useful to the company, under the name of "Les Industries du Lac St-Jean, Ltée"—"Lake St. John Industries Ltd.", with a total capital stock of nine hundred and ninety-nine thousand dollars (\$999,000), divided into forty-four thousand nine hundred and fifty (44,950) preferred shares of a par value of twenty dollars (\$20) each, and into one hundred thousand (100,000) common shares of a par value of one dollar (\$1.) each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

413

"Maison Oscar Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1942, constituant en corporation: Mitchell Steine, comptable, Jack Williams, comptable, et Abraham Roston, notaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands détaillants, marchands de gros, trafiquants, commerçants, importateurs et exportateurs de toutes sortes de marchandises sèches, vêtements et habits de toutes sortes et description pour femmes et hommes, fournitures de toutes sortes pour vêtements de femmes et d'hommes, bottes et chaussures de toutes sortes, sous le nom de "Maison Oscar Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Il ne sera fait aucun appel au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera à 51, rue St-Laurent, Louiseville, district de Trois-Rivières, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf janvier 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

414

"Maison Oscar Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1942, incorporating: Mitchell Steine, Accountant, Jack Williams, Accountant, and Abraham Roston, Notary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of retailers, wholesalers, jobbers, dealers, importers and exporters of all kinds of dry goods, women's and men's clothing and garments of every kind and description, women's and men's furnishings of every kind, and of boots, shoes and all kinds of footwear, under the name of "Maison Oscar Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

No appeal shall be made to the public for subscription of shares.

The head office of the company will be at 51 St. Lawrence Street, in Louiseville, in the District of Three Rivers, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

414-o

"Manhattan Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1942, constituant en corporation: Dionysios E. (Dan) Shilakos, restaurateur, Mademoiselle Mary Conway et Mademoiselle Charlotte Chouinard, toutes deux sténographes, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de restaurateur;

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1942, incorporating: Dionysios E. (Dan) Shilakos, restaurant-keeper, Miss Mary Conway and Miss Charlotte Chouinard, both stenographers, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of Restaurant-keeper;

Acquérir, acheter ou louer, des restaurants, cafés, cafeterias, comptoirs-lunchs, tavernes, comptoirs à liqueurs douces, comptoirs à journaux, comptoirs de chocolats, bonbons et de crème glacée;

Manufacturer, produire ou autrement acquérir et acheter ou vendre ou autrement faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, comprenant les marchandises en conserve, légumes, viande, poisson, céréales et fruits, sous le nom de "Manhattan Company Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cent (100) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinze janvier 1942.

L. DÉSILETS,

415

Assistant-procureur général.

"M. Bloomfield & Sons Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix janvier 1942, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove et Joseph Helal, avocats, tous deux des cité et district de Montréal, et Mademoiselle Ann R. Caplan, fille majeure, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, ou autrement négocier ou faire le commerce de coton caoutchouté et chimiquement traité, toiles, soies, lainages, tissus textiles, draps, fourrures, comprenant des produits de la fourrure de toutes sortes et descriptions, cellulose, cellulose, marchandises à l'épreuve de l'eau, vêtements imperméables, cuir, cuir artificiel, ceintures; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre les objets ci-dessus, ainsi que le commerce qui consiste à les teindre, préparer, garnir et traiter; acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, objets et marchandises connexes aux objets susdits, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de robes, capes, manteaux, chapeaux, casquettes, habits, sous-vêtements, vêtements de toutes descriptions pour hommes, dames et enfants, mercerie, garnitures, gants, mitaines, chaussures, pantoufles, coiffure, marchandises en caoutchouc, garnitures, nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeterie et quincaillerie et autres articles, produits, commodités et accessoires de même nature nécessaires ou convenables aux fins du commerce;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement négocier ou faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "M. Bloomfield & Sons, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix janvier 1942.

L. DÉSILETS,

416

Assistant-procureur général.

To acquire, purchase or lease, restaurants, cafes, cafeterias, lunch-counters, taverns, soft-drink stands, newspaper stands, chocolate, candies, ice-cream stands;

To manufacture, produce or otherwise acquire and to purchase or sell or otherwise deal in food products of all kinds, including canned goods, vegetables, meat, fish, cereals and fruits, under the name of "Manhattan Company Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be in the City of Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"M. Bloomfield & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of January, 1942, incorporating: Isidore M. Bobrove and Joseph Helal, advocates, both of the city and district of Montreal, and Miss Ann R. Caplan, Spinster, of the full age of majority, of the City of Outremont, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with rubberized and chemically processed cottons, linens, silks, wools, textile fabrics, cloths, furs, including fur products, of every kind and description, cellulose, celluloid, waterproof goods, waterproof clothing, leather, artificial leather, beltings; to carry on the business of manufacturing, buying and selling the above, as well as the dyeing, dressing, trimming and processing of same; to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares, and merchandise germane to the foregoing; to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves, mitts, shoes, slippers, headgear, rubber goods, trimmings novelties, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware and other articles, products, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purposes of the business;

To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property under the name of "M. Bloomfield & Sons Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Minto Agencies Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Roland Morin, comptable, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Ernest Gauthier, comptable, et Paula Gougeon, sténographe, fille majeure, usant de ses droits, ces deux derniers de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce général d'importation, d'exportation et d'agence en tous produits, chimiques et cosmétiques, soit canadiens ou étrangers, et agir comme agents, agents manufacturiers, agents commissionnaires, courtiers et représentants pour d'autres compagnies canadiennes ou étrangères, en tous produits, chimiques et cosmétiques, soit canadiens ou étrangers, ainsi que vendre, acheter et généralement transiger, en tous produits, chimiques et cosmétiques, soit canadiens ou étrangers;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, importer, exporter, vendre, distribuer et faire le commerce d'une quelconque et de toutes sortes d'aliments, de produits et de sous-produits chimiques et cosmétiques, articles et effets et marchandises s'y rapportant, et en général faire ce commerce dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Minto Agencies Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

417-o

Assistant-procureur général. 417

"Modern Frocks Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 13 janvier 1942, constituant en corporation: Lazarus Tinkoff, avocat, Abe Golden, commis, Moe Silverstone, commis, et Sadye Shore, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, exercer le commerce et le négoce de toutes sortes de vêtements et de lingerie en soie, crêpe, satin, soie artificielle, velours, chiffon, toile, dentelle, drap, coton, tweeds, lainages, et aucun ou tous tissus ou articles de même ou semblable nature pour dames et demoiselles, sous le nom de "Modern Frocks Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 13 janvier 1942.

L. DÉSILETS,

418

Assistant-procureur général. 418-o

"Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

"Minto Agencies Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1942, incorporating: Roland Morin, accountant, of the city of Outremont, district of Montreal, Ernest Gauthier, accountant, and Paula Gougeon, stenographer, spinster, in the use of her rights, these latter two of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general importing, exporting business and agency for all kinds of chemical products and cosmetics, whether Canadian or foreign, and to act as agents, manufacturers' agents, commission agents, brokers and representatives for other Canadian or foreign companies, in all chemical products and cosmetics, whether Canadian or foreign, and to sell, purchase and generally deal in all chemical products and cosmetics, whether Canadian or foreign;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, import, export, sell, distribute and deal in all kinds of foodstuffs, chemical products and by-products, cosmetics, goods, wares and merchandise connected with same, and generally to deal in all its specialties, under the name of "Minto Agencies Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two thousand (2000) common or ordinary shares of a par value of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Modern Frocks Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1942, incorporating: Lazarus Tinkoff, Advocate, Abe Golden, Clerk, Moe Silverstone, Clerk, and Sadye Shore, Stenographer, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, trade and deal in all kinds of women's and misses clothing and wearing apparel, whether in silks, crepes, satin, celanese, velvet, chiffon, linen, lace, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics and all or any other articles of the same or similar nature, under the name of "Modern Frocks Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 décembre 1941, constituant en corporation sans capital-actions: Archie Pinchuck, Isadore Goldin, Isaac Danson, Joel Gomberg, Max Fogul, Joseph Druker et Eddie Backler, manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Unir en une organisation cohésive, les manufacturiers de l'industrie du chapeau, de casquettes, et de coiffures pour hommes, garçons et enfants, et toutes choses se rapportant aux commerces affiliés ou alliés à ceux dans la Province de Québec, sous le nom de "Montréal Hat & Cap Manufacturers Association Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 30 décembre 1941.

L. DÉSILETS,

419

Assistant-procureur général.

"Northwestern Quebec Adjusters Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de décembre 1941, constituant en corporation: Madeleine B. de Grosbois, sténographe, fille majeure, usant de ses droits, Louis-Thomas B. de Grosbois, comptable agréé, et Laval Goulet, avocat, tous trois d'Amos, dans le district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer les opérations et activités d'évaluateurs et d'estimateurs pour et au nom des compagnies d'assurance dans toute et chacune de leurs spécialités respectives;

Enquêter, examiner et faire rapport et ou employer, engager, nommer et désigner des experts des spécialistes, des inspecteurs et des arbitres et faire rapport sur les perspectives, les valeurs, les revenus, la taxation, l'évaluation, l'achat, les ventes, l'hypothèque, le bail, la location, l'échange, les caractères, les circonstances et dépendances, de tous biens réels, personnels, mobiliers ou immobiliers, les industries et les entreprises commerciales et généralement de tout bien, propriété ou droit;

Exercer le commerce d'agents d'immeuble, facteurs, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles et assurances sujet toutefois au consentement préalable du Surintendant des Assurances, et faire un commerce d'agences de courtage d'immeubles, y compris l'administration de biens-fonds, sous le nom de "Northwestern Quebec Adjusters Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, dans le comté de Témiscamingue.

Daté du bureau du procureur-général, ce trentième jour de décembre 1941.

L. DÉSILETS,

420-o

Assistant-procureur général.

**"Produits Ferme Rouge, Limitée"
"Red Farm Products Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, to incorporate as a corporation without share capital: Archie Pinchuck, Isadore Goldin, Isaac Danson, Joel Gomberg, Max Fogul, Joseph Druker and Eddie Backler, manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite into a cohesive organization, manufacturers in men's, boys' and childrens' hat and cap and headwear industry, and everything incidental thereto, engaged in business affiliated with or allied thereto in the Province of Quebec, under the name of "Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,

419-o

Deputy Attorney General.

"Northwestern Quebec Adjusters Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Madeleine B. de Grosbois, stenographer, spinster, in the use of her rights, Louis Thomas B. de Grosbois, chartered accountant, and Laval Goulet, advocate, all three of Amos, in the district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business and operations of valuers and appraisers for and in the name of insurance companies in all and any of their respective lines;

To investigate, examine and make reports on, and or employ, hire, name and appoint experts, specialists, inspectors and arbitrators and make reports on the prospects, values, revenues, taxation, valuation, purchase, sales, hypothecs, lease, rental, exchange, character, circumstances and dependencies, of any real, personal, movable or immovable properties, industries and commercial undertakings and generally of any real estate, property or rights;

To carry on the business of real estate agents, factors, experts, valuers, real estate and insurance brokers, subject however to the previous consent of the Superintendent of Insurance, and to carry on a real estate brokerage agency business, including the management of real estate, under the name of "Northwestern Quebec Adjusters Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Rouyn, in the County of Témiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,

420

Deputy Attorney General.

**"Produits Ferme Rouge, Limitée"
"Red Farm Products Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de décembre 1941, constituant en corporation: Jacques Jodoin, pharmacien et gentilhomme cultivateur, Mademoiselle Rose-Aimée Desbiens, contremaitresse, tous deux de Varennes, dans le comté de Verchères, province de Québec, et Saul-H. Goldberg, vendeur, domicilié au N° 731-A de l'Avenue Querbes, en la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la mise en conserve des produits alimentaires en général et faire tous actes que la Compagnie jugera utiles ou nécessaires pour l'exercice de telle industrie;

Exercer le commerce en gros et en détail de conserves de produits alimentaires en général et faire tous actes que la Compagnie jugera utiles ou nécessaires pour l'exercice de tel commerce, sous le nom de "Produits Ferme Rouge, Limitée"—"Red Farm Products Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Varennes, dans le district de Richelieu, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de décembre 1941.

L. DÉSILETS,

421-o Assistant-procureur général. 421

"St. Johns Industries Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de janvier 1942, constituant en corporation: Armand Ménard et Edouard Ménard, tous deux industriels, et Louis-Adélaïde L'Heureux, comptable, tous de la cité de St-Jean, dans le district d'Iberville, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les affaires de mécaniciens, marchands et manufacturiers d'unités motrices, moteurs et autres machines, agir comme fabricants d'outils, fondeurs en bronze, ouvriers en métaux, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, poseurs d'appareils à vapeur et au gaz, ébénistes, constructeurs, peintres, métallurgistes, électriciens, fabricants de gaz, transporteurs et marchands;

Manufacturer, acheter, vendre, et autrement acquérir, outiller, fixer, réparer, négocier, manufacturer, et faire le commerce de moteurs, bouilloires, outillage d'usine électrique, appareils hydrauliques de toutes sortes, outillage pour fins d'électricité, de mines et d'industrie, outils, instruments, pièces, camions et leurs accessoires, aéroplanes et leurs accessoires; et généralement acheter, vendre, échanger et exercer le commerce de tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication, l'exploitation et la réparation desdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "St. Johns Industries Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,

422-o Assistant-procureur général. 422

been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Jacques Jodoin, druggist and gentleman-farmer, Miss Rose-Aimée Desbiens, forewoman, both of Varennes, in the County of Verchères, Province of Quebec, and Saul H. Goldberg, salesman, domiciled at No. 731-A Querbes Avenue, City of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the canning of foodstuffs in general and to do all things which the company may deem useful or necessary for the exercise of such industry;

To deal wholesale and retail in canned foodstuffs in general and do everything that the company may deem useful or necessary for the exercise of the said business, under the name of "Produits Ferme Rouge, Limitée"—"Red Farm Products Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Varennes, in the district of Richelieu, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"St. Johns Industries Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1942, incorporating: Armand Ménard and Edouard Ménard, both manufacturers, and Louis Adélaïde L'Heureux, accountant, all of the city of St. Johns, in the district of Iberville, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of mechanics, merchants and manufacturers of power units, motors and other machines, to act as tool-makers, copper founders, metal workers, boiler-makers, millwrights, machinists, steel and iron converters, blacksmiths, steam and gas fitters, cabinet-makers, builders, painters, metallurgists, electricians, manufacturers of gas, carters and merchants;

To manufacture, purchase, sell and otherwise acquire, equip, fix, repair, trade in, manufacture and deal in motors, boilers, electric plant equipment, hydraulic apparatus of all kinds, appliances for electrical, mining or industrial purposes, tools, instruments, parts, trucks and their accessories, aeroplanes and their accessories; and generally to purchase, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacturing, operation and repairing of the said objects or any one of same, under the name of "St. Johns Industries Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Saint Johns, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Tools & Flanges Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1941, constituant en corporation: Samuel Chait et Abraham M. Klein, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce et négoce, acheter, louer, vendre et autrement disposer de toutes sortes de machines, machinerie, outils, saillies, dispositifs, outillage pour plombage et chauffage, accessoires fixes, accessoires et instruments, sous le nom de "Tools & Flanges Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente décembre 1941.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

423

"Tools & Flanges Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Samuel Chait and Abraham M. Klein, both Advocates, and Freda Pomerance, Secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in, buy, lease, sell and otherwise dispose of all kinds of machines, machinery, tools, figures, implements, plumbing and heating supplies, fixtures, accessories and instruments, under the name of "Tools & Flanges Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

423-o

"Transparent Garment Cover Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1941, constituant en corporation: Rachel Caplan Lashinsky, manufacturière, épouse séparée de biens de Morris Lashinsky, et ledit Morris Lashinsky ayant autorisé son épouse aux présentes, Morris Lashinsky, gérant, et Rose Lashinsky, teneur de livres, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs, et marchands, généralement, toutes sortes de vêtements pour hommes et femmes, y compris toutes sortes de vêtements pour enfants et bébés, et sans limiter le sens de ce qui précède, manufacturer et faire le commerce de robes, tabliers et bonnets d'enfants, culottes et toutes sortes de vêtements pour bébés, et faire tous ou aucun des commerces de drapiers, fourreurs, tailleurs, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, gantiers et chapeliers; faire le commerce de manufacturiers, marchands de gros et marchands détaillants de lainages, cotonnades, satins, velours de soie, velours de coton, dentelle, marchandises en soie, tissus et étoffes de toutes sortes et description, fourrures et garnitures de robes, soutache, corde et boutons, et tous articles fabriqués d'aucun ou de tous les objets susdits;

Manufacturer, acheter et vendre des chapeaux, casquettes et coiffures de tout genre et de toute sorte, y compris des chapeaux pour femmes et enfants;

Manufacturer, acheter, vendre et faire, en général, le commerce de tous articles, objets, effets et marchandises dans la fabrication desquels entrent le caoutchouc, la gutta-percha, la soie traitée par procédés chimiques et soie caoutchoutée, soie huilée, tissus de soie, marchandises en coton, cuir et simili-cuir, cellophane, matières plastiques, toutes sortes de substances fibreuses, et marchandises imperméables et tissus de toutes sortes et description; et sans limiter les objets susdits, manufacturer des rideaux, manteaux imperméables, capes pour shampooing et toute autre marchandise ou articles faits de tissu imperméable ou substance semblable;

"Transparent Garment Cover Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Rachel Caplan Lashinsky, manufacturer, wife separate as to property of Morris Lashinsky, and the said Morris Lashinsky having authorized his wife to the presents, Morris Lashinsky, manager, and Rose Lashinsky, book-keeper, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers, and dealers generally in all kinds of clothing, both men's and women's, including all kinds of children's and babies' wear, and without limitation of the foregoing, to manufacture and deal in children's dresses, pinafores and bonnets, and baby-pants and all kinds of baby-wear, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woollens, cotton goods, satins, velvet, velveteen, lace, silk goods, textiles and textile fabrics of every kind and description, furs and dress trimmings, braids, cords and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter;

To manufacture, buy and sell hats, caps, and headwear of every nature and kind, including ladies' and children's millinery;

To manufacture, buy, sell and deal in generally all articles, goods, wares and merchandise in which rubber, gutta-percha, processed and rubberized silk, oil-silk, silk goods, cotton goods, leather and imitation leather, cellophane, plastics, all kinds of fibrous substances, and waterproof goods and fabrics of every kind and description, or any similar substances may be used; and without limitation of the foregoing to manufacture shower-curtains, raincoats, shampoo capes and any other merchandise or articles made out of waterproof cloth or some similar substances;

Manufacturer, acheter et vendre des ornements et nouveautés de toute sorte et description, y compris des casquettes, articles et couvre-chaussures en velours de coton; nouveautés, en lingerie, meubles et effets de ménage, faits de quelque tissu que ce soit, produits du textile, fibres ou matières textiles, ou en métal, bois, matières plastiques, carton gaufré, carton fibreux, carton ou papier, et aussi des nouveautés et articles estampés, perforés et pressés, soit en métal, os, ivoire, perle, caséine, matière plastique ou autre mélange; jouets, articles de sport et autres articles de jeu, bric-à-brac, tentures, cadres, vases en cuivre, bronzes, objets et marchandises semblables;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de papier gaufré, papier, carton à boîtes, carton épais, et carton en paille, de même que des boîtes et vases de toutes sortes; et relativement à iceux, des colles fortes, colles de pâte, encre, teintures, matières colorantes, peintures, vernis et tous autres articles, accessoires, produits et sous-produits d'iceux;

Manufacturer, assembler, traiter, préparer et généralement faire le commerce de bourre pour manchons, manchons, formes de manchons, porte-monnaie pour manchons, coussins, bourrelets et nouveautés de toutes sortes et description pour manchons, sous le nom de "Transparent Garment Cover Co.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente décembre 1941.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

424

To manufacture, buy and sell ornaments and novelties of every kind and description, including novelty caps, velveteen novelties and shoe-covers, wearing-apparel novelties, furniture novelties and novelties used as household effects, whether made of any kind of fabric, textile products, fibrous or textile materials, or of metal, wood, plastic, corrugated board, fibre board, cardboard or paper, and also stamped, punched and pressed novelties and articles whether of metal, bone, ivory, pearl, casein, plastic or other compound; toys, sporting goods and other articles of amusement, bric-à-brac, hangings, pictures, copper wares, bronzes and like goods and merchandise;

To manufacture, buy, sell and deal in corrugated paper, paper, boxboard, millboard, cardboard and strawboard wardrobes, as well as boxes and containers of all kinds, and in connection therewith, glues, pastes, inks, dyes, stains, paints and varnishes and any other articles, appurtenances, products and by-products thereof;

To manufacture, assemble, process, prepare and generally deal in muff-beds, muffs, muff forms, muff pocket-books, cushions, pads and muff novelties of all kinds and descriptions, under the name of "Transparent Garment Cover Co.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

424-o

"Tropical Fruit Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1941, constituant en corporation: Gerald E. Sullivan, Daniel Johnson, tous deux avocats, de la cité de Montréal, et Nanette B. Kennedy, fille majeure, secrétaire, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et exercer le commerce ou les affaires qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce en gros ou en détail ou agir comme propriétaires, consommateurs, agents, courtiers, mandants ou autrement de tels produits tel que le thé, café, cocoa, épices, fruits ou produits des fruits, spécialités d'épicerie, viandes produits de la viande, poisson, produits du poisson, pain, biscuits, gâteaux, extraits, marchandises en conserve, sauces et tous articles de commerce convenables à la consommation;

Manufacturer, torréfier, mélanger et mouler le café; mélanger les thés; traiter les épices; mélanger des produits alimentaires; acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, bâtir, installer, agrandir, améliorer, vendre, échanger ou autrement disposer de laiteries, fermes, plantations, vergers, usines, manufactures, conserveries, usines pour la fabrication de boîtes de conserve, jarres, boîtes, paquets ou autres récipients et matières brutes dont aucuns des objets précédents sont faits, sous le nom de "Tropical Fruit Products Limited", avec un capital total de

"Tropical Fruit Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1941, incorporating: Gerald E. Sullivan, Daniel Johnson, both Lawyers, of the City of Montreal, and Nanette B. Kennedy, spinster of the full age of majority, secretary, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on the business or businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling, exporting, importing and dealing whether wholesale or retail or whether acting as owners, consumers, agents, brokers, factors or otherwise in such products as teas, coffees, cocoas, spices, fruits or fruit products, grocers specialties, meats, meat products, fish, fish products, breads, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces and all other articles of commerce suitable for consumption;

To manufacture, roast, blend and grind coffees; to blend teas; to process spices; to mix food products; to purchase or otherwise acquire, own, hold, build, equip, extend, improve, sell, exchange, or otherwise dispose of dairies, creameries, farms, plantations, orchards, manufacturing plants, factories, canneries, plants for the manufacture of cans, jars, boxes, packages or other receptacles and raw materials of which any of the foregoing are made, under the name of "Tropical Fruit Products Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine

quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1552 rue Bishop, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente décembre 1941.

L. DÉSILETS,
425 Assistant-procureur général.

hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1552 Bishop Street, in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1941.

L. DÉSILETS,
425-o Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Bennett (Quebec) Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 45, 52 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de janvier 1942, à la compagnie "Bennett (Quebec) Limited", ratifiant un règlement modifiant son capital en convertissant cent (100) actions sans valeur au pair, qui composent son capital actuel, en cent (100) actions privilégiées d'une valeur au pair de quatre-vingts dollars (\$80.00) chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
426-o Assistant-procureur général.

Supplementary Letters Patent

"Bennett (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 45, 52 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1942, to the company "Bennett (Quebec) Limited", ratifying a by-law modifying its capital by converting one hundred (100) shares without par value, which comprise its present capital stock, into one hundred (100) preferred shares of a par value of eighty dollars (\$80) each, and enumerating the privileges to be attached to these preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
426 Deputy Attorney General.

"Lachute Lumber and Manufacturing Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1942, à la compagnie "Lachute Lumber and Manufacturing Co. Limited", ratifiant le Règlement N° 24, augmentant son capital de vingt mille dollars (\$20,000.00) à quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), par la création de sept cent quatre-vingt-dix (790) actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1942.

L. DÉSILETS,
427-o Assistant-procureur général.

"Lachute Lumber and Manufacturing Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 54 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1942, to the company "Lachute Lumber and Manufacturing Co. Limited", ratifying By-law No. 24, increasing its capital from twenty thousand dollars (\$20,000) to ninety-nine thousand dollars (\$99,000), by the creation of seven hundred and ninety (790) additional common shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
427 Deputy Attorney General.

"Le Magasin Vogue Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un janvier 1942, à la compagnie "Le Magasin Vogue Inc.", ratifiant le règlement N° 24, augmentant son capital-actions de quinze mille dollars (\$15,000) à quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), par la création de trois cent quarante-neuf (349) actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et un janvier 1942.

L. DÉSILETS,
428 Assistant-procureur général.

"Le Magasin Vogue Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 54 and following, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of January, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Le Magasin Vogue Inc.", ratifying By-law No. 24, increasing its capital stock from fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), by the creation of three hundred and forty-nine (349) additional common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1942.

L. DÉSILETS,
428-o Deputy Attorney General.

"Marshalls Silks & Fabrics, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et un janvier 1942, à la compagnie "Marshalls Silks & Fabrics, Inc.", ratifiant le règlement N° XXIV, augmentant son capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000) à quarante mille dollars (\$40,000), par la création de deux cents (200) actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un janvier 1942.

429 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Marshalls Silks & Fabrics, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 54 and following, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of January, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Marshalls Silks & Fabrics, Inc.", ratifying By-law No. XXIV, increasing its capital stock from twenty thousand dollars (\$20,000.00) to forty thousand dollars (\$40,000.00), by the creation of two hundred (200) additional common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1942.

429-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Demandes à la législature

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Jean s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir le pouvoir d'adopter un ou des règlements à l'effet de commuer jusqu'à concurrence de 75% les taxes municipales des compagnies industrielles suivantes: The Richards Chemical Works Limited; the St-Johns Silk Company Limited; C. J. Grenier & Company; Jos. Choquette Woods Specialties Company Limited, les dits règlements devant être approuvés par les électeurs propriétaires comme les règlements d'emprunt, pour modifier le cens électoral et pour autres fins.

Donné à Saint-Jean, ce vingtième jour de janvier 1942.

Le procureur et agent de la cité de St-Jean,
STANISLAS POULIN, C.R.
257-5-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Malartic s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa session dont l'ouverture aura lieu le 24 février 1942, pour la passation d'une loi détachant des cantons de Dubuisson et Fournière, comté d'Abitibi, pour l'annexer à la ville de Malartic, pour fins municipales, le territoire suivant:

La concession minière 309 et le claim minier A-59216 du canton de Dubuisson. Le bloc 24, les claims miniers A-49990, A-49989, A-53737, A-49988, A-49987, A-53736, A-52996, A-52301, A-52310, A-53351, A-49993, A-49994, A-49991, A-49992, A-53747, A-53350, A-53349, A-53348, A-53347, A-54225, A-58806, A-58807, A-58808, A-51645, A-51646, A-51647, A-51648, A-51649, A-51650, A-51651, A-51652, A-51653, A-51654, A-51655, A-51656, une partie du bloc 23, les claims miniers A-51308, A-51309, A-51310, A-51311, A-51312, A-51313, A-51314, A-51315, A-75846, A-75847, A-75848, A-75849, A-75850, A-75851 du canton de Fournière; le tout tel qu'illustré sur le plan dessiné par Messieurs Deschênes & Dumas, arpenteurs-géomètres.

Ville de Malartic, Qué., le 26 janvier 1942.

Les procureurs de la requérante,
264-5-4 BOISVERT & CORRIVEAU.

Avis public est par les présentes donné que "The Royal Trust Company", corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, dit district, Jérôme Catelli, pâtissier, des cité et district de Montréal, agissant tous deux en leur qualité d'exécuteurs testa-

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session for power to adopt one or more By-Laws for the purpose of commuting to the extent of 75% the municipal taxes for the following industrial companies: The Richards Chemical Works Limited; the St-Johns Silk Company Limited; C. J. Grenier & Company; Jos. Choquette Woods Specialties Company Limited, the said By-Laws to be approved by the electors proprietors as loan By-Laws, to modify the electoral census and for other purposes.

Given at Saint-Jean, this twentieth day of January, 1942.

STANISLAS POULIN, K.C.,
Attorney and agent for the City of St-Jean.
257-5-4

Notice is hereby given that the Town of Malartic will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the Session opening on February 24th 1942, for the passing of an Act detaching from the Townships of Dubuisson and Fournière, in the County of Abitibi, and annexing to the Town of Malartic, for municipal purposes, the following territory:

The Mining Concession 309 and the Mining Claim A-59216 of the Township of Dubuisson. The Block 24, the mining claims A-49990, A-49989, A-53737, A-49988, A-49987, A-53736, A-52996, A-52301, A-52310, A-53351, A-49993, A-49994, A-49991, A-49992, A-53747, A-53350, A-53349, A-53348, A-53347, A-54225, A-58806, A-58807, A-58808, A-51645, A-51646, A-51647, A-51648, A-51649, A-51650, A-51651, A-51652, A-51653, A-51654, A-51655, A-51656, a part of Block, 23, the mining claims A-51308, A-51309, A-51310, A-51311, A-51312, A-51313, A-51314, A-51315, A-75846, A-75847, A-75848, A-75849, A-75850, A-75851 of the Township of Fournière; the whole as shown on the Plan drawn by Messrs. Deschenes & Dumas, Land Surveyors.

Town of Malartic, Que., January 26th, 1942.

BOISVERT & CORRIVEAU,
264-5-4-o Attorneys for Applicant.

Public notice is hereby given that The Royal Trust Company, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Mr. Jérôme Catelli, pastry-cook, of the city and district of Montreal, both acting in their quality of testamentary executors

mentaires de la Succession de feu Charles Honoré Catelli, et Léon Catelli, rentier, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir une loi spéciale ayant pour objet de proroger la date du partage de la susdite succession, ainsi que des divers lots qui la composent et pour autres fins.

Montréal, le 26 janvier 1942.

Les procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
265-5-4-o & MONTPETIT.

Avis public est, par les présentes, donné que "la Ville de Québec-Ouest" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session, lors de la présentation du Bill de la Cité de Québec, pour faire insérer dans la Charte de la dite Cité, l'amendement suivant:

Attendu qu'en 1929, par un amendement à sa charte, la Cité de Québec a fait déclarer être dans ses limites, une partie du territoire appartenant à la Ville de Québec-Ouest.

Attendu que par ce même amendement à sa charte, la Cité de Québec a inclus entièrement dans ses limites, le Pont Marie de l'Incarnation.

Attendu que le pont Marie de l'Incarnation avait coûté à la Ville de Québec-Ouest, la somme de \$75,000.00.

Attendu que la partie du terrain enlevé à la ville de Québec-Ouest a profité à la Cité de Québec, tout en causant un préjudice sérieux au développement normal de la ville de Québec-Ouest.

Attendu que la Ville de Québec-Ouest n'a jamais reçu aucun dédommagement pour cette perte qu'elle a faite.

Que la Cité de Québec soit obligée de payer à la Ville de Québec-Ouest, la somme de \$100,000.00, à raison de \$10,000.00 par année.

Québec, 27 janvier 1942.

Le procureur de la Ville de Québec-Ouest,
279-5-4-o JULES SAVARD.

Avis public est par les présentes donné que Sir Edward W. Beatty, G.B.E., industriel, Allan Bronfman, industriel, C. Auguste Décary, médecin et surintendant d'hôpital, Huntly R. Drummond, banquier, Léon Gérin Lajoie, médecin, George Hall, médecin, Thomas McCall Hutchison, industriel, J. Edouard Labelle, C.R., avocat, John W. McConnell, financier, George C. McDonald, comptable agréé, Herbert L. McEvoy, gérant, Henry W. Morgan, marchand, René Morin, administrateur, John C. Newman, industriel, John S. Norris, industriel, Hector H. Racine, industriel, l'Honorable Donat Raymond, sénateur, financier, John R. H. Robertson, secrétaire-trésorier, J. Hervé Roy, surintendant d'hôpital, Paul F. Sise, industriel, George F. Stephens, médecin et surintendant d'hôpital, Arthur Surveyer, ingénieur civil, Raoul Trépanier, représentant spécial du département fédéral du travail, Paul Vaillancourt, industriel, Arthur Vallée, C. R., avocat, tous du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués en corporation sous le nom de Association d'Hospitalisation du Québec (Quebec Hospital Service Association) et pour définir les droits, pouvoirs et privilèges de cette corporation.

Montréal, le 28 janvier 1942.

Les procureurs des requérants,
286-5-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

of the Estate of the late Charles Honoré Catelli, and Leon Catelli, gentleman, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its next Session, in order to obtain a special law for the purpose of postponing the partition of the Estate and of the various lots of said Estate and for other purposes.

Montreal, January 26, 1942.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
265-5-4-o & MONTPETIT,
Attorneys for the Petitioner.

Public notice is hereby given, that the "Town of Quebec-West" will apply to the Legislature of the presentation of the Quebec City Bill, for the insertion of the following amendment in the Charter of the said City:

Whereas in 1929, by an amendment to its charter, the City of Quebec declared that a part of the territory belonging to the Town of Quebec-West was within the City limits.

Whereas by this same amendment to its charter, the City of Quebec included the "Pont Marie de l'Incarnation" (Marie de l'Incarnation Bridge) in entirety, within its limits.

Whereas the "Pont Marie de l'Incarnation" (Marie de l'Incarnation Bridge) cost the Town of Quebec-West, the sum of \$75,000.

Whereas the part of land taken from the Town of Quebec-West was a profit to the City of Quebec, but was seriously detrimental to the normal development of the Town of Quebec-West.

Whereas the Town of Quebec-West has never received any compensation for this loss which it suffered.

That the City of Quebec be obliged to pay the Town of Quebec-West, the sum of \$100,000., at the rate of \$10,000., per annum.

Quebec, January 27, 1942.

JULES SAVARD,
279-5-4 Attorney for the Town of Quebec-West.

Public notice is hereby given that Sir Edward W. Beatty, G.B.E., industrialist, Allan Bronfman, industrialist, C. Auguste Décary, Physician and Hospital Superintendent, Huntly R. Drummond, banker, Léon Gérin Lajoie, Physician, George Hall, Physician, Thomas McCall Hutchison, industrialist, J. Edouard Labelle, K.C., Advocate, John W. McConnell, financier, George C. McDonald, Chartered Accountant, Herbert L. McEvoy, manager, Henry W. Morgan, merchant, René Morin, administrator, John C. Newman, industrialist, John S. Norris, industrialist, Hector H. Racine, industrialist, Honourable Donat Raymond, senator, financier, John R. H. Robertson, Secretary-treasurer, J. Hervé Roy, Hospital Superintendent, Paul F. Sise, industrialist, George F. Stephens, Physician and Hospital Superintendent, Arthur Surveyer, Civil Engineer, Raoul Trépanier, Special Representative of Federal Department of Labour, Paul Vaillancourt, industrialist and Arthur Vallée, K.C., Advocate, all of the District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the incorporation of themselves under the name of Quebec Hospital Service Association (Association d'Hospitalisation du Québec) and to determine the rights, powers and privileges of that Corporation.

Montreal, January 28th, 1942.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
286-5-4-o Attorneys for the Applicants.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements aux fins; de changer le mode d'élection des membres du conseil municipal et de changer la date des élections; d'augmenter la qualification foncière pour l'exercice des charges de maire et d'échevins de six cents dollars à deux mille dollars; de modifier les qualifications requises pour exercer les charges municipales; d'être autorisée à exiger l'installation de soupapes de sûreté ou autres dispositifs sur les égouts privés; d'être autorisée à échanger les terrains requis, pour l'ouverture de rues, pour des terrains d'évaluation municipale équivalente appartenant à la cité; de décréter en faveur de la cité un droit de gage sur les matériaux provenant de la démolition de maisons ou bâtiments, qui pourraient mettre la vie de quelque personne en danger, pour le coût de la dite démolition, lorsqu'elle aura été faite par la ville; de mieux définir ce que comprend la valeur réelle des immeubles imposables dans la municipalité; d'être autorisée à accorder au Conseil des Chevaliers de Colomb de Lachine et au Lachine Curling Club Incorporated une commutation de taxes foncières générales de cinquante pour cent sur les propriétés possédées par eux; d'autoriser la cité de Lachine et la Cité de Montréal à étendre, sur une certaine période d'années, le paiement décrété par l'ordonnance N° 3 de la Commission des Services Publics, rendue le 15 février 1929, ou toute autre ordonnance, concernant les travaux faits ou à être faits pour la construction de l'égout de la rivière Saint-Pierre; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 28 janvier 1942.

Les procureurs de la cité de Lachine,
287-5-4-o SYLVESTRE & PELLETIER.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation du Village de la Municipalité de Saint-Jean de Boischat s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de la Loi 4, George VI, chapitre 74, article 3 telle que modifiée par la Loi 5, George VI, chapitre 72, article 15, pour, entr'autres, les fins suivantes: obtenir d'être incluse dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la Cité de Québec.

Québec, 28 janvier, 1942.

Les avocats de la requérante,
288-5-4-o LACROIX & LAPLANTE.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi spéciale aux fins d'être autorisée à emprunter, au moyen de bons, obligations ou autres effets négociables, une somme n'excédant pas \$700,000.-00, pour combler le déficit de revenu de l'exercice 1941-1942.

Montréal, le 29 janvier, 1942.

Le président général,
323-6-4-o ALFRED-F. LAROSE.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation du Village de la Municipalité de L'Ange-Gardien s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an Act amending its Charter 9 Edward VII, Chapter 86 and amendments, for the following purposes: to change the mode of election of the members of the municipal council and the date of the elections; to increase the immoveable property qualification to hold the office of mayor and alderman from six hundred dollars to two thousands dollars; to modify the qualifications required to hold a municipal office; to be authorized to exact the installation of a check valve or other safety device in private drains; to be authorized to exchange the pieces of land required for the opening of streets for pieces of land of equal municipal valuation belonging to the City; to decree in favor of the City a right of pawning on the materials coming from the demolition of houses or buildings, which might endanger the life of any person, for the cost of said demolition when same has been done by the City; to better define what comprises the actual value of the assessable immoveables in the municipality; to be authorized to grant to The Council of the Knights of Columbus of Lachine and to the Lachine Curling Club Incorporated a commutation of the general immoveable taxes up to 50% on the immoveables possessed by them; to authorize the City of Lachine and the City of Montreal to extend, over a certain period of years, the payment ordered by the ordinance no. 3 of the Public Service Commission, or any other ordinance, concerning the works done and to be done for the construction of the Rivière St. Pierre sewer; and for all other purposes.

Montreal, January 28th, 1942.

SYLVESTRE & PELLETIER,
287-5-4-o Attorneys of the City of Lachine.

Canada, Province of Quebec, District of Québec.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of the Municipality of Saint-Jean de Boischat will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the amendment of the Act 4, George VI, chapter 74, article 3 as amended by the Act 5 George VI, chapter 72, article 15, for, amongst others, the following purposes: to obtain permission to be included in the territory subject to the Quebec City Sales Tax.

Québec, January 28, 1942.

LACROIX & LAPLANTE,
288-5-4 Advocates for petitioner.

Public notice is hereby given that The Montreal Catholic School Commission, a politic body legally constituted, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act for the purpose of being authorized to borrow, by means of Treasury Bonds, Bonds or other negotiable instruments, an amount not exceeding \$700,000.00, to cover the deficit provided for the school year 1941-1942.

Montreal, January 29th, 1942.

ALFRED F. LAROSE,
323-6-4-o General Chairman.

Canada, Province of Quebec, District of Québec.

Public notice is hereby given, that the Corporation of the Village of the Municipality of L'Ange-Gardien will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to

obtenir la modification de la Loi 4, George VI, chapitre 74, article 3, telle que modifiée par la Loi 5, George VI, chapitre 72, article 15, pour entr'autres, les fins suivantes: obtenir d'être incluse dans le territoire assujéti à la taxe de vente de la cité de Québec.

Québec, 30 janvier, 1942.

Les avocats de la requérante,
325-6-4-0 LACROIX & LAPLANTE.

La Corporation de Prêt et Revenu, de Québec, incorporée en vertu des dispositions du chapitre 251 des Statuts Refondus de la Province de Québec, (1925), maintenant le chapitre 287 des Statuts Refondus de 1941, comme société permanente de construction, donne avis, par les présentes, qu'elle présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, un bill pour les fins suivantes:

Que les mots "membre", "actionnaire", "action" et "certificat" employés dans le dit chapitre soient définis exactement; que les membres aient le privilège de souscrire et détenir des actions pour une valeur totale de cinq mille dollars et qu'il puisse être émis en leur faveur des certificats constatant leurs droits et obligations sans que ces certificats soient considérés comme des valeurs mobilières; que la Corporation ait le pouvoir d'assurer la vie de ses membres jusqu'à concurrence du montant ou de la valeur de leurs actions, et de déclarer un dividende annuel aussi bien que semestriel aux actionnaires; que le pouvoir d'obliger les membres porteurs d'actions d'appropriations à convertir celles-ci en actions permanentes lui soit enlevé; que les dispositions de la section XVI de la deuxième partie de la Loi des Compagnies de Québec ainsi que les paragraphes 1 et 2 de l'article 164 de la même loi lui soient applicables; que les obligations contractées par ou envers elle jusqu'à la sanction du bill projeté soient respectées et exécutées; que la phraseologie des articles 2, 5 et 39 soit modifiée tout en leur conservant le même sens et que la Corporation de Prêt & Revenu soit assujéti à toutes les dispositions du chapitre 287 susdit, ainsi amendé.

Québec, 31 janvier 1942.

Le Procureur de la Corporation
de Prêt et Revenu,
324-6-4-0 HENRI-PAUL DROUIN.

Canada, Province de Québec, District des
Trois-Rivières.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi amendement ou abrogeant certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes de la Province de Québec, de la Charte de la Cité des Trois-Rivières et des autres lois concernées aux fins:

a) de pourvoir à l'établissement du système d'administration de la dite Corporation par un gérant;

b) d'autoriser l'imposition de certaines taxes;

c) de modifier les conditions requises pour le paiement des pensions de retraite aux officiers et employés;

d) de ratifier certaines ententes avec les compagnies au sujet de l'évaluation de leurs immeubles et du paiement des taxes imposées sur lesdits immeubles;

obtain the amendment of the Act 4 George VI, chapter 74, article 3, as amended by the Act 5 George VI, chapter 72, article 15, for, amongst others, the following purposes: to obtain permission to be included in the territory subject to the Quebec City Sales' Tax.

Quebec, January 30th, 1942.

LACROIX & LAPLANTE,
325-6-4 Advocates for Petitioner.

"La Corporation de Prêt et Revenu", of Québec, incorporated under the provisions of chapter 251 of the Revised Statutes of the Province of Québec, (1925), now chapter 287 of the Revised Statutes, 1941, as a permanent Building Society, hereby gives notice that it will present to the Legislature of Québec, at its next session, a Bill for the following purposes:

That the words "member", "shareholder", "share" and "certificate" used in the said chapter be clearly defined; that the members be entitled to subscribe and hold shares to the total value of five thousand dollars and that certificates be issued in their favour stating their rights and obligations without the said certificates being considered as movable securities; that the corporation be empowered to insure the lives of its members up to the amount or value of their shares, and to declare an annual dividend as well as a semi-annual dividend to the shareholders; that the power obliging members, holders of appropriation shares to convert them into permanent shares be withdrawn; That the provisions of section XVI of Part II of the Quebec Companies' Act as well as paragraphs 1 and 2 of article 164 of the same Act be applicable to it; that the obligations contracted by or against it, up to the sanction of the proposed Bill be respected and carried out; that the phraseology of article 2, 5 and 39 be altered while at the same time conserving their same meaning and that "La Corporation de Prêt & Revenu" be subject to all the provisions of chapter 287 aforesaid, thus amended.

Quebec, January 31st, 1942.

HENRI PAUL DROUIN,
324-6-4 Attorney for La Corporation de
Prêt et Revenu.

Canada, Province of Québec, District of Trois-Rivières.

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

PETITION

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act amending or repealing certain provisions of the Cities' and Towns' Act of the Province of Québec, the charter of the City of Trois-Rivières and for other Acts respecting the following:

a) to provide the establishment of the administration system of the said Corporation by a manager;

b) to authorize the levying of certain taxes;

c) to amend to conditions required for the payment of retirement pensions to officers and employees;

d) to ratify certain agreements with companies subject to the valuation of their immovables and the payment of taxes levied on the said immovables;

e) de pourvoir au paiement des taxes par les propriétaires contestant les rôles d'évaluation et de perception de la Cité;
 f) de déterminer les limites de la Cité;
 g) d'exempter de taxes la propriété dite "Maison Martel";
 h) de ratifier certaines résolutions concernant l'engagement ou le congédiement d'officiers ou employés municipaux et la redistribution des différentes fonctions dans l'administration municipale.

e) to provide for the payment of taxes by proprietors contesting the valuation and collection rolls of the City;
 f) to determine the limits of the City;
 g) to exempt from taxes the property known as "Maison Martel";
 h) to ratify certain resolutions concerning the hiring or dismissing of municipal officers or employees and the redistribution of various duties in the municipal administration.

Trois-Rivières, le 29 janvier 1942.

Trois-Rivières, January 29, 1942.

Le procureur de la cité,
 JEAN-MARIE BUREAU.

JEAN-MARIE BUREAU,
 Attorney for City.

327-6-4-o

327-6-4

Avis public est, par les présentes donné que la Ville de Saint-Jérôme, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège sociale dans la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de:

Public notice is hereby given that the Town of St. Jerome, a municipal corporation having its chief place of business in the town of St. Jerome in the County of Terrebonne, will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

1. Ratifier la vente par la Ville de son entrepôt municipal à Laurentian Textile Company Limited;

1. The confirmation of a sale by the Town of its municipal warehouse to the Laurentian Textile Company Limited;

2. Autoriser la Ville, par règlement ne requérant que l'approbation du ministre des Affaires municipales, à emprunter \$17,821.59 pour payer le solde du coût de la construction du dit entrepôt;

2. To authorize the Town, by a by-law requiring only the approval of the minister of the Municipal Affairs, to borrow \$17,821.59 to pay the balance of the cost of the construction of the said warehouse;

3. Autoriser la municipalisation des égouts et la répartition du coût pour ce faire, sur tous les immeubles imposables de la ville;

3. To authorize the municipalization of the sewers and to assess the costs to do so, on all the taxable immovables of the Town;

4. Autoriser à repartir le coût de la construction, de la reconstruction, de la réparation et de l'entretien des égouts, à l'avenir, sur tous les immeubles imposables de la ville;

4. To authorize the assessment of the cost of construction, reconstruction, repair and upkeep of the sewers, in the future, on all the taxable immovables of the Town;

5. Autoriser la Ville à voter ses crédits à sa première assemblée générale ou spéciale du mois de janvier de chaque année;

5. To authorize the Town to vote its budget at the first general or special meeting of the month of January of each year;

6. Autoriser la Ville à passer un règlement de fermeture à bonne heure de tous les endroits commerciaux dans la ville, excepté ceux licenciés en vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec.

6. To authorize the Town to pass a by-law respecting the early closing of all commercial enterprises in the Town, except those licensed according to the Quebec Liquor Act.

Saint-Jérôme, ce 2 février 1942.

St. Jerome, February the 2nd. 1942.

Le procureur de la Ville de Saint-Jérôme,
 332-6-4-o CAMILLE L. de MARTIGNY.

CAMILLE L. de MARTIGNY,
 332-6-4-o Attorney of the Town of St. Jerome.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Avis public est, par les présentes, donné que Albani Boudrias des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour être admis à la pratique de la chirurgie dentaire après avoir subi les examens prévus par les règlements du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Public notice is hereby given that Albani Boudrias of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to be admitted to the practice of dental surgery, after having passed the examinations prescribed by the By-Laws of the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec.

Québec, 2 février, 1942.

Quebec, February 2, 1942.

Les avocats du requérant,
 333-6-4-o LACROIX & LAPLANTE.

LACROIX & LAPLANTE,
 333-6-4 Advocates for petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Corporation des Techniciens de la Province de Québec, (Corporation of Technicians of the Province of Quebec), s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte de manière à lui permettre d'octroyer à ses membres le titre de: "Technicien Industriel" aux conditions respectives ci-après énumérées: d'en être membre en règle, de posséder une expérience d'au moins cinq années reconnue par la Corporation ou ses représentants; d'être accepté par un jury dont la nomination et les pouvoirs seront statués par les règlements de la Corporation, et de se conformer à toutes autres conditions que pourrait poser la Corpo-

Notice is hereby given that the Corporation of Technicians of the Province of Quebec (Corporation des Techniciens de la Province de Québec), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter so as to permit it to bestow on its members the title of: "Industrial Technician" under the respective conditions hereinafter enumerated: one must be a member in good standing, have at least five years experience recognized by the Corporation or its members; be accepted by a jury whose nomination and powers shall be enacted by the By-Laws of the Corporation, and comply with all other conditions which the corporation may impose; be

ration; d'être autorisée à établir des pénalités en cas d'usurpation de ce titre par qui que ce soit; et pour d'autres fins.

Le procureur de la Corporation des
Techniciens de la Province de Québec,
334-6-4-0 YVES LEDUC.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: mode d'administration; services municipaux; soumissions; majorités du conseil pour l'adoption de certaines mesures; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; élections: droit de vote; règlements; budgets; dépenses capitales; vente à l'enchère d'immeubles appartenant à la cité; taux de la contribution foncière; finance; emprunts; fonds de roulement; taxes: exemptions de taxes; taxe d'affaires; taxe de l'eau; permis (licences); taxe de vente; impôt sur le revenu; rôles d'évaluation; délai pour plaintes; rôles de contribution foncière; rôles d'améliorations locales; estimation des immeubles; lignes homologuées; pavages; égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; réclamations; approvisionnement d'électricité; compagnies d'assurance; bâtiments rasés par l'incendie, etc.; délai pour paiement de taxes d'améliorations locales; contribution des gouvernements *re* travaux d'améliorations locales; vente d'immeubles pour taxes; soupapes de sûreté *re* égouts; fond de pension des employés de la Commission des services électriques; fourniture d'eau à certaines municipalités et aux contribuables etc. de ces municipalités; droit de propriété de certaines municipalités à parties du boulevard Pie IX, à certaines conditions; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de ville,
Montréal, 7 février 1942.

Le greffier de la Cité,
339-6-4-0 J. ÉTIENNE GAUTHIER.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls dans le comté de St-Maurice s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour confirmer et ratifier une résolution adoptée le 30 juillet 1941 par les dits Commissaires d'écoles, la dite résolution décrétant que, durant la présente guerre et durant les dix années qui suivront celle-ci, la nouvelle usine à être construite par Aluminum Company of Canada, Limited, dans la municipalité de Shawinigan Falls, pour les besoins de la défense nationale, ne soit imposée, en ce qui concerne les cotisations scolaires qu'à l'égard des machineries et de leurs accessoires en opération, en sus de l'imposition des terrains, bâtiments et autres constructions.

Shawinigan Falls, 2 février, 1942.

Les procureurs des Requérants,
340-6-4-0 DÉSILETS ET DESHAIES.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Légis-

lature to establish penalties in the case of usurpation of this title by anyone whomsoever; and for other purposes.

YVES LEDUC,
Attorney for the Corporation of
334-6-4 Technicians of the Province of Quebec.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: system of administration; municipal departments; tenders; majorities of Council for the adoption of certain measures; powers of the Executive Committee and of the Council; elections: right to vote; by-laws; budgets; capital expenditures; sale by auction of immovables belonging to the City; rate of real estate tax; finances; loans; working capital; taxes: tax exemptions; business tax; water tax; permits (licenses); sales tax; income tax; valuation rolls; delay for complaints; real estate assessment rolls; local improvement rolls; valuation of immovables; homologated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; claims; supply of electric power; insurance companies; buildings destroyed by fire, etc.; delay for payment of local improvement taxes; contributions by Governments *re* local improvements; sale of property for taxes; safety valves *re* sewers; pension fund of employees of Electrical Commission; supply of water to certain municipalities and to ratepayers, etc. of these municipalities; property rights of certain municipalities in parts of Pie IX boulevard, on certain conditions; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, February 7th 1942.

J. ÉTIENNE GAUTHIER,
339-6-4-0 City Clerk.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Shawinigan Falls in the county of St-Maurice will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act in order to confirm and ratify a resolution adopted on July 30th 1941 by the said School Commissioners, said resolution enacting that, during the present war and during the ten years following said war, the new plant to be erected by Aluminum Company of Canada, Limited, in the municipality of Shawinigan Falls, for the needs of National Defence, be assessed, for school taxes, only as concerns the machinery and accessories in operation, over and above the valuation and assessment of lands, buildings and other structures.

Shawinigan Falls, February 2nd, 1942.

DÉSILETS AND DESHAIES,
340-6-4-0 Attorneys for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of

lature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi:

1.—Pour confirmer et ratifier une résolution adoptée le 2 juillet 1941 par le conseil de la Cité de Shawinigan Falls, la dite résolution décrétant que, durant la présente guerre et durant les dix années qui suivront celle-ci, la nouvelle usine à être construite par Aluminum Company of Canada, Limited, dans la municipalité de Shawinigan Falls, pour les besoins de la défense nationale, ne soit évaluée et imposée qu'à l'égard des machineries et de leurs accessoires en opération, en sus de l'évaluation et de l'imposition des terrains, bâtiments et autres constructions.

2.—Pour confirmer et ratifier le règlement numéro 434 de la Cité de Shawinigan Falls, adopté par le conseil de la dite Cité le 8 août 1941, concernant l'imposition des biens de Canadian Resins & Chemicals Limited.

Shawinigan Falls, 2 février, 1942.

Les procureurs de la Requérente,
DÉSILETS ET DESHAIES.

341-6-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que The Royal Trust Company s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à remplacer les exécuteurs testamentaires actuels de feu l'Honorable Sénateur Fiset, en son vivant de la ville de Rimouski, avec pouvoir de leur donner quittance, de vendre les biens meubles immeubles, de distribuer certains revenus et généralement d'administrer les dits biens jusqu'au partage, avec faculté de se faire remplacer par une autre compagnie de fiducie et pour autres fins accessoires.

Québec, 2 février 1942.

Le procureur,
GUY HUDON.

355-6-4-o

Avis est par les présentes donné que la cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

1. Imposer une taxe spéciale dite "taxe de vente" dans les Cités et Villes de Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Ville-Racine, Saguenayville, Port-Alfred, Bagotville et les corporations Municipales de St-Alexis, Rivière du Moulin, Ste-Anne, Paroisse de Chicoutimi, Paroisse de Jonquière, Paroisse de St-Alphonse, Paroisse de St-Alexis.

2. Amender la Loi 20 Geo. V, chap. 118 en retranchant la 2ième partie du paragraphe 1er de l'article 10.

3. Modifier la Loi des cités et villes pour ladite Cité sur les matières suivantes:—amender l'article 526 de ladite Loi en augmentant le maximum ainsi qu'une taxe sur les services d'utilité publics, accorder un escompte sur les taxes; réglementer les nuisances, les enseignes-réclames; le droit de vote des locataires; imposer une taxe spéciale sur les bicycles, pour l'enlèvement des vidanges, de la neige, nettoyer les rues, pour répartir le coût de construction et d'amélioration du système d'aqueduc ou d'égout en tout ou en partie sur les immeubles qui en bénéficieront; et autres fins.

Chicoutimi, 4 février 1942.

Le procureur de la Requérente,
J.-C. GAGNÉ.

356-6-4-o

Avis public est, par le présent donné, que mademoiselle Marguerite L. Redmond et Char-

the Province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act in order:

1.—To confirm and ratify a resolution adopted on July 2nd 1941 by the Council of the City of Shawinigan Falls, said resolution enacting that, during the present war and during the ten years following said war, the new plant to be erected by Aluminum Company of Canada, Limited, in the municipality of Shawinigan Falls, for the needs of National Defence, be valued and assessed only concerning the machinery and accessories in operation, over and above the valuation and assessment of lands, buildings and other structures.

2.—To confirm and ratify by-law number 434 of the City of Shawinigan Falls, adopted by the Council of the said City on the 8th of August 1941, concerning the assessment of the property of Canadian Resins & Chemicals Limited.

Shawinigan Falls, February 2nd, 1942.

DÉSILETS AND DESHAIES,
Attorneys for the Petitioner.

341-6-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that The Royal Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a law for the purpose of being authorized to replace the actual testamentary executors of the Late Honourable J. B. R. Fiset, Senator, in his lifetime of the Town of Rimouski, with power to give a discharge to said Executors, sell the movable and immovable property, divide certain revenues, and generally administer the said Estate until its partition, with provisions for its replacement by another Trust Company, and for other incidental purposes.

Québec, February 2nd, 1942.

GUY HUDON,
Attorney.

355-6-4-o

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature at its next session for the passing of an Act for the following special purposes:

1. To levy a special tax called "sales' tax" in the cities and towns of Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Ville-Racine, Saguenayville, Port-Alfred, Bagotville and the Municipal Corporations of St-Alexis, Rivière du Moulin, Ste-Anne, Parish of Chicoutimi, Parish of Jonquière, Parish of St-Alphonse, Parish of St-Alexis.

2. To amend the Act 20 Geo. V, chap. 118 by deleting the 2nd part of the 1st paragraph of article 10.

3. To amend the Cities' and Towns' Act for the said City with regard to the following matters: to amend article 526 of the said Act by increasing the maximum as well as a tax on public service utilities, to grant a discount on taxes; to make regulations with regard to nuisances and bill-boards; the tenants' right to vote; to impose a special tax on bicycles, garbage and snow removal, cleaning of streets, to divide the cost of the building and improving of the waterworks and sewerage system in whole or in part on the immovables which derive a benefit therefrom; and for other purposes.

Chicoutimi, February 4, 1942.

J. C. GAGNÉ,
Attorney for petitioner.

356-6-4

Public notice is hereby given that Miss Marguerite L. Redmond and Charles James Red-

les James Redmond s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant l'exécuteur des dernières volontés et testament de feu James Redmond, en son vivant de la cité de Montréal, et lui donnant instructions de leur payer le surplus des revenus nets de la succession dudit James Redmond accrus après le quatorze février, mil neuf cent quarante et un. Montréal, le 5 février 1942.

Les procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON ET
360-6-4 HOWARD. 360-6-4-0

Avis public est, par les présentes, donné que Belleterre Quebec Mines Ltd., compagnie ayant son bureau chef à Belleterre, Benjamin H. Budgeon, ingénieur-minier, Léonard Lemire, contremaître, E. Roméo Desjardins, gérant, Armand Boutet, assistant-surintendant, Duncan Larouche, menuisier, et Basil E. Milberry, contremaître, tous demeurant à Belleterre dans le canton de Guillet, comté de Témiscamingue, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville un certain territoire des cantons de Guillet et de Blondeau, sous le nom de "Ville de Belleterre". Québec, le 12 février 1942.

Le procureur des requérants,
FRÉDÉRIC HÉBERT. 388-7-4-0

CITÉ DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné en addition à celui publié dans la *Gazette officielle de Québec*, N° 4, volume 74, page 446, le 24 janvier 1942, que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation, et notamment: Pour accorder des exemptions de taxes sur toutes propriétés occupées gratuitement par le Gouvernement fédéral pour fins de guerre; pour amender l'article 535 de la loi 19 Geo. V, chap. 95, relativement à l'avis que doivent donner à la Cité les victimes d'accidents et les réclamants pour dommages causés à un automobile; pour amender la loi 19 Geo. V, chap. 95, en ajoutant à la juridiction de la Cour du Recorder, et tous autres amendements concernant la bonne administration de la Cité de Québec.

Québec, 30 janvier, 1942.

Les procureurs de la Cité de Québec,
BENOIT PELLETIER
342-6-4-0 ET ERNEST GODBOUT. 342-6-4

Avis est par les présentes donné que la Ville de Saint-Joseph d'Alma, s'adressera à la Législature, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi spéciale aux fins suivantes: "Imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente" dans les limites de la Ville de Saint-Joseph d'Alma; et autres fins."

Saint-Joseph d'Alma, 12 février 1942.

Le procureur de la Requête,
J.-V. TREMBLAY, avocat. 432-8-4-0

CORPORATION DU VILLAGE DE PRINCEVILLE ET COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE STANFOLD.

Avis public, par les présentes, est donné que la Corporation du Village de Princeville et les Commissaires d'Écoles de Stanfold s'adresseront à la Législature de Québec pour demander l'adop-

mond will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act authorizing and directing the executor under the last will and testament of the late James Redmond, in his lifetime of the City of Montreal, to pay to them the surplus net revenues of the estate of the said late James Redmond accruing after February fourteen nineteen hundred and forty-one.

Montreal, February 5, 1942.

MONTGOMERY, McMICHAEL,
COMMON AND HOWARD, *
Solicitors for Applicants.

Public notice is hereby given that Belleterre Quebec Mines Ltd., a company having its head office at Belleterre, Benjamin H. Budgeon, mining engineer, Léonard Lemire, foreman, E. Roméo Desjardins, manager, Armand Boutet, assistant superintendent, Duncan Larouche, joiner, and Basil E. Milberry, foreman, all residing at Belleterre in the Township of Guillet, County of Témiscamingue, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating a certain territory of the Townships of Guillet and of Blondeau into a Town Municipality, under the name of "Town of Belleterre". Québec, February 12, 1942.

FRÉDÉRIC HÉBERT,
Attorney for petitioners. 388-7-4

CITY OF QUEBEC

Public notice is hereby given in addition to that published in the *Quebec Official Gazette*, No. 4, volume 74, Page 446, of the 24th January, 1942, that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its acts of incorporation, and particularly: To grant exemptions of taxes on any properties occupied gratuitously by the Federal Government for War purposes; to amend article 535 of the Act 19 Geo. V, chap. 95, respecting the notice which must be given to the City by victims of accidents and those claiming damages to an automobile; to amend the Act 19 Geo. V, Chap. 95, by adding to the jurisdiction of the Recorder's Court, and any other amendments concerning the good management of the City of Quebec.

Quebec, January 30, 1942.

BENOIT PELLETIER
AND ERNEST GODBOUT,
Attorneys for City of Quebec. 342-6-4

Notice is hereby given that the Town of Saint-Joseph d'Alma, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of a Special Act for the following purposes: to impose and levy a special tax called "Sales' Tax" within the limits of the Town of Saint-Joseph d'Alma; and for other purposes.

Saint-Joseph d'Alma, February 12, 1942.

J. V. TREMBLAY, Advocate,
Attorney for petitioner. 432-8-4

CORPORATION OF THE VILLAGE OF PRINCEVILLE AND SCHOOL COMMISSIONERS OF STANFOLD.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Princeville and the School Commissioners of Stanfold will apply to the Legislature of Quebec, for the passing of a bill,

tion d'une loi aux fins de fixer l'évaluation municipale et scolaire de certains immeubles.

Victoriaville, le 13 février 1942.

Le procureur des Requérants,
436-8-4-o GERMAIN LACOURCIÈRE.

Avis est par les présentes donné que la Ville d'East-Angus demandera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session d'adopter une loi dans le but de ratifier et continuer une certaine entente avec la Brompton Pulp & Paper Company Limited au sujet de l'évaluation de ses immeubles employés pour fin industrielle seulement et du paiement des taxes imposées sur les dits immeubles.

Sherbrooke, ce 16 février, 1942.

Les procureurs de la Ville d'East-Angus,
437-8-4-o PANNETON & BOISVERT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est, par le présent, donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa première session de 1942, à l'effet de modifier les dernières volontés et testament de feu James McCready et obtenir une législation subséquente y ayant trait, pour une aide ultérieure aux petits-neveux et petites-nièces dudit feu James McCready, ses légataires universels, actuellement vivants.

Montréal, le 17 février 1942.

Les procureurs des requérants,
441-8-4 COONAN & PLIMSOLL.

Avis public est par les présentes donné que L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, corporation ayant son siège social à Huberdeau, dans le district de Terrebonne, Frère Gaudence (François Taelemans) du Lac Sergent, Comté de Portneuf, Frère Michel (Joseph DeBecker) et Frère Marcellin (Joseph Van den Heuvel), tous deux d'Huberdeau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi confirmant l'état corporatif dudit Institut, la constitution et les pouvoirs de son bureau de direction.

Montréal, le 18 février 1942.

Les procureurs des requérants,
452-8-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

to fix the valuation of certain immovables for municipal and school purposes.

Victoriaville, February 13th, 1942.

GERMAIN LACOURCIÈRE,
436-8-4-o Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that the Town of East-Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to adopt a law respecting the ratification and continuation of a certain agreement with the Brompton Pulp & Paper Company Limited concerning the valuation of their real estate used for industrial purposes only and the payment of taxes levied on the said real estate.

Sherbrooke, February 16th, 1942.

PANNETON & BOISVERT,
437-8-4-o Attorneys for the Town of East-Angus.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that application to the Legislature of the Province of Quebec will be made at the first Session of 1942 to modify the Last Will and Testament of the late James McCready and subsequent legislation dealing therewith, for the further relief of the grand-nephews and the grand-nieces of the said late James McCready, his universal legatees, presently alive.

Montreal, February 17th, 1942.

COONAN & PLIMSOLL,
441-8-4-o Attorneys for the Applicants.

Public notice is hereby given that L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde, a corporation having its head office at Huberdeau in the District of Terrebonne, Brother Gaudence (François Taelemans) of Lac Sergent, County of Portneuf, Brother Michel (Joseph DeBecker) and Brother Marcellin (Joseph Van den Heuvel) both of Huberdeau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act confirming the corporate status of the said corporation, the constitution and powers of its Board of Directors.

Montreal, February 18th, 1942.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
452-8-4-o Attorneys for Petitioners.

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans la Cour Supérieure, N° 43,445. Wilfrid Milhomme, demandeur; vs Salome Milhomme *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 23 janvier 1942, dans une cause dans laquelle Wilfrid Milhomme, constable de la cité de Québec, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: les lots cent soixante-trois et cent soixante-quatre (163 et 164) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine de Portneuf avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 24 MARS 1942, devant le Protonotaire de la Cour Supérieure

Sales by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, No. 43,445. Wilfrid Milhomme, plaintiff; vs Salome Milhomme *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, district of Quebec, the 23rd January, 1942, in a case wherein Wilfrid Milhomme, constable of the city of Quebec, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, namely: Lots one hundred and sixty-three and one hundred and sixty-four (163 and 164) of the official cadastre for the parish of Ste-Catherine de Portneuf — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder the 24th of MARCH, 1942, before the

du district de Québec, à son bureau au Palais de justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 10 février 1942.

Les procureurs du demandeur,
377-7-2-o LESAGE & LESAGE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 204141 des dossiers.

Avis est ici donné, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure séante à Montréal, rendu le 9ème jour de février 1942, par l'honorable juge E. Fabre-Surveyer, dans une cause ou HERVÉ AUCLAIR, contremaître du département de la Voirie de la Province, domicilié à Saint-Christophe, district de Montréal, est Demandeur; contre ALMA DAGENAIS, bourgeois, de la paroisse de St-Martin, district de Montréal, PRIMAT DAGENAIS, HERMAS DAGENAIS, EDOUARD DAGENAIS, de St-Elzéar, district de Montréal, ALMA DAGENAIS, HERVÉ DAGENAIS, de St-Elzéar, district de Montréal, ANTONIO DAGENAIS et JULES DAGENAIS de St-Vincent de Paul, district de Montréal, YVONNE DAGENAIS, AMÉLIA DAGENAIS, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, de la paroisse de St-Elzéar, district de Montréal, DELPHINA DAGENAIS veuve non remariée de Pascal Gagnon, en son vivant cultivateur de la paroisse de St-Léonard de Port-Maurice, GRAZIELLA BEAULIEU, religieuse, Sœur Ste-Rosalie et FORTUNATE BEAULIEU, religieuse, Sœur St-Mauril, de la Congrégation des Sœurs de Ste-Croix, respectivement de Montréal et de Varennes, district de Richelieu, ROMÉO BEAULIEU, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, ANTONIA BEAULIEU, ÉVA BEAULIEU et LYDIA BEAULIEU, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, de Montréal, district de Montréal, HERVÉ DAGENAIS, cultivateur de la paroisse de St-Vincent de Paul, district de Montréal, ÉMILE DAGENAIS, HENRI DAGENAIS, BERTHA DAGENAIS, LAURE DAGENAIS, ÉTHEL DAGENAIS, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, IRÉNÉ DAGENAIS, épouse de ELMIRA BOILEAU et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la ville de Laval des Rapides, district de Montréal, et DOLORES DAGENAIS, épouse de FÉLIX GOYER, bourgeois de la cité et du district de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ARMAND DAGENAIS, cultivateur de la paroisse de St-Elzéar, district de Montréal, BÉATRICE DAGENAIS, épouse de PIERRE ROBIN, cultivateur, de St-Vincent de Paul, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, EMMA DAGENAIS, épouse de ALEXIS LAROCQUE, employé civil, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, GÉRARD LAPIERRE, RÉNÉ LAPIERRE, JEAN LAPIERRE et MARIO LAPIERRE, SOLANGE LAPIERRE, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité

Prothonotary of the Superior Court for the District of Quebec, at his office in the Court House of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, February 10, 1942.

LESAGE & LESAGE,
377-7-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 204141 of the records.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, rendered on the 9th day of February 1942 by the Honourable Justice E. Fabre-Surveyer, in a cause wherein HERVÉ AUCLAIR, foreman of the Department of Roads of the Province, domiciled at St. Christophe, District of Montreal, is Plaintiff; against ALMA DAGENAIS, gentleman, of the Parish of St. Martin, District of Montreal, PRIMAT DAGENAIS, HERMAS DAGENAIS, EDOUARD DAGENAIS, of St. Elzéar, District of Montreal, ALMA DAGENAIS, HERVE DAGENAIS, of St. Elzéar, District of Montreal, ANTONIO DAGENAIS and JULES DAGENAIS, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, YVONNE DAGENAIS, AMÉLIA DAGENAIS, both spinsters of full age, of the Parish of St. Elzéar, District of Montreal, DELPHINA DAGENAIS, unmarried widow of Pascal Gagnon, in his lifetime farmer of the Parish of St. Leonard de Port-Maurice, GRAZIELLA BEAULIEU, a nun, Sister St. Rosalia, and FORTUNATE BEAULIEU, a nun, Sister St-Mauril, of the Congregation of the Sisters of the Holy Cross, respectively of Montreal and Varennes, District of Richelieu, ROMÉO BEAULIEU, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, ANTONIA BEAULIEU, EVA BEAULIEU and LYDIA BEAULIEU, all three spinsters of full age, of Montreal, District of Montreal, HERVE DAGENAIS, farmer, of the Parish of St. Vincent de Paul, District of Montreal, EMILE DAGENAIS, HENRI DAGENAIS, BERTHA DAGENAIS, LAURE DAGENAIS, ETHEL DAGENAIS, all three spinsters of full age, IRENE DAGENAIS, wife of ELMIRA BOILEAU and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all of the town of Laval des Rapides, District of Montreal, and DOLORES DAGENAIS, wife of FELIX GOYER, gentleman, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ARMAND DAGENAIS, farmer, of the Parish of St. Elzéar, District of Montreal, BEATRICE DAGENAIS, wife of PIERRE ROBIN, farmer, of St. Vincent de Paul, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, EMMA DAGENAIS, wife of ALEXIS LAROCQUE, civil employee, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, GÉRARD LAPIERRE, RENE LAPIERRE, JEAN LAPIERRE and MARIO LAPIERRE, SOLANGE LAPIERRE, spinster of full age, all of the city of Montreal, District of Montreal, and MARGUERITE LAPIERRE, wife of DANIEL LYSOT-

de Montréal, district de Montréal, et MAR-
GUERITE LAPIERRE, épouse de DANIEL
LYSOTTE, chauffeur, des cité et district de
Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse
aux fins présentes, ZEPHIRIN DAGENAIS,
ANNIE DAGENAIS, fille majeure et usant de
ses droits, tous deux de St-Martin, district de
Montréal, MARY DAGENAIS, veuve non re-
mariée de Philémon Ouimet, de St-Vincent de
Paul, district de Montréal, WILLIE DAGE-
NAIS, journalier des cité et district de Montréal,
ZEPHIRIN GAUTHIER, avocat, des cité et
district de Montréal, ANNA GAUTHIER,
épouse de ARTHUR FORTIN, bourgeois, de
St-Martin, district de Montréal, et ce dernier
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
JOSEPH GAUTHIER, cultivateur de St-Martin,
district de Montréal, ROLAND GAUTHIER,
électricien, des cité et district de Montréal,
DELIA GAUTHIER, épouse de ERNEST
LABELLE, de la paroisse de St-Augustin, dis-
trict de Terrebonne, et ce dernier pour autoriser
son épouse aux fins des présentes, RITA GAU-
THIER, épouse de ROLAND THERRIEN,
commis de banque, de St-Vincent de Paul, dis-
trict de Montréal, et ce dernier pour autoriser
son épouse aux fins des présentes, ARTHUR
GAUTHIER, cultivateur, de St-Elzéar, district
de Montréal, DIANA GAUTHIER, épouse de
CHARLES RENAUD, cultivateur, de St-Eus-
tache, district de Terrebonne, et ce dernier pour
autoriser son épouse aux fins des présentes,
LÉOPOLD DUMOULIN, OLIVAS DUMOULIN,
ALBERT DUMOULIN et JULIETTE
DUMOULIN, fille majeure et usant de ses droits
tous des cité et district de Montréal, ARTHUR
BIGRAS, AIMÉ BIGRAS et LÉA BIGRAS, fille
majeure et usant de ses droits, tous des cité et
district de Montréal, ESPÉRIE GAUTHIER,
épouse de RENE GAUTHIER, entrepreneur,
des cité et district de Montréal, et ce dernier pour
autoriser son épouse aux fins des présentes,
IMELDA GAUTHIER et BELLA GAUTHIER
toutes deux filles majeures et usant de leurs droits,
de St-Martin, district de Montréal, MAGLOIRE
AUCLAIR et HENRI AUCLAIR, tous deux
cultivateurs de St-Vincent de Paul, district de
Montréal, AURORE DUBREUIL, veuve non
remariée de Hector Auclair, en son vivant com-
merçant des cité et district de Montréal, en sa
qualité de tutrice à sa fille mineure MARIE PAU-
LE AUCLAIR, GÉRARD AUCLAIR et GEOR-
GES AUCLAIR, tous deux des cité et district de
Montréal, AURORE AUCLAIR, épouse de
ALDÉRIC DAGENAIS, cultivateur, de St-
Léonard de Port-Maurice, district de Montréal,
et ce dernier, pour autoriser son épouse aux fins
des présentes, BERTHA AUCLAIR, épouse de
ADELARD GUY, cultivateur, de St-Vincent de
Paul, et ce dernier pour autoriser son épouse aux
fins des présentes, du district de Montréal,
AURÉLIA AUCLAIR, épouse de ARMAND
LACASSE, entrepreneur-charretier, de St-Christo-
phe, district de Montréal, et ce dernier pour
autoriser son épouse aux fins des présentes,
NAPOLÉON SAURIOL, bourgeois, des cité et
district de Montréal, ALBERT SAURIOL,
cultivateur de St-Vincent de Paul, district de
Montréal, GEORGINE SAURIOL, épouse de
ALBERT LEFEBVRE, employé civil, des cité
et district de Montréal, et ce dernier pour auto-
riser son épouse aux fins des présentes, BÉA-
TRICE SAURIOL, épouse de JOSEPH CLÉ-
ROUX, cultivateur, de St-Martin, district de
Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse
aux fins des présentes, ALBERTINE SAURIOL,
épouse de ANTHIME DUPLISSIS, cultiva-

TE, fireman, of the City and District of Montreal,
and the latter to authorize his wife for the pur-
poses hereof, ZEPHIRIN DAGENAIS, ANNIE
DAGENAIS, spinster of full age, both of St.
Martin, District of Montreal, MARY DAGE-
NAIS, unmarried widow of Philémon Ouimet,
of St. Vincent de Paul, District of Montreal,
WILLIE DAGENAIS, laborer, of the City and
District of Montreal, ZEPHIRIN GAUTHIER,
advocate, of the City and District of Montreal,
ANNA GAUTHIER, wife of ARTHUR FOR-
TIN, gentleman, of St. Martin, District of
Montreal, and the latter to authorize his wife for
the purposes hereof, JOSEPH GAUTHIER,
farmer, of St. Martin, District of Montreal,
ROLAND GAUTHIER, electrician, of the City
and District of Montreal, DELIA GAUTHIER,
wife of ERNEST LABELLE, of the Parish of
St. Augustin, District of Terrebonne, and the lat-
ter to authorize his wife for the purposes hereof,
RITA GAUTHIER, wife of ROLAND THER-
RIEN, bank clerk, of St. Vincent de Paul,
District of Montreal, and the latter to authorize
his wife for the purposes hereof, ARTHUR
GAUTHIER, farmer, of St. Elzéar, District of
Montreal, DIANA GAUTHIER, wife of CHAR-
LES RENAUD, farmer, of St. Eustache, Dis-
trict of Terrebonne, and the latter to authorize
his wife for the purposes hereof, LEOPOLD
DUMOULIN, OLIVAS DUMOULIN, ALBERT
DUMOULIN and JULIETTE DUMOULIN,
spinster of full age, all of the City and District
of Montreal, ARTHUR BIGRAS, AIME BI-
GRAS and LEA BIGRAS, spinster of full age,
all of the City and District of Montreal, ESPE-
RIE GAUTHIER, wife of RENE GAUTHIER,
contractor, of the City and District of Montreal,
and the latter to authorize his wife for the pur-
poses hereof, IMELDA GAUTHIER and BELLA
GAUTHIER, both spinster of full age, of St.
Martin, District of Montreal, MAGLOIRE
AUCLAIR and HENRI AUCLAIR, both
farmers, of St. Vincent de Paul, District of
Montreal, AURORE DUBREUIL, unmarried
widow of Hector Auclair, in his lifetime trader,
of the City and District of Montreal, in her
quality of tutrix to her minor daughter, MARIE-
PAULE AUCLAIR, GERARD AUCLAIR,
and GEORGES AUCLAIR, both of the City
and District of Montreal, AURORE AUCLAIR,
wife of ALDERIC DAGENAIS, farmer, of St.
Leonard de Port-Maurice, District of Montreal,
and the latter to authorize his wife for the
purposes hereof, BERTHA AUCLAIR, wife of
ADELARD GUY, farmer, of St. Vincent de
Paul, and the latter to authorize his wife for
the purposes hereof, of the District of Montreal,
AURELIA AUCLAIR, wife of ARMAND
LACASSE, contracting carter, of St. Christophe,
District of Montreal, and the latter to authorize
his wife for the purposes hereof, NAPOLEON
SAURIOL, gentleman, of the City and District
of Montreal, ALBERT SAURIOL, farmer, of
St. Vincent de Paul, District of Montreal, GEOR-
GINE SAURIOL, wife of ALBERT LEFEB-
VRE, civil employee, of the City and District of
Montreal, and the latter to authorize his wife
for the purposes hereof, BEATRICE SAURIOL,
wife of JOSEPH CLEROUX, farmer, of St.
Martin, District of Montreal, and the latter to
authorize his wife for the purposes hereof,
ALBERTINE SAURIOL, wife of ANTHIME
DUPLISSIS, farmer, of St. Martin, District of
Montreal, and the latter to authorized his wife
for the purposes hereof, AURORE FAUTEUX,
wife of FRANK LAVERRIERE, commercial
traveler, of the City and District of Montreal,

teur, de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, AURORE FAUTEUX, épouse de FRANK LAVERRIERE, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, PAMELIA FAUTEUX, veuve non remariée de Elzéar Montpetit, en son vivant marchand, des cité et district de Montréal, GABRIELLE FAUTEUX, épouse de GEORGES LUSSIER, employé civil, de St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, REGINA FAUTEUX, épouse de JOSEPH BAILLARGEON, commis, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ANTONIO FAUTEUX et GRAZIELLA FAUTEUX, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, ANTOINETTE BRUNET, épouse de ZÉPHIRIN GAUTHIER, avocat, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, OVIDE BRUNET, ARMAND BRUNET, ORIGENE BRUNET, tant personnellement que comme cessionnaire des droits successifs de ZÉPHIRIN GAUTHIER, avocat de Montréal, un des autres héritiers des donateurs par représentation de sa mère, feu JULIE DAGENAIS, JULIETTE BRUNET et GABRIELLE BRUNET, tous deux filles majeures et usant de leurs droits tous des cité et district de Montréal, ALMA VERDON, cultivateur de la paroisse de Ste-Rose, district de Montréal, AURORE VERDON, épouse de AURELE VALIQUETTE, bourgeois, de la ville de Ste-Rose, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, BLANCHE VERDON, épouse de ARISTIDE CLOUTIER, jardinier de Ste-Rose, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, NOEL GABOURY, de St-Martin, district de Montréal, et son conseil judiciaire Me Eugène Poirier, notaire, des cité et district de Montréal, HORACE OUMET, HECTOR OUMET, HERVÉ OUMET, ARTHUR OUMET, ROMÉO OUMET, tous cultivateurs de St-Martin, district de Montréal, ADRIENNE OUMET, épouse de ARTHUR GAUTHIER, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ALICE OUMET, épouse de ALBERT DAGENAIS, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, BLANCHE OUMET, épouse de ERNEST BEAUCAGE, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ALBERT GAUTHIER, ADRIEN GAUTHIER, ROLAND GAUTHIER, cultivateurs, de St-Christophe, district de Montréal, RENÉ GAUTHIER, entrepreneur, des cité et district de Montréal, ROSAIRE GAUTHIER, notaire, des cité et district de Montréal, JULIETTE GAUTHIER, épouse de HECTOR OUMET, cultivateur, de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, GABRIELLE GAUTHIER, épouse de EMILE DEGUIRE, jardinier de la Côte des Neiges, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, JOSEPH LABELLE, des cité et district de Montréal, et son curateur, ARTHUR GAUTHIER, cultivateur, de St-Elzéar, district de Montréal, EMMANUEL TRUDEAU, ADOLPHE TRUDEAU, JOSEPH TRUDEAU et les enfants de WILFRID TRUDEAU, décédé depuis plusieurs années, savoir,

and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, PAMELIA FAUTEUX, unmarried widow of Elzéar Montpetit, in his lifetime, merchant, of the City and District of Montreal, GABRIELLE FAUTEUX, wife of GEORGES LUSSIER, civil employee, of St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, REGINA FAUTEUX, wife of JOSEPH BAILLARGEON, clerk of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ANTONIA FAUTEUX and GRAZIELLA FAUTEUX, both spinsters of full age, of the City and District of Montreal, ANTOINETTE BRUNET, wife of ZEPHIRIN GAUTHIER, advocate, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, OVIDE BRUNET, ARMAND BRUNET, ORIGENE BRUNET, as well personally as as assignee of the succession rights of ZEPHIRIN GAUTHIER, advocate, of Montreal, one of the other heirs of the donors by representation of his mother, the late JULIE DAGENAIS, JULIETTE BRUNET and GABRIELLE BRUNET, both spinsters of full age, all of the City and District of Montreal, ALMA VERDON, farmer, of the Parish of Ste. Rose, District of Montreal, AURORE VERDON, wife of AURELE VALIQUETTE, gentleman, of the Town of Ste. Rose, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, BLANCHE VERDON, wife of ARISTIDE CLOUTIER, gardener of Ste. Rose, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, NOEL GABOURY, of St. Martin, District of Montreal, and his Judicial Counsel, Me Eugène Poirier, Notary, of the City and District of Montreal, HORACE OUMET, HECTOR OUMET, HERVE OUMET, ARTHUR OUMET, ROMÉO OUMET, all farmers of St. Martin, District of Montreal, ADRIENNE OUMET, wife of ARTHUR GAUTHIER, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ALICE OUMET, wife of ALBERT DAGENAIS, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, BLANCHE OUMET, wife of ERNEST BEAUCAGE, merchant, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, ALBERT GAUTHIER, ADRIEN GAUTHIER, ROLAND GAUTHIER, farmers, of St. Christophe, District of Montreal, RENÉ GAUTHIER, contractor, of the City and District of Montreal, ROSAIRE GAUTHIER, Notary, of the City and District of Montreal, JULIETTE GAUTHIER, wife of HECTOR OUMET, farmer, of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, GABRIELLE GAUTHIER, wife of EMILE DEGUIRE, gardener, of Cote des Neiges, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, JOSEPH LABELLE, of the City and District of Montreal, and his curator ARTHUR GAUTHIER, farmer, of St. Elzéar, District of Montreal, EMMANUEL TRUDEAU, ADOLPHE TRUDEAU, JOSEPH TRUDEAU and the children of WILFRID TRUDEAU, deceased since several years; to wit: ALFRED, ROMEO, ALBERT, OMER and FLORENCE TRUDEAU, the latter, wife of ROGER DESMARAIS, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all of full age and domiciled in the City and District of Montreal, ALICE TRUDEAU, wife of ALFRED

ALFRED, ROMÉO, ALBERT, OMER et FLORENCE TRUDEAU, cette dernière épouse de ROGER DESMARAIS, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous majeurs et domiciliés en les cité et district de Montréal, ALICE TRUDEAU, épouse de ALFRED PRÉVOST, des cité et district de Montréal, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ÉVA TRUDEAU, épouse de ALPHONSE PRÉVOST, tavernier, des cité et district de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, JOSÉPHINE LABELLE, veuve non remariée de Arthur Sauriol, en son vivant cultivateur de La Minerve et présentement de Labelle, district de Montcalm; ERNEST LABELLE, cultivateur de la Ville de Ste-Rose, district de Montréal, MARIA LABELLE, épouse d'HENRI TAILLEFER, cultivateur de St-Martin, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ÉVA LABELLE, épouse de ALBERT TAILLEFER et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de St-Martin, district de Montréal, tous trois, les enfants de Julie Labelle, épouse décédée d'Arthur Labelle, et les HÉRITIERS DE FEUE DÉLINA LABELLE, épouse de Noé Robin, présentement de lieux inconnus, DÉFENDEURS, lequel jugement ordonnant la LICITATION des immeubles ci après mentionnés et décrits, savoir:

A.—1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Martin (comté de Laval) connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin, comme faisant partie du numéro trois cent trois (303 ptie), de deux arpents de largeur sur vingt-deux arpents de profondeur, déjà ne prenant qu'un demi-arpent de largeur sur environ six arpents de profondeur, tenant au bout sud partie à Joseph Hallaire et autres et partie à Joseph Dagenais, au bout Nord aux terres de Saint-Elzéar, joignant au nord-est à Jacques Dagenais, fils, et au sud-ouest à Onésime Dagenais;

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Martin (comté de Laval), connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin comme faisant partie du numéro six cent soixante et neuf (669-ptie), d'un arpent et demi de largeur sur dix arpents de profondeur, c'est-à-dire à un travers en pierre, tenant au bout sud aux terres des Grandes Prairies, au bout nord à une autre partie dudit lot 669 appartenant à Hormisdas Dagenais qui l'a acquise de Joseph Dagenais, son frère, au sud-ouest à une partie dudit lot 669 appartenant à Joseph Dagenais aujourd'hui représenté par son fils Armand, et au nord-est au lot numéro 669-A ci-dessous décrit sans bâtisses dessus;

3. Un autre lot de terre situé en la paroisse de Saint-Martin (comté de Laval) connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin sous le numéro six cent soixante et neuf-A (669-A), contenant un arpent et demi de largeur sur toute la profondeur qu'il y a depuis le lot 303 sur ledit plan qui le borne vers le sud jusqu'au lot N° 668-A appartenant à Joseph Paquette qui le borne au nord, borné d'un côté vers l'ouest partie par une partie dudit lot N° 669 appartenant à Hormisdas Dagenais et partie par une autre partie dudit lot N° 669 appartenant aux successions de Jacques Dagenais, père, et son épouse Emélie Gagnon, et ci-dessus en second lieu décrit;

PREVOST, of the City and District of Montreal, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, EVA TRUDEAU, wife of ALPHONSE PREVOST, inn-keeper, of the City and District of Montreal, the latter to authorize his wife for the purposes hereof, JOSEPHINE LABELLE, unmarried widow of Arthur Sauriol, in his lifetime farmer of La Minerve, and presently of Labelle, District of Montcalm; ERNEST LABELLE, farmer, of the town of Ste. Rose, District of Montreal, MARIA LABELLE, wife of HENRI TAILLEFER, farmer of St. Martin, District of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, EVA LABELLE, wife of ALBERT TAILLEFER, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, of St. Martin, District of Montreal, all three, the children of Julie Labelle, deceased wife of Arthur Labelle, and the HEIRS OF THE LATE DELINA LABELLE, wife of Noé Robin, presently of parts unknown, DEFENDANTS, which judgment ordering the LICITATION of the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

A.—1. A lot of land situate in the parish of Saint Martin (County of Laval), known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin, as forming part of number (303 Pt.) three hundred and three, of two arpents in width by twenty-two arpents in depth, thence taking but one-half arpent in width by about six arpents in depth, abutting at the South end partly upon Joseph Hallaire and others and partly upon Joseph Dagenais, at the North end upon the lands of Saint-Elzéar, adjoining at the North-East to Jacques Dagenais Junior, and at the South-West to Onésime Dagenais;

2. A lot of land situate in the parish of Saint-Martin (County of Laval), known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin, as forming part of number (669 Pt.) six hundred and sixty-nine, of one arpent and one-half in width by ten arpents in depth, that is to say to a stone cross-piece, abutting at the South end upon the lands of the Grandes Prairies, at the North end upon another part of the said lot, 669, belonging to Hormisdas Dagenais, who acquired the same from Joseph Dagenais, his brother, at the South-West upon a part of the said lot, 669, belonging to Joseph Dagenais now represented by his son Armand, and at the North-East, upon lot 669-A hereinbelow described without buildings thereon;

3. Another lot of land situate in the parish of Saint-Martin (County of Laval), known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin under the number (669-A) six hundred and sixty nine-A, containing one arpent and one-half in width by the whole depth existing from lot 303 on the said plan which bounds it towards the South up to lot No. 668-A belonging to Joseph Paquette, which bounds it in the North, bounded on one side towards the West part by a portion of the said lot No. 669 belonging to Hormisdas Dagenais, and partly by another portion of the said lot No. 669 belonging to the Estates of Jacques Dagenais, Senior, and of his wife Emélie Gagnon, and hereinabove secondly described;

en tenant compte que les susdits immeubles décrits en deuxième et troisième lieux (Nos 2 et 3) sont désignés d'après corrections de deux erreurs cléricales d'après actes de correction reçus par Me J.-Baptiste Latour, notaire, le premier en date du 3 mai 1923 et le second en date du 27 octobre 1941, enregistrés respectivement sous les Nos 34558 et 54389 à Laval;

4. Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sur ledit plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Martin, comme faisant partie du numéro trois cent deux (302-ptie), de forme irrégulière, formant environ vingt-cinq arpents de terre en superficie, tenant au bout sud partie à Jacques Dagenais fils et partie à Joseph Hallaire, au bout nord audit Jacques Dagenais fils, au nord-est partie au chemin public et partie au donateur Jacques Dagenais père et au sud-ouest au numéro 303, sans bâtisses dessus;

ces quatre immeubles sus-désignés étant maintenant situés dans la paroisse de Saint-Elzéar (comté de Laval) depuis l'incorporation de cette dernière, le 10 septembre 1904, et devant être vendus en bloc comme ne formant qu'une seule et même exploitation;

Un dépôt de deux mille piastres (\$2,000.) sera exigé de tout enchérisseur pour la réception de son enchère sur lesdits immeubles, le solde de l'adjudication s'il y a solde devant être payé dans les trente jours suivant ladite adjudication.

B.—1. Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Rose, (comté de Laval), faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Rose, sous le numéro trois cent six (306 ptie) de huit perches de largeur sur ce qu'il peut y avoir depuis le ruisseau qu'il y a au bord du bois à aller au terrain d'un nommé David, tenant au nord-est à Théophile Labelle et au sud-ouest le reste du numéro 306.

Un dépôt de cent piastres (\$100.) sera exigé de tout enchérisseur pour la réception de son enchère sur ledit immeuble, le solde de l'adjudication s'il y a solde devant être payé dans les trente jours suivant ladite adjudication.

Lesdits immeubles susdécrits seront tous vendus à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1942, à DIX heures et TRENTE du matin, (heure avancée), au Palais de Justice de Montréal, salle d'audience N° 31 de la Cour Supérieure, ou dans toute autre salle que la Cour indiquera, le tout sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le Cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, ledit cahier spécifiant entre autres choses: que la vente est faite sans garantie de montrer ou localiser les bornes desdits immeubles auxquelles pourrait prétendre l'adjudicataire.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler relative auxdits immeubles qui doivent être licités, ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers devra être produite au greffe de ladite Cour dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les intéressés de

taking into account that the hereinabove secondly and thirdly described immovables (Nos. 2 and 3) are designated according to corrections of two clerical errors in virtue of deeds of correction received by Me J. Baptiste Latour, Notary, the first of date the third May 1923 and the second of date the twenty-seventh October 1941, respectively registered under the Nos. 34558 and 54389 at Laval;

4. Another lot of land situate at the same place, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Saint-Martin, as forming part of No. (302 Pt.) three hundred and two, or irregular shape, forming about twenty-five arpents of land in superficies, abutting at the South end in part upon Jacques Dagenais Junior, and in part upon Joseph Hallaire, at the North end upon Jacques Dagenais Junior, at the North-East in part upon the public highway and in part upon the donor, Jacques Dagenais Senior, and at the South-West, upon No. 303, without buildings thereon;

such above described four immovables being now situate in the Parish of Saint-Elzéar (County of Laval) since the incorporation of the latter, the tenth September 1904, and to be sold en bloc as forming but one sole establishment;

A deposit of two thousand dollars (\$2,000.) shall be required from any bidder in order that his bid be received on the said immovables, the balance of the adjudication, if balance there be, to be paid within thirty (30) days following the said adjudication.

B.—1. A lot of land situate in the parish of Sainte-Rose (County of Laval), forming part of the lot of land known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Sainte-Rose, under the number (306 Pt.) three hundred and six, of eight rods in width by what there may be from the brook which runs on the outskirt of the wood, extending up to the land of one David, abutting at the North-East upon Théophile Labelle and at the South-West upon the remainder of number 306.

A deposit of one hundred dollars (\$100.) shall be required from any bidder in order that his bid be received on the said immovable, the balance of the adjudication, if balance there be, to be paid within thirty (30) days following the said adjudication.

The said immovables above described shall be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder, on FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH 1942, at HALF past TEN o'clock in the morning (Daylight Saving Time), in the Court-House of Montreal, Superior Court Room No. 31, or in any other room designated by the Court, the whole subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said court, said list of charges specifying among other things; that the sale is made without warranty to show or localize the boundaries of the said immovables to which the said adjudicataire might lay claim.

All oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of the immovables to be sold by adjudication, shall not be received after the twelfth day previous to the day fixed for the licitation and all oppositions or claims for payment must be filed in the office of the said Court within six (6) days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the

faire opposition dans les délais prescrits, elles en seront forcloses de plein droit, suivant la loi.

Montréal, 17 février 1942.

L'avocat du demandeur,
434-8-2-o Z. GAUTHIER, C.R.

prescribed delay, they shall be foreclosed from doing so according to law.

Montreal, February 17, 1942.

Z. GAUTHIER, K. C.,
434-8-2-o Attorney for Plaintiff.

Actions en séparation de biens

Cour Supérieure, District de Montréal, N° 203255. Zaïra Anselmi de Montréal, épouse de Enrico Terzi, a formé demande en séparation de biens contre son mari le 28 août 1941.

Montréal, 4 septembre 1941.

L'avocat de la demanderesse,
438-o LOUIS MASSON.

Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 3044. Dame Ruth Isabelle MacDonald, épouse commune en biens de David Angus Nicholson, cultivateur, de Milan, comté de Frontenac, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs David Angus Nicholson, du même lieu, dit district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16ième jour de février 1942.

Sherbrooke,
Le procureur de la demanderesse,
BACHAND & DÉSILETS, P.C.S. 451-o

Actions for separation as to property

Superior Court, District of Montreal, No. 203255, Zaïra Anselmi, of Montreal, wife of Enrico Terzi, has filed a suite for separation as to property against her husband, on the 28th of August, 1941.

Montreal, September 4, 1941.

LOUIS MASSON,
438 Advocate for Plaintiff.

Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 3044. Dame Ruth Isabelle MacDonald, wife common as to property of David Angus Nicholson, farmer, of Milan, Frontenac county, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs David Angus Nicholson, of the same place, said district, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 16th day of February 1942.

Sherbrooke,
ÉMILE RIOUX,
BACHAND & DÉSILETS, P.S.C. 451-o
Attorney for plaintiff.

Assurances

Les soussignés donnent par les présentes avis, qu'ils ont l'intention de s'adresser au Lieutenant Gouverneur en Conseil, pour demander l'incorporation d'une compagnie aux fins de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance vie, accident, maladie, sous le nom social de "La Solidarité", compagnie d'assurance vie, accident, maladie, avec principal bureau d'affaire en la cité de Québec, au Capital-Actions de un million de dollars (\$1,000,000.00) divisé en dix mille actions de cent dollars (\$100.00) chacune, le tout en conformité de la Loi des assurances de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 299).

Québec, 28 janvier 1942

Témoins—
Roger Moreau.
Roger Moreau.
Jean-Ls. Boulet.
Pierre E. Laberge.
Pierre E. Laberge.
Jacques Carrier.
Camille Roy.
Wilfrid Gadoury.

282-5-4-o

Signataires—
Charles J. Baillargeon, Notaire-Notary, 38, des Jardins, Québec.
Albert Boulet, Comptable public—Public Accountant, 55½, Crémazie, Québec.
Rosario Manseau, Gérant—Manager, 33, St-Louis, Québec.
Wilfrid Cliche, Industriel—Manufacturer, Vallée Jonction, Beauce.
Dollard Dansereau, Avocat—Advocate, 6624, rue St-Denis, Montréal.
Alphonse Gagnon, Marchand—Merchant, 99, rue Racine, Chicoutimi.
Lorenzo Martel, Médecin—Physician, 416, rue St-Jean, Québec.
J.-Yvon Bouchard, Industriel—Manufacturer, 295, Chemin Ste-Foy, Québec.

282-5-4

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estcourt" dans le comté de Témiscouata, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entière-

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estcourt" in the county of Témiscouata has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely

ment dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce douzième jour de février 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
430—8-2-o Pour le Trésorier de la Province.

within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this twelfth day of February 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
430—8-2-o For the Treasurer of the Province.

Avis divers

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Conseil Corporatif Patronal des Horlogers de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 février 1942.

Le siège social du syndicat sera situé à Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
435-o

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 février 1942.

Le siège social du syndicat sera situé à Drummondville, dans le comté de Drummond, province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
439-o

La formation d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Syndicat des Métiers de la Construction de Windsor Mills", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 11 février 1942.

Le siège social du syndicat sera en la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
450-o

Miscellaneous Notices

The formation of a professional association under the name of "Conseil Corporatif Patronal des Horlogers de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 11th of February, 1942.

The principal place of business of the association will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
435

The formation of a professional association, under the name of "Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the 13th of February, 1942.

The principal place of business of the association will be at Drummondville, County of Drummond, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
439

The formation of a professional association under the name of "Syndicat des Métiers de la Construction de Windsor Mills", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 11th February, 1942.

The principal place of business of the Association will be in the Town of Windsor Mills, in the district of Saint-François, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
450

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 3 février 1942 et présentés avant le 17 mars 1942, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 6 mars 1942 et reçues avant

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 3rd February, 1942, and introduced before the 17th March, 1942, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 6th March,

le 11 mars 1942 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 31 mars 1942.

Québec, le 15 janvier 1942.

191-4-5-o

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

1942, and received before the 11th March, 1942, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 31st March 1942.

Quebec, 15th January, 1942.

191-4-5-o

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Chartes—Abandon de

"PLASTOY PRODUCTS INC."

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Plastoy Products Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 12 février 1942.

431

Le secrétaire,
ERIC GOLDBERG.

"CLARE LIMITED"

Avis est par les présentes donné que conformément à la Loi des Compagnies de Québec, "Clare Limited" ayant sa principale place d'affaires dans la Ville de Dorion, District de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour le prier d'accepter l'abandon de sa charte et fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute et qu'un règlement à cet effet pourvoyant à la distribution de l'actif de cette compagnie entre ses actionnaires et portant le N° 4 a été adopté par ses Directeurs, le sixième jour du mois de février, 1942.

Daté à Montréal, ce 10ième jour de février, 1942.

Les procureurs de la Requérante,
440-o BEAUBIEN, GADBOIS & DUFRESNE.

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276) et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dorval-Siscoe Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du trois juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf janvier 1942.

446 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par le présent, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Elman & Company Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois février 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Charters—Surrender of

"PLASTOY PRODUCTS INC."

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Plastoy Products Inc." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, February 12th, 1942.

431-o

ERIC GOLDBERG,
Secretary.

"CLARE LIMITED"

Notice is hereby given that "Clare Limited" having its Head Office in the Town of Dorion, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter and to fix a date upon and from which it shall be dissolved, and that a By-Law to that effect providing that the Company's assets will be distributed among its shareholders and bearing No. 4, has been enacted by its Directors on the 6th day of February, 1942.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1942.

BEAUBIEN, GADBOIS & DUFRESNE,
440-o Attorneys for the Petitioner.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dorval-Siscoe Mines, Limited (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the third day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1942.

446 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Elman & Company Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of February, 1931.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1942, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, le trente janvier 1942.

447 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par le présent, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Robert, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuf février 1915.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf janvier 1942.

448 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wilbryn Club Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit janvier 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un janvier 1942, ladite corporation sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce trente janvier 1942.

449 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1942.

447-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Robert, Limited", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of February, 1915.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1942.

448-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the corporation "Wilbryn Club Inc.", incorporated by letters patent dated the eighth day of January, 1940.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1942, the said corporation shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1942.

449-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matapédia, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Antoine de Padoue" et que son principal siège d'affaires est à Saint-Antoine de Padoue, comté de Matapédia.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce quatorzième jour de février 1942.

442-o Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Matapédia, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Antoine de Padoue", and that its principal place of business is at "Saint-Antoine de Padoue, County of Matapédia."

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fourteenth day of February, 1942.

442 ADRIEN MORIN,
Acting Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Léon

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Léon Verville, Notary, residing

Verville, notaire, demeurant et pratiquant à St-Patrice de Tingwick, district judiciaire d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire François-Victor Lessard, en son vivant notaire au même endroit, dans le district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, ce 26 janvier 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
207-4-5-0 JEAN BRUCHESI.

and practising at St-Patrice de Tingwick, judicial district of Arthabaska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Notary François-Victor Lessard, in his lifetime Notary of the same place, in the judicial district of Arthabaska.

Quebec, January 20, 1942.

JEAN BRUCHESI,
207-4-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 14 février 1942.

L'honorable Lieutenant-gouverneur de la Province a nommé membres du Conseil législatif de Québec:

L'honorable M. Félix-Ernest Messier, marchand à Saint-Antoine de Padoue, pour y représenter la division de Lanaudière en remplacement de feu Joseph-Ferdinand Daniel;

L'honorable M. Wilfrid Bovey, colonel et directeur de service universitaire à Montréal, pour y représenter la division de Rougemont en remplacement de feu Ernest Choquette.

Le Secrétaire de la chancellerie,
433-0 L.-P. GEOFFRION.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 13 août 1941.

M. Raineau Gravel: assistant de l'agent général de la Province à Ottawa, à titre temporaire, à compter du 15 août 1941.

Québec, 21 janvier 1942.

M. Gérald Brisson, médecin, de Hull: nommé, conjointement avec MM. W.-J. Costello, médecin, de Buckingham, et J.-A. Cléroux, médecin, de Chénéville, coroner pour le district judiciaire de Hull, avec juridiction, pour MM. les docteurs W.-J. Costello et J.-A. Cléroux, seulement sur cette partie du district électoral de Papineau qui se trouve dans le district judiciaire de Hull, et avec juridiction, pour M. le docteur Gérald Brisson, seulement sur le district électoral de Hull et sur cette partie du district électoral de Gatineau qui se trouve dans le district judiciaire de Hull.

Québec, 13 février 1942.

M. Valmore Dumaine, cultivateur, de St-Liboire, comté de Bagot: nommé pour agir, conjointement avec M. Gustave Parent, à compter du 16 février 1942, sous le nom de Parent & Dumaine, en qualité de registrateur de la division d'enregistrement de Bagot.

MM. Louis-Philippe Dupras, employé de Metropolitan Life Insurance Company, 1297 rue Beaubien est, Montréal, et Oscar Lavoie, employé de Metropolitan Life Insurance Company, 10748 rue Henri Julien, Ahuntsic, Montréal, (nommés juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement par l'arrêté ministériel numéro 3184 en date du 27 novembre 1941, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: juges de paix avec juridiction étendue à toute la province de Québec.

454-0

Appointments

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, February 14, 1942.

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province has appointed as members of the Legislative Council of Quebec:

The Honourable Félix Ernest Messier, of St. Antoine de Padoue, merchant, to represent therein the division of Lanaudière in the place of the late Joseph Ferdinand Daniel;

Colonel, the Honourable Wilfrid Bovey, of Montreal, director of University Department, to represent therein the division of Rougemont in the place of the late Ernest Choquette.

L. P. GEOFFRION,
433-0 Clerk of the Crown in Chancery.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 13, 1941.

Mr. Raineau Gravel: to be assistant to the general agent of the Province, at Ottawa, temporarily, as from the 15th August, 1941.

Quebec, January 21, 1942.

Mr. Gérald Brisson, physician, of Hull: appointed, jointly, with Messrs W. J. Costello, physician, of Buckingham, and J. A. Cléroux, physician, of Chénéville, coroner for the judicial district of Hull, with jurisdiction, for Doctors W. J. Costello and J. A. Cléroux, only over that part of the electoral district of Papineau which lies within the judicial district of Hull, and with jurisdiction, for Doctor Gérald Brisson, only over the electoral district of Hull and that part of the electoral district of Gatineau which lies within the judicial district of Hull.

Quebec, February 13, 1942.

Mr. Valmore Dumaine, farmer of St-Liboire, County of Bagot: appointed to act jointly with Mr. Gustave Parent, as from the 16th of February, 1942, under the name of Parent & Dumaine, as Registrar for the Registration division of Bagot.

Messrs Louis Philippe Dupras, employee of the Metropolitan Life Insurance Company, 1297 Beaubien street East, Montreal, and Oscar Lavoie, employee of the Metropolitan Life Insurance Company, 10748 Henri Julien street, Ahuntsic, Montreal, (appointed Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, by Order in Council No. 3184 dated the 27th November, 1941, with jurisdiction over the judicial district of Montreal): to be Justices of the Peace with jurisdiction extending over the whole Province of Quebec.

454

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-QUATRE FÉVRIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce QUATORZIÈME jour de JANVIER, l'an de grâce mil neuf cent quarante-deux et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.

192-4-5-o

Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec. Dans la Cour Supérieure. "En Matière de Faillite".

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Honoré Gignac, menuisier, 12, Franklin, Québec, Qué., débiteur.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le ONZE MARS 1942, à ONZE heures de l'avant midi, heure avancée, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 111, côte de la Montagne, Québec, les immeubles de cette faillite ci-après désignés:

ITEM A.—Un lot de terre situé dans le quartier St-Sauveur de la Cité de Québec, à l'ouest de la rue Montmagny, mesurant vingt-sept pieds de front sur soixante-dix pieds de profondeur, borné en front vers le nord-ouest à la rue Montmagny, en arrière au sud-ouest au numéro cadastral 268 du lot 2301, au nord à la lisière de terre de huit pieds prise sur le dit lot 348 de 2301, et au sud au numéro 349 de 2301, circonstances et

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE MARIE JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FOURTEENTH day of the month of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-two and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

192-4-5-o

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court "Sitting in Bankruptcy".

AUCTION SALE

In the matter of HONORÉ GIGNAC, joiner, 12 Franklin street, Quebec, Que., debtor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the ELEVENTH of MARCH, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction, at the offices of the undersigned Trustees, 111 Mountain Hill, Quebec, the immovables of this estate described as follows:

ITEM A. A lot of land situate in St-Sauveur Ward of the City of Quebec, West of Montmagny street, measuring twenty-seven feet in front by seventy feet in depth, bounded in front on the north-west by Montmagny street, in rear to the south-west by cadastral No. 268 of lot 2301, on the north by the strip of land of eight feet taken from said lot 348 of 2301, and on the south by No. 349 of 2301, circumstances and dependencies,

dépendances, désigné au plan et livre de renvoi officiels comme partie du numéro trois cent quarante-huit du lot deux mille trois cent un (Ptie 348 de 2301) du cadastre de la paroisse de St-Sauveur, avec bâtisses portant les numéros civiques 144, 146 et 146A de la rue Montmagny. (Sujet à rente aux Dames Ursulines.)

ITEM B.—Les droits que peut posséder le sus-nommé débiteur sur les lots deux cent soixante-cinq B, deux cent soixante-six A, deux cent soixante-six B, deux cent soixante-sept A, et deux cent soixante-sept B, subdivisions du lot deux mille trois cent un (2301-265-B, 2301-266-A, 2301-266-B, 2301-267-A, et 2301-267-B.) en vertu d'un bail avec promesse de vente consenti par les Dames Ursulines à Honoré Gignac.

ITEM C.—Quatre emplacements situés en la paroisse de St-François d'Assise, Cité de Québec, étant les lots trois cent soixante-quinze, trois cent soixante-seize, trois cent soixante-dix-sept, et trois cent soixante-dix-huit des subdivisions du lot numéro quatre cent trente-cinq (435-375, 376, 377 et 378) du cadastre officiel de St-Roch Nord, les trois premiers faisant front sur l'Avenue Royale et le dernier se trouvant entre ce dernier et la Rivière Laitet, avec les droits que le vendeur (C. J. Lockwell) peut avoir sur la Rivière Laitet et son lit.

Les item A, B, et C seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur, et à charge des rentes qui peuvent exister.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés, 111, côte de la Montagne, Québec.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, le 4 février 1942.

Le syndic,
R. ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux:

Lefavre, Marmette & Lefavre,
111, côte de la Montagne,
Québec.

361-6-2-0

designated on the official plan and in the book of reference as a part of number three hundred and forty-eight of lot two thousand three hundred and one (Pt. 348 of 2301) of the cadastre for the parish of St-Sauveur—with buildings bearing civic Nos: 144, 146 and 146A Montmagny street. (Subject to a rent to the "Dames Ursulines").

ITEM B. The rights which the aforesaid Debtor owns on lots two hundred and sixty-five B, two hundred and sixty-six A, two hundred and sixty-six B, two hundred and sixty-seven A and two hundred and sixty-seven B, subdivisions of lot two thousand three hundred and one (2301-265-B, 2301-266-A, 2301-266-B, 2301-267-A and 2301-267-B), under a lease with promise of sale consented by the Ursuline Nuns to Honoré Gignac.

ITEM C. Four emplacements situate in the parish of St-François d'Assise, City of Québec, being lots three hundred and seventy-five, three hundred and seventy-six, three hundred and seventy-seven and three hundred and seventy-eight of subdivisions of lot number four hundred and thirty-five (435-375, 376, 377 and 378) of the official cadastre of St. Roch-North, the three first fronting on Avenue Royale and the last situate between this last and the Laitet River, with the rights which the vendor (C. J. Lockwell) may have on the Laitet River and its bed.

Items A, B and C shall be offered for sale to the highest and last bidder, and subject to any existing rentals.

This sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty-five of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned Trustees, 111 Mountain Hill, Québec.

Conditions of payment: Cash.
Québec, February 4, 1942.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices:

Lefavre, Marmette & Lefavre,
111 Mountain Hill,
Québec

361-6-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI
Cour Supérieure

Canada
Province de Québec
District d'Abitibi.
N° V-450
{ HEATING & PLUMB-
ING FINANCE
LTD., corps politique et
incorporé ayant sa princi-
pale place d'affaires à Toronto, dans la province
d'Ontario, (Demanderesse dans l'instance origi-
naire) saisissante; vs LÉO HOULE et AURORE
HOULE, de Val d'Or, district d'Abitibi, et tempo-
rairement à Valleyfield, district de Beauharnois,
(Défendeurs dans l'instance originaire) saisis.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Un lot de terre situé à Val d'Or, Qué., connu et désigné comme étant le lot N° quatre cent soixante-dix, de la subdivision du bloc originaire N°

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI
Superior Court

Canada
Province of Québec
District of Abitibi.
No. V-450
{ HEATING & PLUMB-
ING FINANCE
LTD., a body politic and
incorporate having its head
office at Toronto, in the Province of Ontario,
(Plaintiff in original Suit) Seizing; vs LÉO HOULE
et AURORE HOULE, of Val d'Or, district of
Abitibi, and temporarily at Valleyfield, district
of Beauharnois, (Defendants in original Suit)
Seized.

As belonging to the said defendants:

A lot of land situate at Val d'Or, Que., known and designated as being lot number four hundred and seventy of the subdivision of the original

trente-quatre (34-470), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Bourlamaque, avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Sauveur-les-Mines de Val d'Or, LUNDI, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, ce 14 février, 1942. 443-8-2-o
[Première publication, 21 février 1942]

BEDFORD

Fieri Facias De Bonis Et De Terris

Canada, } FORTIN & CIE, LI-
Province de Québec, } MITÉE, demande-
District de Bedford, } resse; vs DAME CLARA
Cour Supérieure, } TRUDEAU, veuve de J.
N° 1040 Ubalde Bernard, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse.

Un morceau de terrain connu comme étant les lots numéros quatre cent dix, quatre cent onze et quatre cent douze (410-411-412), des Plan et Livre de Renvoi officiels du Canton de Stanbridge, District de Bedford, le tout contenant seize mille huit cent soixante-quinze pieds en superficie, borné au nord par les lots Nos 444, 445 et 446 des même plan et livre de renvoi officiels, au sud par le chemin public, à l'est par le lot N° 409 et à l'ouest par le lot N° 413, avec et y compris un hôtel en brique à trois étages, granges, remises et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la Paroisse de St-Damien de Bedford, en la Ville de Bedford, dit District, le QUATRIÈME jour de MARS, mil neuf cent quarante-deux, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY.
Sweetsburg, Qué., le 22 janvier, 1942. 275-5-2-o
[Première publication, le 31 janvier 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } EDSON BRONSON,
Province de Québec, } demandeur; vs
District de Bedford, } GRIFTON SARGENT
Cour Supérieure, } & DAME GEORGENIA
N° 936. } NIA SARGENT, dé-
fendeurs.

Comme appartenant à Dame Georgenia Sargent.

"Ces certaines parcelles de terrain sises dans le canton de Sutton, district de Bedford, et présentement connues comme étant les lots numéros cent vingt et un (121) et cent vingt-deux (122), moins la partie dudit lot appartenant à M. W. Leavitt, bornée comme suit, savoir:—à l'ouest par la partie de la ligne divisant ledit lot en deux moitiés égales est et ouest, à l'est par la partie de la ligne est dudit lot, au nord par la ligne nord dudit lot, et au sud par le terrain de l'acquéreur (les représentants de J. E. Leavitt, Mme G. Hall-Sargent), d'environ 15 acres, tel que décrit dans l'acte de vente enregistré sous le N° 21753, Vol. 41, et le lopin de terre numéro trois cent soixante-quinze (375), à l'exception des parties dudit lot telles que présentement en possession de D. C. Aiken ou ses représentants et M. W. Leavitt, ladite partie comprenant 15 acres, plus ou moins, tel que décrit dans l'acte de vente N° 41269".

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Simon

Block number thirty-four (34-470), on the official plan and book of reference for the Township of Bourlamaque—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur-les-Mines, of Val d'Or, on MONDAY, the THIRTIETH day of the month of MARCH, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, February 14, 1942. 443-8-2
[First publication, February 21st, 1942]

BEDFORD

Fieri Facias De Bonis Et De Terris

Canada, } FORTIN & CIE, LI-
Province of Quebec, } MITÉE, plaintiff; vs
District of Bedford, } DAME CLARA TRU-
Superior Court, } DEAU, widow of J. Ubalde
No. 1040 Bernard, defendant.

As belonging to the defendant.

A parcel of land known as being lots numbers four hundred and ten, four hundred and eleven and four hundred and twelve (410-411-412), of the official plan and in the book of reference of the Township of Stanbridge, district of Bedford, the whole containing sixteen thousand eight hundred and seventy-five feet in superficial area, bounded on the North by lots Nos. 444, 445 and 446 of the same official plan and book of reference, on the South by the public road, on the East by lot No. 409 and on the West by lot No. 413—with and including a three story brick hotel, barns, sheds and other dependencies thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the Parish of St-Damien de Bedford, in the Town of Bedford, said district, the FOURTH day of MARCH, one thousand nine hundred and forty-two, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 22, 1942. 275-5-2
[First publication, January 31, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Canada, } EDSON BRONSON,
Province of Quebec, } Plaintiff; vs GRIF-
District of Bedford, } TON SARGENT &
Superior Court, } DAME GEORGENIA
No. 936. } SARGENT, Defend-
ants.

As belonging to Dame Georgenia Sargent.

"Those certain pieces of land lying in the Township of Sutton, District of Bedford, and actually known as lots numbers one hundred and twenty-one (121) and the lot one hundred and twenty-two (122), less the part of said lot owned by M. W. Leavitt, bounded as follows, to wit: on the west by part of the line dividing said lot into two equal east and west halves, on the east by part of the east line of said lot, on north by the north line of said lot, and on the south by the land of the Purchaser (J. E. Leavitt's representatives, Mrs. G. Hall-Sargent), of about 15 acres, as described in deed registered under No. 21753, Vol. 41, and the lot of land number three hundred and seventy-five (375), save those parts of said lot as now owned by D. C. Aiken or representatives and M. W. Leavitt, the said part containing 15 acres, more or less, as described in Deed No. 41269."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the Parish of St. Simon d'Abercorn, at

d'Abercorn, à Abercorn, dit district, le CINQ MARS 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Qué., le 27 janvier 1942. 291-5-2
[Première publication, 31 janvier 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Joliette

Province de Québec, } JOSEPH DUCHAR-
N° 7342 } ME, bourgeois de la
paroisse de St-Jean-de-Matha, dans le district de
Joliette, demandeur; contre DAME LAURA
GRAVEL, de la paroisse de St-Jean-de-Matha,
dans le district de Joliette, épouse commune en
biens de Adrien Rainville, cultivateur du même
lieu en sa qualité de curatrice, dûment nommée
en justice, à la personne et aux biens dudit Adrien
Rainville, son époux, interdit.

a) Une terre située en la paroisse de St-Jean-de-Matha, dans le comté de Joliette, de quatre arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jean-de-Matha, comme étant les lots numéros quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-dix, (nos 88, 89 et 90) du premier rang St-Guillaume bâtie de maison et dépendances;

b) Une terre située en la paroisse de St-Jean-de-Matha, dans le comté de Joliette, mesurant environ trente arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jean-de-Matha, comme étant le lot N° dix, (10) du rang St-Léon, bâtie d'une grange.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean-de-Matha, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. BÉLANGER,
Joliette, le 13 février 1942. 444-8-2-o
[Première publication, 21 février 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } JOHN A. DIABO, de-
N° 197816 } mandeur; vs ALEX.
PITRE, défendeur.

Une certaine ferme située en la ville de St-Isidore, comté de Laprairie, province de Québec, connue et désignée comme étant le lot cadastral N° 15 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Isidore, ayant front sur le Petit Rang, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Isidore, comté de Laprairie, le CINQ MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE,
Montréal, le 27 janvier 1942. 276-5-2
[Première publication, le 31 janvier 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 3128/39 } contre Dr LUCIEN
BACON, de notre Cité de Québec, dans notre
district de Québec, à savoir:

Le lot N° 2924 (deux mille neuf cent vingt-quatre) du cadastre officiel pour le quartier du

Abercorn, said District, on the FIFTH day of MARCH, 1942, at TWO of the clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., January 27th, 1942. 291-5-2-o
[First publication, January 31st, 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Joliette

Province of Québec, } JOSEPH DUCHAR-
No. 7342 } ME, bourgeois, of the
parish of St-Jean-de-Matha, in the district of
Joliette, plaintiff; against DAME LAURA GRA-
VEL, of the parish of St-Jean-de-Matha, in the
district of Joliette, wife common as to property
of Adrien Rainville, farmer of the same place in
her quality of legally appointed curatrix to the
person and estate of the said Adrien Rainville,
her husband, interdicted.

a) A farm situate in the parish of St-Jean-de-Matha, in the county of Joliette, measuring four arpents in front by twenty arpents in depth, the whole more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of St-Jean-de-Matha, as being lots numbers eighty-eight, eighty-nine and ninety (Nos. 88, 89 and 90) of the First Range St-Guillaume—with a house and dependencies thereon erected.

b) A farm situate in the parish of St-Jean-de-Matha, in the county of Joliette, measuring about thirty arpents in area, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of St-Jean-de-Matha, as being lot number ten (10) of the St-Léon Range, with a barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Jean-de-Matha, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, February 13, 1942. 444-8-2
[First publication, February 21st, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } JOHN A. DIABO, plaintiff;
No. 197816 } vs ALEX. PITRE, de-
fendant.

A certain farm situated in the Town of St-Isidore, Laprairie County, Province of Québec, known and designated as Cadastral Lot No. 15 of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St-Isidore, fronting on the Petit Rang, with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Isidore, county of Laprairie, on the FIFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 27th, 1942. 276-5-2-o
[First publication, January 31st, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 3128/39 } against Dr. LUCIEN
BACON, of our city of Québec, in our district of
Québec, to wit:

Lot No. 2924 (two thousand nine hundred and twenty-four) of the official cadastre for Palace

Palais, maintenant quartier Champlain, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé au N° 18 de la rue Ferland, mesurant 107 pieds et 4 pouces sur les lignes qui le divise du N° 2925; 106 pieds et 4 pouces sur les lignes qui le divise du N° 2923; 33 pieds et 3 pouces sur la rue Ferland; 25 pieds sur la ligne qui le divise du N° 2923 (vers l'ouest) et 12 pieds et 3 pouces sur la rue St-Flavien, contenant 2520 pieds en superficie, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le TREIZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 4 février 1942. 344-6-2-o
[Première publication, 7 février 1942]
[Deuxième publication, 21 février 1942]

Ward, now Champlain Ward of the City of Quebec, being an emplacement situate at No. 18 Ferland street, measuring 107 feet and 4 inches on the lines which divide it from No. 2925; 106 feet and 4 inches on the lines which divide it from No. 2923; 33 feet and 3 inches on Ferland street; 25 feet on the line dividing it from No. 2923 (towards the West) and 12 feet and 3 inches on St. Flavien street, containing 2520 feet in superficial area, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, February 4, 1942. 344-6-2
[First publication, February 7, 1942]
[Second publication, February 21, 1942]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ALBERT LAFRANCE, de N° 43,731 { Notre-Dame des Laurentides, Cité Québec, marchand; contre DAME EUGÉNIE DUCLOS, de la cité de Québec, épouse séparée de corps et de biens de Elzéar Bruneau, en vertu d'un jugement de l'Hon. Juge G. F. Gibsons, J. C. S., en date du 7 mai 1931, portant le N° 17753 des Plumitifs de la Cour Supérieure, Québec, et AURÈLE LECLERC, de la cité de Québec, en sa qualité de Régistrateur du Bureau d'Enregistrement de la division du comté de Québec, mis en cause, à savoir:

La subdivision N° 23 (vingt-trois) du lot N° 576 (cinq cent soixante-seize) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 18ème Rue, Limoilou, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$31.80 payable le 1er mai de chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 19 février 1942. 453-8-2-o
[Première publication, 21 février 1942]
[Deuxième publication, 7 mars 1942]

ROBERVAL

Dans la Cour Supérieure
Canada, { LOUIS-PHILIPPE
Province de Québec, { GIRARD, de la
District de Chicoutimi. { cité de Chicoutimi,
N° 8891 { avocat, demandeur; vs
AQUILAS LAVOIE, de Saint-Gédéon, journalier, défendeur.

A savoir: Un emplacement situé dans le village de Saint-Gédéon mesurant quatre-vingt-quatorze pieds de front sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins borné en front à l'ouest au chemin public, à l'est à la profondeur de 180 pieds, au nord partie au terrain de Marguerite Lindsay et partie à celui de Médard Côté ou représentants, au sud à l'emplacement de Wilfrid Simard ou représentants: lequel emplacement fait partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du Canton Signai sous le numéro dix-A (Ptie 10-a) du rang dix du dit canton Signai, avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, comté Lac St-Jean,

Fieri Facias

Québec, to wit: { ALBERT LAFRANCE, of N° 43,731 { Notre Dame des Laurentides, County of Quebec, merchant; against DAME EUGÉNIE DUCLOS, of the City of Quebec, wife separate as to bed and board of Elzéar Bruneau, in virtue of a judgment of the Hon. Justice G. F. Gibsons, J.S.C., dated the 7th May, 1931, bearing No. 17753 of the Records of the said Court, Quebec, and AURÈLE LECLERC, of the City of Quebec, in his quality of Registrar of the Registry Office of the division of the County of Quebec, mis en cause, to wit:

Subdivision No. 23 (twenty-three) of lot No. 576 (five hundred and seventy-six) of the official cadastre for Saint-Roch North, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on 18th Street, Limoilou—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$31.80 payable the 1st of May of each year to the Hotel-Dieu de Québec.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, February 19, 1942. 453-8-2
[First publication, February 21, 1942]
[Second publication, March 7, 1942]

ROBERVAL

In the Superior Court
Canada, { LOUIS-PHILIPPE
Province of Quebec, { GIRARD, of the
District of Chicoutimi. { city of Chicoutimi, Ad-
No. 8891 { vocate, plaintiff; vs
AQUILAS LAVOIE, of Saint-Gédéon, laborer, defendant.

To wit: An emplacement situate in the Village of Saint-Gédéon, measuring ninety-four feet in front by one hundred and eighty feet in depth, the whole more or less, bounded in front on the West by the public road, on the East by the depth of 180 feet, on the North partly by the land of Marguerite Lindsay and partly by that of Médard Côté or representatives, on the South by the emplacement of Wilfrid Simard or representatives; the said emplacement forms a part of the lot known and designated on the official cadastre for the Township of Signai, under Number ten-A (Pt.10-a) of Range Ten of the said Township of Signai—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Gédéon, County of Lake St. John, TUES-

MARDI le TROISIÈME jour de MARS prochain (1942) à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

DAY the THIRD day of MARCH next, (1942) at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Bureau du shérif,
Roberval le 26 janvier 1942. 277-5-2-o
[Première publication, le 31 janvier 1942]

GEO. LEVESQUE, Sheriff's Office,
Roberval, January 26, 1942. 277-5-2
[First publication, January 31, 1942]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, } EDOUARD-GEORGES
Province de Québec, } BAILLY, commis, de la paroisse de St-Maurice, district des Trois-Rivières, *et al.* demandeurs; vs DAME VEUVE WALTER GAUTHIER, de la paroisse de St-Narcisse, district des Trois-Rivières, veuve de Walter Gauthier, en son vivant cultivateur du même endroit, défenderesse.

1. Une terre située en la paroisse de St-Narcisse, dans le troisième rang de la Seigneurie de Champlain, connue et désignée sous le numéro cinq cent huit (508) sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Narcisse, avec une maison et autres bâties dessus érigées.

A distraire de la dite terre le terrain pris pour la route qui conduit du deuxième rang à la station du chemin de fer Pacific Canadien, Branche des Piles.

2. Un certain terrain situé dans la même paroisse, dans le deuxième rang, pris et détaché du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-cinq (435) sur les dits plan et livre de renvoi officiels, contenant un arpent et demi de largeur sur la profondeur qui peut se trouver depuis le sommet nord-est de la seconde coulée qui traverse le dit lot de terre en partant du front d'icelui, borné en front au sommet nord-est de la dite coulée en profondeur aux terres du troisième rang, au nord à François Gervais et au sud à Jeffré Gervais, sans bâties dessus construites.

3. Une terre à bois située dans la paroisse de St-Maurice, dans le rang St-Félix, nord-ouest, connue et désignée sous le numéro sept cent quatre-vingt-huit (788) sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Maurice.

A distraire de la dite terre la partie vendue à Alfred Trudel le 13 décembre, 1917, par acte reçu devant J.-A. Gravel, N.P.

Avec réserve en faveur de The Canada Iron Furnace Company Limited ou ses successeurs, le droit d'explorer, exploiter et enlever toutes les mines et minéraux qui se trouvent sur le dit immeuble.

Pour être vendus les immeubles décrits aux paragraphes un et deux, à la porte de l'église de la paroisse de St-Narcisse, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS, 1942, à UNE heure et TRENTÉ de l'après-midi, et l'immeuble décrit au paragraphe trois, à la porte de l'église de la paroisse de St-Maurice, le même jour à QUATRE heures p.m.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 17 de février, 1942. 445-8-2-o
[Première publication, 21 février 1942]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, } EDOUARD-GEORGES
Province de Québec, } BAILLY, clerk, of the parish of St-Maurice, district of Trois-Rivières, *et al.* plaintiffs; vs DAME WIDOW WALTER GAUTHIER, of the parish of St-Narcisse, district of Trois-Rivières, widow of Walter Gauthier, in his lifetime a farmer of the same place, defendant.

1. A farm situate in the parish of St-Narcisse, in the Third Range of the Seigniry Champlain, known and designated under number five hundred and eight (508) of the official plan and book of reference of the said parish of St-Narcisse—with a house and other buildings thereon erected.

To be deducted from the said farm the land taken for the road leading from the Second Range to the Canadian Pacific Railway station, des Piles Branch.

2. A certain lot of land situate in the same parish, in the Second Range, taken and detached from the lot of land known and designated under number four hundred and thirty-five (435) on the said official plan and book of reference, measuring one arpent and one half in width by whatever depth there may be from the North-East summit of the second "Coulée" which crosses the said lot of land starting in front of same, bounded in front by the North-East summit of the said "Coulée" in depth by the lands of the Third Range, on the North by François Gervais and on the South by Jeffré Gervais—without buildings thereon erected.

3. A wooded lot of land situate in the parish of St-Maurice, in the St-Félix Range, North-West, known and designated under number seven hundred and eighty-eight (788) on the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Maurice.

To be deducted from the said lot of land the part sold to Alfred Trudel on the 13th December, 1917, by deed received before J. A. Gravel, N.P.

With reserve in favour of The Canada Iron Furnace Company Limited or its successors, of the right to explore, operate and extract all mines and minerals which may be found on the said immovable.

The immovables described in paragraphs one and two, to be sold at the church door of the parish of St-Narcisse, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1942, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon, and the immovable described in paragraph three, at the church door of the parish of St-Maurice, the same day at FOUR o'clock p.m.

L. P. MERCIER, Sheriff's Office,
Trois-Rivières, February 17, 1942. 445-8-2
[First publication, February 21st, 1942]

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 357

Number 357

Québec, le 13 février 1942.

Quebec, February 13, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant certaines modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

Concerning some modifications to the Decree relating to the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (chapitre 163, Statuts refondus de Québec, 1941), une requête a été présentée au ministre du Travail par le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, et par "The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc.", "The Montreal Clothing Contractors' Association, Inc.", "The Amalgamated Clothing Workers of America" et "The Montreal Joint Board of the Amalgamated Clothing Workers of America", à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec;

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (chapter 163, Revised Statutes of Quebec, 1941), a request has been presented to the Minister of Labour by the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec, and by The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc., The Montreal Clothing Contractors' Association, Inc., The Amalgamated Clothing Workers of America and The Montreal Joint Board of the Amalgamated Clothing Workers of America, to modify decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 15 novembre 1941 de la *Gazette officielle de Québec*;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of November 15, 1941;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

Attendu que le Conseil National du Travail en temps de guerre ainsi que le Conseil Régional du Travail de Québec ont autorisé la mise en vigueur de décisions arbitrales rendues avant le 15 novembre 1941, nonobstant les dispositions du décret fédéral C. P. 8253 et comme n'y étant pas contraires;

Whereas the National War Labour Board and the Quebec Regional Labour Board have authorized the enforcement of arbitrary decisions rendered before November 15, 1941, notwithstanding the provisions of Federal Decree P. C. 8253 and as constituting no contravention thereof;

Attendu que ladite requête donne suite aux recommandations faites par monsieur David Kirsch, arbitre impartial, accepté par les parties au litige pour agir comme tel, en vue de régler le différend survenu entre elles;

Whereas the said request is a result of the recommendations made by Mr. David Kirsch, impartial arbitrator, accepted by the parties concerned to act as such in order to settle the dispute which has arisen between them;

Attendu que la décision arbitrale a été rendue le 11 novembre 1941;

Whereas the arbitrary decision has been rendered on November 11, 1941;

Attendu que le comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec a agréé les conclusions dudit arbitrage;

Whereas the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec has accepted the conclusions of the said arbitration;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, et que le décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, soit modifié de la façon suivante:

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted and that decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, be modified in the following manner:

L'article VII, Taux de salaires minima, Cédule —Classification et Echelles de salaires—est modifié de la façon suivante:

Article VII, minimum rates of wages, schedule —classifications and scales of wages, shall be amended as follows:

ARTICLE VII-B:

ARTICLE VII-B:

1. Vêtements d'hommes:

1. Men's clothing:

a. En retranchant de la classe EE, les mots suivants:

a. By striking from Class EE, the following words:

"Presseurs à la machine" dans les Vestons; et "Sous-presseurs généraux" dans les Gilets; et

"Steam machine pressers" on Coats; and "General underpressers" on Vests; and

En ajoutant la nouvelle classification suivante avec les taux de salaires à l'heure, comme suit:

By adding the following new classification, with the following rates of wages per hour, to wit:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

Zone 1 Zone 2 Zone 3

Classe D-1: "Presseurs à la machine" dans les vestons; et "sous-presseurs généraux" dans les gilets.

Class D-1: "Steam machine pressage" on Coats, and "General underpressers" on Vests.

0.51 0.46 0.44

0.51 0.46 0.44

b. En retranchant de la classe E, les mots suivants:

"Assistants-coupeurs" dans les Vestons; et
En ajoutant la nouvelle classification suivante avec les taux de salaires à l'heure comme suit:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

Classe D-2: "Assistants-Coupeurs" dans les Vestons, les Pantalons et les Gilets 0.49 0.44 0.42

c. En retranchant dans la classe FF, les taux de salaires suivants:

"Zone 1 Zone 2 Zone 3

0.38 0.34 0.32 et

En les remplaçant par les taux de salaires suivants:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

0.42 0.38 0.36

2. Pantalons désappareillés:

En retranchant de la class EX, les mots suivants:

"Assistants-coupeurs pour pantalons désappareillés"; et

En ajoutant la nouvelle classification suivante, avec les taux de salaire à l'heure, comme suit:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

Classe DX-1: "Assistants-coupeurs pour pantalons désappareillés"..... 0.45 0.41 0.39

Tous les taux de salaires à l'heure ci-dessus mentionnés sont considérés comme les taux de base minima et toute augmentation actuellement en vigueur ou qui pourrait être accordée à l'avenir, soit comme boni de guerre ou autrement, sera ajoutée aux taux de base à l'heure minima ci-dessus mentionnés.

A. MORISSET,

456-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 359

Québec, le 13 février 1942.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux employés de pompes funèbres dans l'île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la Convention collective (chapitre 163, Statuts refondus de Québec, 1941), le Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal, Inc., et la section des directeurs de funérailles du district de Montréal de l'Association des marchands détaillants du Canada, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La section des directeurs de funérailles du district de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal, Inc.;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la livraison du 15 novembre 1941 de la Gazette officielle de Québec;

Attendu que ladite convention collective de travail a été soumise à un Conseil d'arbitrage

b. By striking from Class E, the following words:

"Choppers" on Coats; and

By adding the following new classification, with the following rates of wages per hour, to wit:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

Class D-2: "Choppers" on

Coats, Pants and Vests... 0.49 0.44 0.42

c. By striking from Class FF the following rates of wages, to wit:

"Zone 1 Zone 2 Zone 3

0.38 0.34 0.32"

And by substituting therefore the following rates of wages per hour, to wit:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

0.42 0.38 0.36

2. Odd pants:

By striking from Class EX the following words:

"Choppers for odd pants"; and

By adding the following new classification with the following rates of wages per hour, to wit:

Zone 1 Zone 2 Zone 3

Class DX-1: "Choppers for

odd pants"..... 0.45 0.41 0.39

All of the aforesaid rates of wages per hour shall be considered as basic minimum rates and any and all increases actually in force or which might be granted in the future, whether by way of war bonus or otherwise, shall be added to the aforesaid basic minimum hourly rates of wages.

A. MORISSET,

456-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 359

Quebec, February 13, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to funeral undertakers in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act (chapter 163, Revised Statutes of Quebec, 1941), "Le Syndicat des Employés de Pompes Funèbres de Montréal, Inc.", and "La Section des Directeurs de Funérailles du District de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada", have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section des Directeurs de Funérailles du District de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés de Pompes Funèbres de Montréal, Inc.";

for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described in the Quebec Official Gazette of November 15th, 1941;

Whereas the said collective labour agreement has been submitted to an arbitration board formed

formé en vertu de la Loi des différends ouvriers, (statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 167, et amendements), pour décider du différend intervenu entre les parties intéressées;

Attendu que les parties contractantes se sont engagées, par écrit, à accepter la décision dudit Conseil d'arbitrage, d'accord avec les articles 1431 et suivants du Code de procédure civile;

Attendu que ledit Conseil d'arbitrage a rendu une décision unanime;

Attendu que le Conseil national du travail en temps de guerre, ainsi que le Conseil régional du travail de Québec, ont autorisé la mise en vigueur des décisions arbitrales rendues avant le 15 novembre 1941, nonobstant les dispositions du décret fédéral C. P. 8253, et comme n'y étant pas contraires;

Attendu que la décision arbitrale a été rendue le 6 octobre 1941;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre a approuvé, sous la signature officielle de son officier dûment mandaté, la présente requête comme n'étant pas contraire à aucune des dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C. P. 8253, amendé par C. P. 9514;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail pour l'industrie et les métiers visés, et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été présentées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi de la convention collective, (chapitre 163, Statuts refondus de Québec, 1941), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la livraison du 15 novembre 1941 de la *Gazette officielle de Québec*.

I. Définitions: Aux fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification ci-après donnée:

a. Le terme "directeur de funérailles" désigne toute personne qui exploite une entreprise de pompes funèbres ou une partie ou section de cette entreprise, tel que l'embaumement, la location de chambres mortuaires et, de façon générale, qui s'occupe d'une ou des activités connexes à une entreprise de pompes funèbres.

b. Le terme "embaumeur" désigne tout employé préposé à la conservation hygiénique des corps par quelque procédé que ce soit, à l'ensevelissement des corps dans les cercueils, etc., à leur exposition dans les chambres mortuaires, et qui, d'une façon générale, exécute tout ouvrage exigé de l'homme de service.

c. Le terme "mécanicien" désigne tout employé préposé à la réparation des automobiles, ambulances, camions et exerçant les fonctions de l'homme du métier de l'industrie automobile en plus de tout ouvrage général exigé de l'homme de service.

d. Le terme "homme de service" désigne tout employé préposé à la décoration et à la dégarniture des chambres mortuaires, au transport des corps, avec l'aide de l'embaumeur, et à l'exécution de tout travail général requis par son employeur. L'homme de service, sans limiter d'une façon quelconque ses attributions, conduit les corbillards, les fourgons, les automobiles affectées

under the Quebec Trade Disputes Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 167, and amendments), to settle the dispute existing between the interested parties;

Whereas the contracting parties have agreed, in writing, to accept the decision of the said arbitration board, according to sections 1431 and following of the Civil Procedure Code;

Whereas the said arbitration board has rendered an unanimous decision;

Whereas the National War Labour Board, and the Quebec Regional War Labour Board have authorized the enforcement of the arbitrary decisions rendered before November 15, 1941, notwithstanding the provisions of the federal decree P. C. 8253, and as constituting no contravention thereof;

Whereas the arbitrary decision has been rendered on October 6, 1941;

Whereas the Regional War Labour Board has approved, under the official signature of its duly authorized officer, the present request as constituting no contravention of the provisions of Federal Order in Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514.

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the industry and the trades concerned, and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the said Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas objections to the said request have been set forth and thereafter submitted to the contracting parties for consideration;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, in conformity with the provisions of section 6 of the said Collective Agreement Act (chapter 163, Revised Statutes of Quebec, 1941), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of November 15, 1941;

I. Definitions: For the purposes of enforcement of this decree, the following terms shall have the hereinafter significance:

a. The term "funeral director" designates any person exploiting a funeral concern or part or section thereof, such as embalming, rental of funeral parlors and in general, engaged in operations pertaining to a funeral concern.

b. The term "embalmer" designates any employee whose task is to keep corpses in a hygienic condition, by what process soever, lay them in state in a funeral parlor, put them into graves and perform any work requested from the service man.

c. The term "mechanic" designates any person whose task is to repair the automobiles, ambulances, trucks and perform the work of an automobile worker and of a service man.

d. The term "service man" designates any person whose task is to decorate or untrim funeral parlors, carry bodies with the embalmer and perform general work designated by the employer. Not limiting his functions in any way, he also drives the hearse, van or any automobile used for the transportation of customers and any other vehicle needed by such a concern; he also assumes

tées au transport de la clientèle, les ambulances ou autres véhicules nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de pompes funèbres; il voit également à l'entretien desdits véhicules (lavage, graissage, cirage, etc.) mais il n'exerce pas les fonctions de l'homme de métier dans l'industrie automobile comme celle du mécanicien, de l'électricien, du débosseur, du peintre. Ce terme désigne aussi tout salarié, commis à la comptabilité, à la tenue des livres et aux écritures.

e. Le terme "étudiant" désigne toute personne qui étudie chez un directeur de funérailles, l'art de l'embaumement. L'étudiant ne fait pas partie du personnel régulier de l'entreprise. La période de l'apprentissage est d'un (1) an.

II. *Jurisdiction territoriale*: a. Le présent décret s'applique à tous les directeurs de funérailles et embaumeurs et aux salariés à leur emploi, dans les cités et villes situées dans l'île de Montréal et l'île Jésus et dans un rayon de dix (10) milles autour de l'île de Montréal.

b. Il s'applique également à tout autre directeur de funérailles qui vient de l'extérieur faire affaires dans les limites de la présente juridiction territoriale, soit occasionnellement ou soit régulièrement.

c. Toutefois, n'est pas assujéti au présent décret, le directeur de funérailles de l'extérieur:

i. venant conduire dans la juridiction territoriale quelqu'un étant décédé à l'extérieur;

ii. venant chercher quelqu'un décédé dans la juridiction territoriale pour l'inhumer à l'extérieur.

III. *Heures de travail*: a. La durée régulière de la semaine de travail est de soixante-six (66) heures.

b. Tout travail supplémentaire, après soixante-six (66) heures, doit être rémunéré à raison de salaire et demi. Toutefois, un employé recevant un salaire supérieur au taux fixé par le présent décret doit recevoir pour son travail supplémentaire un salaire calculé au taux habituel plus 50% des taux minima fixés par le présent décret.

IV. *Taux de salaires: minima*: a. Les embaumeurs doivent recevoir le salaire minimum suivant:

1. S'ils sont employés à la semaine:
1er embaumeur.....\$ 30.00
2ième embaumeur..... 28.00

Si l'employeur n'a qu'un seul embaumeur, il ne doit pas le payer moins de \$30.00 par semaine.

2. S'ils ne sont pas payés à la semaine: \$8.00 par embaumement. Dans ce cas, l'embaumeur doit fournir les instruments et les cosmétiques, mais non le "fluide".

b. *Mécaniciens*: Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

	de l'heure
Première classe.....	\$ 0.60
Deuxième classe.....	0.55
Troisième classe.....	0.45

c. *Hommes de service*: Les hommes de service n'ayant aucune expérience doivent recevoir \$18.00 par semaine. Après un an d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles: \$20.00 par semaine. Après deux (2) ans: \$22.00 par semaine. Après trois (3) ans: \$23.00 par semaine.

d. Les étudiants ne reçoivent pas de salaire durant la période de leur apprentissage.

e. Les employés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de \$0.40 avec un minimum de \$1.50 par appel.

the care of the said vehicles and does the washing, greasing, polishing, etc., but he does not perform the work of automobile workers, namely that of the mechanic, the electrician, the body worker, the painter. This term also designates any employee performing clerical work in book-keeping and accounting.

e. The term "student" designates any person learning the trade of embalming in a funeral director's establishment. He shall not be considered as a regular employee of the concern. The apprenticeship period shall consist of one (1) year.

II. *Territorial jurisdiction*: a. This decree shall apply to all funeral directors and embalmers and their employees in cities and towns situated in the Islands of Montreal and Jesus and within a radius of 10 miles around the Island of Montreal.

b. It shall also apply to any other funeral director from outside doing business within the limits of this territorial jurisdiction, whether occasionally or regularly.

c. However, the undertaker from outside:

i. taking into the territorial jurisdiction people deceased outside;

ii. bringing people deceased in the territorial jurisdiction for burial outside, shall not be subject to this decree.

III. *Working hours*: a. The regular weekly duration of labour shall be 66 hours.

b. Any overtime work, in excess of 66 hours, shall be paid time and one half. However, the employee, receiving a higher remuneration than that fixed by this decree, shall be paid, for the overtime work he may perform, his usual rate plus 50% of the minimum rates established by the present decree.

IV. *Minimum wage rates*: a. Embalmers shall receive the following minimum rates:

1. If employed on a weekly basis:
1st embalmer.....\$ 30.00
2nd embalmer..... 28.00

Should the employer have but one embalmer, the latter shall receive a minimum of \$30.00 per week.

2. If not employed on a weekly basis: \$8.00 per embalming. In this case, the embalmer shall supply instruments and cosmetics with the exception of the fluid.

b. *Mechanics*: Mechanics shall receive the following minimum rates:

	Per hour
First class.....	\$ 0.60
Second class.....	0.55
Third class.....	0.45

c. *Service men*: Unexperienced service men shall receive \$18.00 per week. After one (1) year of experience with any undertaker: \$20.00 per week. After two (2) years: \$22.00 per week. After three (3) years: \$23.00 per week.

d. Students shall not be paid during their apprenticeship period.

e. Supernumerary employees shall receive an hourly rate of \$0.40 and a minimum of \$1.50 per call.

f. Le présent décret n'affecte en rien le salaire de l'employé recevant une rémunération plus élevée lors de sa mise en vigueur.

g. 1. A compter du 15 février 1942, tous les employeurs régis par le décret doivent payer à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque autre rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice d'octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. Cette indemnité doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise de salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a. Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i. Vingt-cinq cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de vingt-cinq dollars ou plus par semaine, et

ii. Un pour cent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

b. Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le quinzième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre) à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

c. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires. Lorsque pour une période de travail donnée, un employé travail moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps dans la proportion du nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé au salaire de base par rapport au nombre d'heures pour cette période.

V. *Dispositions générales: a. Vacances:* Après un (1) an de service, en employé a droit à sept (7) jours consécutifs de vacances payés.

b. *Uniformes:* Une compagnie ou un directeur de funérailles désirant le port d'un uniforme doit fournir cet uniforme gratuitement.

c. *Repos hebdomadaire:* Tout employé a droit à un jour complet (24) heures de repos chaque semaine.

d. Les années d'expérience d'un employé chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles doivent être prises en considération par tout nouvel employeur.

e. La durée des heures de travail dans les salons mortuaires est de 6.00 a.m. à 11.00 p.m.

f. Tout actionnaire d'une entreprise de pompes funèbres qui y travaille comme employé est assujéti au présent décret quant aux heures de travail, au salaire et au prélèvement, à moins qu'il ne soit directeur de ladite entreprise.

g. Le salaire de tout employé doit être payé au complet hebdomadairement et, si possible, le

f. This decree shall not reduce, in any way, the wages of an employee higher, at the time of its coming into force, than those herein mentioned.

g. 1. Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a. For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i. \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic rates of \$25.00 or more per week, and

ii. One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b. The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

c. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period.

V. *General provisions: a. Holidays:* After one (1) year of service, an employee shall be entitled to holidays consisting of seven (7) consecutive days, with pay.

b. *Uniforms:* If companies or funeral directors wish their employees to wear uniforms, they shall supply same gratis to the employees.

c. *Weekly rest:* Employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) in any one week.

d. Years of experience of an employee with any one of the funeral directors shall be taken into consideration by every new employer.

e. The duration of the working hours in funeral parlors shall take place between 6.00 a.m. and 11.00 p.m.

f. Shareholders of a funeral undertaking working as employees are subject to the provisions of the present decree with regard to working hours, wages and levy unless they be directors of the concern.

g. The wages of any employee shall be paid, completely, each week and if possible, on Friday,

vendredi, dans une enveloppe sur laquelle sont inscrits son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérés, le taux du salaire à l'heure et le montant contenu dans l'enveloppe. Celle-ci doit être cachetée et initialee par la personne qui a fait la paye.

VI. *Durée du décret*: Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de cette date. Toutefois, au cas où une nouvelle convention ne pourrait être soumise à temps en vue de l'adoption d'un nouveau décret, le présent décret continuera d'être en vigueur durant une période de trente (30) jours après la date de son expiration.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

455-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 401

Québec, le 18 février 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif au métier de boulanger dans l'Île de Montréal.

Attendu que le décret numéro 2011, du 9 septembre 1939 et amendements, relatif au métier de boulanger dans l'Île de Montréal devait expirer le 31 décembre 1941;

Attendu que ledit décret a été prolongé jusqu'au 31 mars 1942, par l'arrêté en conseil numéro 3264, du 4 décembre 1941;

Attendu qu'une Commission d'arbitrage composée de MM. André Montpetit, avocat, Will. H. Harrison et Guy Merrill Desaulniers, avocat, conformément aux dispositions de la Loi des Différends Ouvriers, a étudié les clauses de la convention collective de travail en vue d'y apporter les amendements opportuns;

Attendu que les parties au litige, soit "The Montreal Bakers' Association", la Ligue Patronale des Boulangers indépendants, et le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie inc., de Montréal, se sont engagés par écrit à accepter la décision dudit Conseil d'arbitrage, d'accord avec les articles 1431 et suivants du Code de procédure civile;

Attendu que ledit Conseil d'arbitrage a rendu une décision majoritaire;

Attendu qu'il est opportun de recommander la modification dudit décret dans le sens des conclusions dudit Conseil en autant que l'état de guerre le permet et d'en prolonger l'existence pour une nouvelle année, avec clause de renouvellement automatique;

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier un décret existant après avoir consulté les parties contractantes et le comité paritaire;

Attendu que tel comité paritaire et telles parties contractantes ont été consultés par suite de la création d'un Conseil d'arbitrage et de la décision de celui-ci qui leur a été communiquée;

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (chapitre 163, S.R.Q. 1941), le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie inc., de Montréal lui a présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret numéro 2011, du 9 septembre 1939 et amendements, en regard de la décision rendue par ledit Conseil d'arbitrage;

in an envelope on which his name, the date of the week of labour, the number of hours paid, the wages rates by the hour and the amount contained therein shall be mentioned. The latter shall be sealed and initialed by the pay-clerk.

VI. *Duration of the decree*: The present decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective for a period of one (1) year, from that date. However, should a new agreement not be submitted in due time for the adoption of a new decree, this decree shall remain in force for a further period of thirty (30) days, after its expiration.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

455-o

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 401

Quebec, February 18, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the baker trade in the Island of Montreal.

Whereas the decree number 2011, of September 9, 1939, and amendments, relating to the baker trade in the Island of Montreal was to expire on December 31, 1941;

Whereas the said decree has been extended until March 31, 1942, by Order in Council number 3264, of December 4, 1941;

Whereas an Arbitration Board composed of Messrs. André Montpetit, lawyer, Will. H. Harrison and Guy Merrill Desaulniers, lawyer, in conformity with the provisions of the Trade Disputes Act, studied the clauses of the collective labour agreement in order to amend it in a proper manner;

Whereas the parties concerned, namely The Montreal Bakers' Association, "La Ligue patronale des Boulangers indépendants" and "Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie inc.", of Montreal, have agreed, in writing, to accept the decision of the said Arbitration Board, according to sections 1431 and following of the Civil Procedure Code;

Whereas the said Arbitration Board has rendered a majority decision;

Whereas it is advisable to recommend the modification of the said decree according to the conclusions of the said Board inasmuch as the state of war so permits and to extend its duration for another year, with a provision providing for an automatic renewal;

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Act, the Lieutenant-Governor in Council may modify an existing decree after consulting with the contracting parties and the parity committee;

Whereas such parity committee and such contracting parties have been consulted, an Arbitration Board having been formed and its decision transmitted to them;

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (chapter 163, Q. R. S. 1941), "Le Syndicat des Employés de la Boulangerie et de la Pâtisserie inc.", of Montreal has presented to him a request to modify the said decree number 2011, of September 9, 1939, and amendments, with regard to the decision rendered by the said Arbitration Board;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 17 janvier 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que des objections ont été formulées contre son approbation;

Attendu que le Conseil National du Travail en temps de guerre ainsi que le Conseil Régional du Travail de Québec ont autorisé la mise en vigueur de décisions arbitrales rendues avant le 15 novembre 1941 et comme n'étant pas contraires aux dispositions du décret fédéral C. P. 8253 amendé par le décret C. P. 9514;

Attendu que la décision arbitrale a été rendue le 5 novembre 1941;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 2011 du 9 septembre 1939 et amendements, soit modifié de la façon suivante:

1. Le premier alinéa de l'article I est remplacé par le suivant:

"I. *Juridiction industrielle et professionnelle*: Sont assujettis au présent décret tous les employeurs et employés s'occupant de la fabrication et de la vente, pour fins de commerce, de tous genres de pains, gâteaux ou pâtisseries."

2. L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Salaires: Employés à l'intérieur*: Les employés, à l'exception des vendeurs et distributeurs, sont répartis en catégories et ont droit aux salaires minima suivants que leurs employeurs sont tenus de leur payer.

Toute personne ne peut être considérée comme employé de l'une des catégories A, B, C, D et E, à moins qu'elle ne travaille régulièrement au moins quarante-deux (42) heures par semaine dans cette catégorie.

Catégorie "A"—Contremaître: Dans tout établissement d'un (1) homme ou deux (2), il est obligatoire de désigner un contremaître dont le salaire minimum est de \$25.00 par semaine.

Dans tout établissement de trois (3) ou quatre (4) hommes, il est obligatoire de désigner un contremaître dont le salaire minimum est de \$26.00 par semaine.

Dans tout établissement de cinq (5) à quinze (15) hommes inclusivement, il est obligatoire de désigner un contremaître dont le salaire minimum est de \$29.00 par semaine.

Dans tout établissement de seize (16) hommes et plus, il est obligatoire de désigner un contremaître dont le salaire minimum est de \$32.00 par semaine.

Dans les établissements où travaillent seize (16) hommes et plus, il est également obligatoire de désigner un contremaître pour chacun des différents départements où il y a au moins dix (10) hommes occupant la majeure partie de leur temps dans ce département, que ce soit celui de la boulangerie, de la pâtisserie, des pains de fantaisie (*sweet goods*) ou du contrôle (*check room*).

Catégorie "B"—Hommes à four ou à pâte: Dans tout établissement ayant au moins cinq (5) hommes et pas plus de quinze (15), l'employeur doit désigner, en plus du contremaître, au moins un homme qui est considéré comme homme à four ou à pâte. Dans tout établissement de seize (16) hommes et plus, l'employeur doit désigner, en plus du contremaître, au moins un homme qui est considéré comme homme à four et un homme qui est considéré comme homme à pâte; tels employés ont droit à une rémunération minimum de \$25.00 par semaine. Un homme ne doit jamais être en charge de plus de deux fours. Un four à deux étages (*double deck*) est considéré comme un seul et même four.

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of January 17, 1942;

Whereas objections to its approval have been set forth;

Whereas the National War Labour Board and the Quebec Regional Labour Board have authorized the enforcement of the arbitrary decisions rendered before November 15, 1941 and as constituting no contravention of the provisions of the Federal Decree P. C. 8253, as amended by decree P. C. 9514;

Whereas the arbitrary decision has been rendered on November 5, 1941;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2011, of September 9, 1939, and amendments, be modified in the following manner:

1. The first paragraph of section I is replaced by the following:

"I. *Industrial and professional jurisdiction*: Are subject to the present decree, all employers and employees engaged in the baking and selling, for trading purposes of any kind of bread, cakes or pastries."

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Wages—Inside employees*: The employees with the exception of salesmen and distributors, shall be classified in categories and will be entitled to the following minimum wages which their employers shall be bound to pay them.

Any one may not be considered as an employee of one of categories A, B, C, D or E, unless working regularly at least forty-two (42) hours per week in such category.

Class "A"—Foremen: In all establishments of one (1) or two (2) men, it shall be compulsory to designate a foreman whose minimum weekly salary shall be \$25.00.

In all establishments of three (3) or four (4) men, it shall be compulsory to designate a foreman whose minimum weekly salary shall be \$26.00.

In all establishments of five (5) to fifteen (15) men, inclusively, it shall be compulsory to designate a foreman whose minimum weekly salary shall be \$29.00.

In all establishments of sixteen (16) men or over, it shall be compulsory to designate a foreman whose minimum weekly salary shall be \$32.00.

In establishments where sixteen (16) men and more are working, it shall be compulsory to designate a foreman for each one of the various departments where at least ten (10) men work the greater part of their time in this department, whether it be the bakery, pastry, sweet goods or check room department.

Class "B"—Oven men or dough men: In all establishments employing at least five (5) men and not more than fifteen (15), the employer shall designate, in addition to the foreman, at least one man who shall be considered as ovenman or dough-man. In all establishments of sixteen (16) men and over, the employer shall designate, in addition to the foreman, at least one (1) man who shall be considered as ovenman and one (1) man who shall be considered as dough-man; such employees shall be entitled to a minimum weekly salary of \$25.00. In no instance shall a man be in charge of more than two ovens. A double deck oven is considered as one and the same oven.

Dans le cas des établissements où travaillent seize (16) hommes et plus, il est également obligatoire de désigner, en plus du contremaître, un homme à four et un homme à pâte, pour chacun des différents départements où il y a au moins dix (10) hommes occupant la majeure partie de leur temps dans ce département, que ce soit celui de la boulangerie, de la pâtisserie ou des pains de fantaisie (*sweet goods*).

Catégorie "C":—Compagnons-boulangers et compagnons-pâtisseries: \$21.00 par semaine.

Catégorie "D":—Aides: \$18.00 par semaine.

Catégorie "E":—Apprentis: \$12.00 par semaine.

Dans chaque établissement, le nombre d'apprentis ne doit jamais excéder 20% du nombre des employés des catégories A, B, C, D et E, sauf dans les établissements de trois (3) ou quatre (4) hommes où l'un de ces employés peut être un apprenti.

Dans chaque établissement, le nombre d'aides ne doit jamais excéder 20% du nombre des employés des catégories A, B, C, D et E, sauf dans les établissements de deux (2) à quatre (4) hommes où l'un de ces employés peut être un aide.

Supernuméraires:—Le salaire suivant est payable aux supernuméraires: \$0.50 de l'heure à tout employé supernuméraire agissant comme compagnon-boulangier; \$0.40 de l'heure à tout employé supernuméraire agissant comme aide; tout supernuméraire doit cependant toucher un salaire minimum quotidien équivalent au salaire de sept (7) heures de travail. Est considéré comme supernuméraire, tout homme n'étant pas régulièrement attaché au personnel de l'établissement. Aucun employé supernuméraire ne peut être engagé à titre d'apprenti."

3. Les deux premiers alinéas de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"IV.—Durée du travail:—La semaine régulière de travail ne doit pas excéder soixante (60) heures; elle peut cependant être de moins de soixante (60) heures sans que les montants minima de salaires pour la semaine stipulée à l'article III du présent décret ne soient réduits. Au-dessus de soixante (60) heures régulières de travail, tout travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré pour chaque heure de travail supplémentaire sur la base du salaire minimum pour la semaine de soixante (60) heures."

La limitation des soixante (60) heures de travail s'applique exclusivement aux employés des catégories B, C, D, et E et non pas aux vendeurs, ni aux contremaîtres et aux inspecteurs."

4. L'article V est radié.

5. L'article VI est remplacé par le suivant qui devient le nouvel article V:—

"V.—Les salaires supérieurs à l'échelle stipulée dans le présent décret, et qui étaient payés avant le 1er juillet 1941, ne doivent pas être réduits au cours de l'existence dudit décret, en autant que les employés visés exécutent le même travail ou un travail équivalent."

6. L'article VII est remplacé par le suivant qui devient le nouvel article VI:

"VI.—Dans les établissements où les uniformes sont fournis à l'employé travaillant à l'intérieur et envoyés à une buanderie pour lavage et nettoyage, l'employeur ne doit jamais charger à l'employé plus que le coût véritable de ce service de nettoyage et de plus, l'employé n'est pas responsable de la réparation ou de l'usure de son uniforme."

In the case of establishments where sixteen (16) men and more are working, it is also compulsory to designate, besides the foreman, an oven or dough man for each one of the various departments where at least ten (10) men work the greater part of their time in this department, whether it be the bakery, pastry, sweet goods or check room department.

Class "C":—Journeymen-bakers, and pastry cooks: \$21.00 per week.

Class "D":—Helpers: \$18.00 per week.

Class "E":—Apprentices: \$12.00 per week.

In all establishments, the number of apprentices shall not exceed by more than 20% that of the employees of classes A, B, C, D and E, except in establishments of three (3) or four (4) men where one of the employees can be classified as apprentice.

In all establishments, the number of helpers shall not exceed by more than 20% that of the employees of classes A, B, C, D and E, except in establishments of two (2) or four (4) men where one (1) of these employees can be classified as helper.

Supernumeraries:

The following wages shall be payable to the supernumeraries: \$0.50 per hour to any supernumerary doing the work of a journeyman-baker; \$0.40 per hour to any supernumerary working as helper; however, the supernumerary shall be entitled to a minimum rate per day, equal to the remuneration of 7 hours of work. Shall be considered as supernumerary, every employee not regularly belonging to the staff of the establishment. No supernumerary can be employed as an apprentice."

3. The first two paragraphs of section IV are replaced by the following:

"IV.—Duration of labour:—The regular week of labour shall not exceed sixty (60) hours; it may, however, consist of less than sixty (60) hours without any effect on the weekly minimum rates of wages stipulated in section III hereof; over sixty (60) regular hours, any work shall be considered as overtime work and shall be paid, for each overtime hour, on the basis of the minimum wages for the sixty (60) hour week."

"The sixty (60) hour limitation shall apply exclusively to employees of classes B, C, D and E and not to the salesmen, foremen and inspectors."

4. Section V is stricken off.

5. Section VI is replaced by the following which becomes the new section V:

"V.—The wages higher than to those stipulated in the present decree, which were paid before the 1st of July 1941, shall not be reduced during the existence of the said decree as long as the employee execute the same or an equivalent work."

6. Section VII is replaced by the following which becomes the new section VI:

"VI.—In the establishments where uniforms are supplied to employees working inside and sent to the laundry for washing and cleaning, in no case shall the employer charge the employee more than the actual cost of the cleaning service, and moreover, the employee shall not be responsible for the repair or wear and tear of his uniform."

7° L'article VIII est remplacé par le suivant qui devient le nouvel article VII:

"VII.—*Vendeurs ou distributeurs*:—1.—Tout vendeur ou distributeur a droit à un salaire minimum de dix-huit dollars (\$18.00) par semaine, qu'il travaille à salaire ou à commission.

Le taux basique de la commission payée aux vendeurs ou distributeurs, sur les perceptions faites par ceux-ci ou reçues pour leur compte par les employeurs visés par le décret, est stabilisé au 15 novembre 1941, d'accord avec les dispositions de l'arrêté fédéral C.P. 8253; conséquemment, ledit taux basique ne peut être ni diminué ni augmenté.

2. Tout vendeur ou distributeur peut retourner, sans charge, à son employeur, ses pains et ses gâteaux rassis jusqu'à concurrence de 2% du total de la marchandise qui lui a été chargée; au-dessus de 2%, il peut être tenu de rembourser 50% du prix de détail des pains et gâteaux rassis qu'il retourne. Cependant, toute charge faite au vendeur ou distributeur pour pains et gâteaux non vendus et retournés à l'établissement ainsi que susdit ne doit pas réduire la rémunération minimum de \$18.00 par semaine stipulée dans le présent décret.

3. Dans les établissements où l'uniforme est fourni ou porté par le vendeur ou le distributeur, l'employeur doit payer 50% du prix d'achat de tel uniforme.

4. Le vendeur n'est responsable du crédit qu'il accorde lui-même à ses clients qu'après défense formelle et écrite de la part de son patron.

5. La semaine régulière de travail des vendeurs ou distributeurs est répartie sur au plus six (6) jours au cours d'une même semaine; tout vendeur ou distributeur tenu par son employeur de travailler, pour quelque durée que ce soit, en plus de la durée de la semaine régulière, a le droit de se faire payer par son employeur une somme de \$6.00 en plus de son salaire minimum de \$18.00 stipulé pour la semaine régulière de travail.

6. Tout employeur doit payer 4% d'intérêt sur le dépôt en argent requis de l'employé.

7. Si le vendeur reçoit de la marchandise en plus de ce qu'il commande, il peut retourner la quantité non vendue de ce surplus le jour même et en recevoir le plein crédit, sans que ceci n'affecte le cas des retours de pains et gâteaux rassis ci-dessus prévu.

8. Tout insigne fourni par l'employeur à l'employé doit être payé par l'employeur. Cet insigne demeure la propriété de l'employeur et doit lui être remis, sur demande.

8° L'article IX est radié.

9° Les nouveaux articles VIII, IX et IX-A suivants sont ajoutés:

"VIII.—*Inspecteurs*:—Dans les établissements où il y a des inspecteurs, ceux-ci doivent recevoir un salaire minimum de \$25.00 par semaine.

La semaine régulière de travail des inspecteurs est répartie sur au plus six (6) jours au cours d'une même semaine; tout inspecteur tenu par son employeur de travailler, pour quelque durée que ce soit en plus de la durée de la semaine régulière, a le droit de se faire payer par son employeur une somme de \$6.00 en plus de son salaire minimum de \$25.00 stipulé pour la semaine régulière de travail."

"IX.—*Indemnité de vie chère basée sur la décision arbitrale*:—A compter de l'entrée en vigueur du présent décret, tous les employeurs doivent

7° Section VIII is replaced by the following which becomes the new section VII;

"VII.—*Salesmen or distributors*:—1. Any salesman or distributor is entitled to a minimum wage rate of eighteen dollars (\$18.00) per week, whether working on a wage or commission basis.

The commission basic rate paid to salesmen or distributors, on collections made by the latter or received for them by the employers governed by the decree, is stabilized on November 15, 1941, according to the provisions of Federal Order P. C. 8253; consequently the said basic rate can neither be reduced nor increased.

2. Any salesman or distributor shall be allowed to return, without charge, to his employer, his stale bread and cakes, up to an amount representing 2% of the total amount of goods charged to him; above this 2%, he may be charged by his employer 50% of the retail price of the stale bread and cakes which he brought back. However, amounts charged to the salesman or distributor for bread and cakes unsold and returned to the employer, as aforesaid, shall not reduce the minimum remuneration of \$18.00 per week provided for in the present decree.

3. In all establishments where uniforms are supplied or worn by the salesmen or distributors, the employer shall pay 50% of the purchase of said uniform.

4. The salesman shall be responsible for credit granted by him to his customers only after having been formally forbidden to do so, in writing, by his employer.

5. The regular week of labour for salesmen or distributors shall be comprise at the most six days during any one week; any salesman or distributor required by his employer to work, for any length of time, beyond the duration of the regular week of labour, shall be entitled to be paid by his employer a sum of \$6.00 in addition to his weekly minimum wage rate of \$18.00 provided for the regular week of labour.

6. All employers shall pay 4% interest on the deposit in cash or guarantee required from employees.

7. Should a salesman receive more merchandise than ordered, he shall have the right to return the unsold quantity of this surplus on the same day and receive full credit for same, without affecting the returned stale bread and cakes as above provided for.

8. Any badges supplied by the employer to employees shall be paid by the employer. Said badge is the property of the employer and shall be returned to him on request.

8° Section IX is stricken off.

9° The following new sections VIII, IX and IX-A are added:

"VIII.—*Inspectors*:—In the establishments where there are inspectors, the latter shall receive a minimum weekly salary of \$25.00.

The regular week of labour for inspectors comprise a maximum of six days during any one week; any inspector required by his employer to work, for any length of time, beyond the duration of the regular week of labour, shall be entitled to be paid by this employer a sum of \$6.00 in addition to his weekly minimum salary of \$25.00 provided for the regular week of labour."

"IX.—*Cost of Living Bonus based on the arbitrary decision*:—From the coming into force of the present decree, all employers shall add to

ajouter aux salaires minima stipulés aux articles III, VII et VIII du décret une indemnité de vie chère de \$2.50 par semaine."

"IX-A.—Indemnité de vie chère basée sur l'arrêté fédéral C. P. 8253:—

1.—Subséquent au 15 février 1942 et d'accord avec les dispositions de l'arrêté fédéral C. P. 8253, amendé par C. P. 9514, tous les employeurs régis par le présent décret doivent payer à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque autre rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un-dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i.—Vingt-cinq cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de vingt-cinq dollars ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

4.—Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le quinzième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité.

Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

5.—L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui qui était en vigueur pour chaque employeur le 15 novembre 1941 (ne comprenant aucun boni de vie chère). Lorsque pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps dans la proportion du nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé au salaire de base par rapport au nombre d'heures pour cette période."

10° L'article XIII est radié et remplacé par le suivant:

"XIII.—Durée du décret:—Le présent décret valable depuis le 1er septembre 1939, demeure en vigueur avec ses amendements jusqu'au 31 décembre 1942. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, après cette date, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins soixante (60) jours avant le

the weekly minimum wages stipulated in article III, VII and VIII of the decree, a cost of living bonus of \$2.50 per week.

"IX-A.—Cost of living bonus based on Federal Order P. C. 8253:—

1.—Effective on and after February 15, 1942, and according to the provisions of Federal Order P. C. 8253, as amended by P. C. 9514, all the employers governed by the present decree shall pay to their employees other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed, at basic wage rates of \$25.00 or more per week and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

4.—The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based.

The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

5.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate is that paid on November 15th, 1941, (including no cost of living bonus). For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours or work in that period."

10° Section XIII is stricken off and replaced by the following:

"XIII.—Duration of the decree:—The present decree, in force since September 1, 1939, shall so remain with its amendments until December 31, 1942. It renews itself automatically each year, after that date, unless either of the contracting parties give the other party notice of its intention to repeal same, at least sixty (60) days before December 31, 1942, or any subsequent

31 décembre 1942 ou de toute année subséquente. Tel avis doit également être transmis au ministre du Travail."

A. MORISSET,
463-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 358

Québec, le 13 février 1942.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux tanneries et corroieries dans la Province.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec, à l'effet d'obtenir l'approbation d'une modification au décret numéro 523, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la Province;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 29 novembre 1941 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil Régional du Travail en temps de guerre a approuvé, sous la signature officielle de son officier dûment mandaté, les présentes modifications comme n'étant contraires à aucune des dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C. P. 8253, amendé par C. P. 9514;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée et que ledit décret numéro 523 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe:

"Les taux ci-haut seront augmentés de dix pour cent (10%); cette augmentation de dix pour cent (10%) accordée à titre de boni de guerre s'appliquera également à tous les salariés régis par le décret et sera calculée sur les salaires en vigueur au 1er juin 1941"

mentionné à l'article V du décret, est remplacé par les suivants:

"1. A compter du 15 février 1942, tous les employeurs régis par le décret doivent payer à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque autre rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice de août 1939, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la statistique;

2. Cette indemnité doit être versée pour chaque période de paie lors de la remise de salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

i. Vingt-cinq cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de vingt-cinq dollars ou plus par semaine, et

ii. Un pour cent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin

year. Such notice shall also be transmitted to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
463-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 358

Québec, February 13, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the tanners and curriers in the Province.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, to obtain the approval of a modification to the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments, relating to the tanners and curriers in the Province;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of November 29th, 1941;

Whereas no objection to its approval has been presented;

Whereas the Regional War Labour Board has approved, under the official signature of its duly authorized officer, the present modifications as constituting no contravention of any one of the provisions of Order in Council P. C. 8253, as amended by P. C. 9514;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted and that the said decree number 523 be modified in the following manner:

The following paragraph:

"The above rates shall be increased by ten per cent (10%); such increase of ten per cent (10%) given as a war bonus shall also apply to all the employees governed by the decree and shall be computed upon the wages in force on June 1st, 1941."

contained in section V of the said decree, is replaced by those hereinafter mentioned:

"1. Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of August, 1939, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a. For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i. \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

ii. One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years

âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

b. Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le quinzième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre) à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

c. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires. Lorsque pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps dans la proportion du nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé au salaire de base par rapport au nombre d'heures pour cette période.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

457-o

of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b. The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

c. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

457-o

Ministère du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de la Convention collective (chapitre 163, S.R.Q. 1941), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure de Montréal, section du gros, lui a présenté une requête à l'effet de traiter comme partie contractante à la convention collective de travail ratifiée par le décret numéro 2943, du 2 août 1940, la compagnie "Gilet Furs Inc.", 1372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 février, 1942. 459-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de St-Jean et d'Iberville, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3011, du 6 novembre, 1941, et ses amendements:

Que l'article VA suivant soit ajouté:

"VA.—1.—A partir du 15 février 1942, tous les employeurs assujettis à ce décret paieront à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du

Department of Labour

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 10 of the Collective Agreement Act (chapter 163, R.S.Q. 1941), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Parity Committee of the Fur Industry of Montreal, Wholesale Section, has presented to him a request to the effect of treating Gilet Furs Inc., 1372 St. Catherine West, Montreal, as contracting party to the collective labour agreement ratified by decree number 2943, of August 2, 1940.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 21, 1942. 459-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Jean and Iberville has presented to him a request to amend decree number 3011, of November 6, 1941, and its amendments, in the following manner:

The following section VA to be added:

"VA.—1.—Effective on and after February 15th, 1942, all employers governed by this decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941,

chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2.—La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3.—L'indemnité de vie chère devra être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

(1)—\$0.25 par semaine, pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(2)—De un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4.—L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires, et le salaire de base sera celui en vigueur le 15 novembre 1941; lorsque, pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 février, 1942.

458-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Lithographie de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 4201, du 28 novembre, 1940;

Que l'article XIV-A suivant soit ajouté.

(XIV-A)—(a)—A valoir pour la première période de paie commençant le 15 février 1942 ou subséquemment, tous les employés, autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contre-maître ou de quelqu'autre rang comparable, assu-

such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2.—The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(1)—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(2)—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the contracting parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 21, 1942.

458-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Lithographing Industry Joint Committee for the Province of Quebec has presented to him a request to modify decree number 4201, of November 28, 1940, in the following manner:

The following section XIV-A to be added:

(XIV-A)—(a)—Effective for the first payroll period beginning on or after February 15th 1942, all employees other than those occupying positions above the rank of foremen or comparable ranks, covered by the jurisdiction of this decree,

jetés au présent décret, recevront de leurs employeurs une indemnité de vie chère du temps de guerre basée, ainsi qu'il est prévu ci-après, sur le relèvement du chiffre indice de janvier 1942 au-dessus du chiffre indice de Septembre 1940 (105.6) calculé d'après l'indice du coût de la vie pour tout le Dominion compilé par le Bureau fédéral de la statistique.

(b)—L'indemnité de vie chère du temps de guerre devra être versée pour chaque période de paie lors de la remise du salaire pour cette période et sera déterminée ainsi que suit:

I.—Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou l'augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:—

(i)—vingt-cinq cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de vingt-cinq dollars ou plus par semaine, et

(ii)—de un pourcent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employées travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

II.—Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le quinzième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement) en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre) à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié à moins que le coût de la vie n'ait monté de tout un point ou davantage. Quand il y aura lieu de modifier l'indemnité l'augmentation ou la diminution du montant, dans ce cas, sera fixée et annoncée par le Conseil, conformément aux dispositions du présent alinéa et l'alinéa 1 du présent article.

III.—L'indemnité ne sera versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires. Lorsque pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein temps dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé au salaire de base par rapport au nombre d'heures normal pour cette période.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 février, 1942.

460-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que l'Association nationale catholique des Commis Quincailliers de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1090, du 7

shall be paid by their employers a wartime Cost of Living Bonus based as hereinafter provided on the rise in the index number for January 1942, above the index number for September 1940 (105.6) as measured by the Cost of Living Index for the Dominion as a whole prepared by the Dominion Bureau of Statistics.

(b)—The Cost of Living Bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period and shall be determined as follows:

I.—For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:—

(i)—twenty-five cents per week for all adult male employees and for all other employees employed at basic wage rates of twenty-five dollars or more per week, and

(ii)—one percent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than twenty-five dollars per week.

II.—The amount of the bonus shall be redetermined every three months, (viz. effective for the first payroll periods beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August, and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the last previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more. Whether the bonus shall be changed, and if so, the increase or decrease in its amount, as the case may be, shall be determined and announced by the Board in accordance with the provisions of this sub-section and sub-section 1 of this section.

III.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 21, 1942.

460-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that "L'Association nationale catholique des Commis Quincailliers de Québec" has presented to him a request to modify the decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the

mars 1940, et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture de Québec:

1. Que le paragraphe "f" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"f. Le terme "chef comptable" avec ou sans diplôme signifie et comprend l'employé (cf. paragraphe "b") qui a le contrôle ou la surveillance de la comptabilité d'un établissement ou entreprise privée régis par le présent décret."

2. Que les mots "après deux (2) années complètes" mentionnés au paragraphe "i" de l'article III soient remplacés par les mots "après une (1) année complète".

3. Que le paragraphe "m" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"m. Les dimanches, les fêtes religieuses et les jours énumérés au paragraphe "e" du présent article seront chômés. Tout travail exécuté par un employé autre qu'un gardien de nuit, durant une journée chômée sera rémunéré à raison du double du salaire régulier de tel employé, en plus du congé payé."

4. Que l'article suivant soit ajouté à la suite de l'article IV:

"V. *Païement du salaire*: Le salaire de l'employé doit lui être payé hebdomadairement en deniers ayant cours légal dans la province de Québec."

5. Que l'article VIII devienne l'article VI.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 février, 1942.

461-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des Métiers de la Construction de Saint-Jean lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1983, du 24 septembre 1938, et amendements, relatif aux métiers de la construction:

1. L'article I est radié et remplacé par le suivant:

"I. a. *Juridiction professionnelle*: 1. Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, exécutés par les ouvriers qu'il vise. Il s'applique entre autres à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, chemins, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, nivellements et terrassement, murs de soutènement, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, système de plomberie, système de chauffage, installation électrique, et à tout autre travail de même nature.

2. Il s'applique également à tout autre travail de génie civil et aux opérations en bâtiment se rapportant à celles des hommes de métier exécutant du travail de ferblantier avec des feuilles de métal numéro 10, et plus légères, à l'extérieur de la boutique, dans toute bâtisse, y compris les

hardware and paint trades of Quebec, in the following manner:

1. Sub-section "f" of section II to be replaced by the following:

"f. The words "chief accountant" (with or without diploma) mean and include the employee (cf. sub-section "b") who verifies or supervises the book-keeping of an establishment or private concern subject to the present decree."

2. The words "after two (2) complete years" mentioned in sub-section "i" of section III to be replaced by the words "after one (1) complete year".

3. Sub-section "m" of section III to be replaced by the following:

"m. No regular work shall be performed on Sundays, religious holidays and those mentioned in sub-section "e" of the present section. Work performed by an employee, other than a night watchman, during a holiday shall be paid for at the rate of double time and this, in excess of the paid holiday."

4. The following section to be added after section IV:

"V. *Payment of wages*: The wages of an employee shall be paid weekly in money that is current in the Province of Quebec."

5. Section VIII to become section VI.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 21, 1942.

461-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Building Trades of Saint-John has presented to him a request to modify decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the building trades, in the following manner:

1. Section I is stricken off and replaced by the following:

"I. a. *Professional jurisdiction*: 1. The present decree shall govern all constructional engineering and building operations including installation, rebuilding, repair, maintenance, demolishing and building moving works performed by workers subject to the said decree. It also applies to works performed on, or in connection with, buildings, roads, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, levelling and earthworks, retaining walls, sewers, viaducts, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, locks, aqueducts, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installation, and to any other work of a similar nature.

2. It shall include all constructional engineering and building operations comprised in those of skilled tradesmen employed in all sheet metal work done with sheet metal of 10 gauge and lighter, outside the shops, in any building or buildings, such as repair, renovation, improving

travaux de réparation, de rénovation, d'embellissement ou d'entretien dans le métier de ferblantier. Les compagnons requis de travailler dans les ateliers seront rémunérés aux taux des ferblantiers couvreurs.

3. Toutefois le présent décret ne régit pas les salariés permanents tels que définis par la Loi de la convention collective.

4. *Disposition spéciale:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre, exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux contracteurs ou aux sous-contracteurs qui exécuteront les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte des dites cités, villes ou corporations municipales.

b. *Jurisdiction territoriale:* 1. La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville et une étendue de terrain limitrophe de ces villes bornée par un périmètre dont la distance aux limites des dites villes est de deux (2) milles."

2. Ajouter à l'article III les paragraphes suivants:

"Pour les travaux de peinture et de décoration, tout ouvrage préparatoire fait par des peintres et décorateurs sera sujet aux taux minima de salaires établis pour ces métiers."

"Dans tous les métiers où un matériel est substitué au produit régulier et reconnu, comme par exemple, une brique de verre au lieu d'une brique en terre, le taux du salaire du métier approprié devra s'appliquer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 février, 1942. 462-0

or maintenance work and including the trade of metal workers. Journeymen having to work in shops shall be paid the rate of metal workers and roofers.

3. However, the present decree does not apply to permanent employees as defined by the Collective Agreement Act.

4. *Special Provision:* Notwithstanding any other provision, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same works on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

b. *Territorial jurisdiction:* 1. The territorial jurisdiction of the present decree comprises the city of Saint Jean and the town of Iberville and a territory adjacent to these towns bordered by a perimeter located at a distance of two (2) miles from the limits of the said towns."

2. The following sub-sections are added to section III:

"In the case of painting and decorating operations, any preparative work performed by painters and decorators shall be subject to the minimum wage rates established for such trades."

"In all trades in which a material is substituted to the regular and known product, as for example brick made of glass instead of clay, the wage rates in the trade concerned shall apply."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 21, 1942. 462-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 8

Index of the Quebec Official Gazette, No. 8

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

735 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 735

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Anselmi vs Terzi 765
MacDonald vs Nicholson 765

Anselmi vs Terzi 765
MacDonald vs Nicholson 765

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

359—Employés de pompes funèbres dans l'île de Montréal 777
357—Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec 776
401—Métier de boulanger dans l'île de Montréal 781
358—Tanneries et corroieries dans la Province 786

359—Funeral undertakers in the Island of Montreal 777
357—Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec 776
401—Baker trade in the Island of Montreal 781
358—Tanners and curriers in the Province 786

ASSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estcourt	765
La Solidarité.....	765

AVIS DIVERS:

Conseil Corporatif Patronal des Horlogers de Montréal.....	766
Syndicat des Métiers de la Construction de Windsor Mills.....	766
Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville.....	766

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Bills privés.....	766
-------------------	-----

CHARTES—ABANDON DE:

Clare Limited.....	767
Dorval-Siscoe Mines, Limited.....	767
Elman & Company Inc.....	767
Plastoy Products Inc.....	767
Robert, Limited.....	768
Wilbryn Club Inc.....	768

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Association d'hospitalisation du Québec..	752
Belleterre, ville de.....	758
Boudrias, Albani.....	755
Chicoutimi, cité de.....	757
Commissaires d'écoles de Shawinigan Falls	756
Commission des Écoles catholiques de Montréal.....	753
Corporation des Techniciens de la province de Québec.....	755
East-Angus, ville de.....	759
Lachine, cité de.....	753
La Corporation de Prêt et Revenu.....	754
L'Ange-Gardien, village de.....	753
L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde <i>et al.</i>	759
Malartic, ville de.....	751
Montréal, cité de.....	756
Princeville, village de <i>et al.</i>	758
Québec, cité de.....	758
Québec-ouest, ville de.....	752
Saint-Jean, cité de.....	751
Saint-Jean de Boischatel, village de.....	753
Saint-Jérôme, ville de.....	755
Saint-Joseph d'Alma, ville de.....	758
Shawinigan Falls, cité de.....	756
Succession Charles-Honoré Catelli.....	751
Succession Hon. J.-B.-R. Fiset.....	757
Succession James McCready.....	759
Succession James Redmond.....	757
Trois-Rivières, cité de.....	754

LETTRES PATENTES:

C-F-L Engineering Co.....	736
Clinique St. Ambroise Inc.....	737
Coated Papers Limited.....	737
Drummondville Industries Limited.....	738
Eaman-Riggs Limited.....	738
Emile Frenette Limitée.....	739
Fennia Limited.....	739
Fortin Business Colleges Ltd—(Collèges Commerciaux Fortin Ltée).....	739
L'Association de la Croix de Lorraine, Inc.	740
La Traite des Tissus Inc.....	741
Le Centre Ouvrier de Drummondville, Inc.	741
Leine Inc.....	741
Les Industries du Lac St-Jean, Ltée—Lake St. John Industries Ltd.....	742

INSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-David d'Estcourt	765
La Solidarité.....	765

MISCELLANEOUS NOTICES:

Conseil Corporatif Patronal des Horlogers de Montréal.....	766
Syndicat des Métiers de la Construction de Windsor Mills.....	766
Union des Ouvriers du Textile-Coton de Drummondville.....	766

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Private Bills.....	766
--------------------	-----

CHARTERS—SURRENDER OF:

Clare Limited.....	767
Dorval-Siscoe Mines, Limited.....	767
Elman & Company Inc.....	767
Plastoy Products Inc.....	767
Robert, Limited.....	768
Wilbryn Club Inc.....	768

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Quebec Hospital Service Association.....	752
Belleterre, town of.....	758
Boudrias, Albani.....	755
Chicoutimi, city of.....	757
School Commissioners of Shawinigan Falls	756
Montreal Catholic School Commission...	753
Corporation of Technicians of the Province of Quebec.....	755
East-Angus, town of.....	759
Lachine, city of.....	753
La Corporation de Prêt et Revenu.....	754
L'Ange-Gardien, village of.....	753
L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde <i>et al.</i>	759
Malartic, town of.....	751
Montreal, city of.....	756
Princeville, village of <i>et al.</i>	758
Quebec, city of.....	758
Quebec-West, town of.....	752
Saint-Jean, city of.....	751
Saint-Jean de Boischatel, village of.....	753
Saint-Jérôme, town of.....	755
Saint-Joseph d'Alma, town of.....	758
Shawinigan Falls, city of.....	756
Estate of Charles-Honoré Catelli.....	751
Estate of Hon. J.-B.-R. Fiset.....	757
Estate of James McCready.....	759
Estate of James Redmond.....	757
Trois-Rivières, city of.....	754

LETTERS PATENT:

C-F-L Engineering Co.....	736
Clinique St. Ambroise Inc.....	737
Coated Papers Limited.....	737
Drummondville Industries Limited.....	738
Eaman-Riggs Limited.....	738
Emile Frenette Limitée.....	739
Fennia Limited.....	739
Fortin Business Colleges Ltd—(Collèges Commerciaux Fortin Ltée).....	739
L'Association de la Croix de Lorraine, Inc.	740
La Traite des Tissus Inc.....	741
Le Centre Ouvrier de Drummondville, Inc.	741
Leine Inc.....	741
Les Industries du Lac St-Jean, Ltée—Lake St. John Industries Ltd.....	742

Maison Oscar Incorporated.....	743	Maison Oscar Incorporated.....	743
Manhattan Company Limited.....	743	Manhattan Company Limited.....	743
M. Bloomfield & Sons Limited.....	744	M. Bloomfield & Sons Limited.....	744
Minto Agencies Incorporated.....	745	Minto Agencies Incorporated.....	745
Modern Frocks Limited.....	745	Modern Frocks Limited.....	745
Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc.....	745	Montreal Hat & Cap Manufacturers Association Inc.....	745
Northwestern Quebec Adjusters Inc.....	746	Northwestern Quebec Adjusters Inc.....	746
Produits Ferme Rouge, Limitée—Red Farm Products Limited.....	746	Produits Ferme Rouge, Limitée—Red Farm Products Limited.....	746
St. Johns Industries Company Limited...	747	St. Johns Industries Company Limited...	747
Tools & Flanges Limited.....	748	Tools & Flanges Limited.....	748
Transparent Garment Cover Co.....	748	Transparent Garment Cover Co.....	748
Tropical Fruit Products Limited.....	749	Tropical Fruit Products Limited.....	749
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Bennett (Quebec) Limited.....	750	Bennett (Quebec) Limited.....	750
Lachute Lumber and Manufacturing Co. Limited.....	750	Lachute Lumber and Manufacturing Co. Limited.....	750
Le Magasin Vogue Inc.....	750	Le Magasin Vogue Inc.....	750
Marshall's Silks & Fabrics, Inc.....	751	Marshall's Silks & Fabrics, Inc.....	751
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole de Saint-Antoine de Padoue.....	768	Société Coopérative Agricole de Saint-Antoine de Padoue.....	768
MINISTÈRE DU TRAVAIL:		DEPARTMENT OF LABOUR:	
Association Nationale Catholique des commis quincaillers de Québec.....	789	Association Nationale Catholique des commis quincaillers de Québec.....	789
Barbiers et coiffeurs de St-Jean et d'Iberville.....	787	Barbers and hairdressers of St-Jean and Iberville.....	787
Industrie de la fourrure de Montréal.....	787	Fur Industry of Montreal.....	787
Industrie de la lithographie de la province de Québec.....	788	Lithographing industry of the Province of Québec.....	788
Métiers de la construction de Saint-Jean..	790	Building trades of Saint John.....	790
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Verville, Léon.....	768	Verville, Léon.....	768
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Bovey, Hon. Wilfrid.....	769	Bovey, Hon. Wilfrid.....	769
Diverses.....	769	Miscellaneous.....	769
Messier, Hon. Félix-Ernest.....	769	Messier, Hon. Félix-Ernest.....	769
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	770	Convocation of the Legislature for the despatch of the business.....	770
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Gignac, Honoré.....	770	Gignac, Honoré.....	770
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Auclair vs Dagenais <i>et al.</i>	760	Auclair vs Dagenais <i>et al.</i>	760
Milhomme vs Milhomme <i>et al.</i>	759	Milhomme vs Milhomme <i>et al.</i>	759
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
Abitibi:		Abitibi:	
Heating & Plumbing Finance Ltd vs Houde <i>et al.</i>	771	Heating & Plumbing Finance Ltd vs Houde <i>et al.</i>	771
Bedford:		Bedford:	
Bronson vs Sargent <i>et al.</i>	772	Bronson vs Sargent <i>et al.</i>	772
Fortin & Cie, Limitée vs Trudeau.....	772	Fortin & Cie, Limitée vs Trudeau.....	772
Joliette:		Joliette:	
Ducharme vs Gravel.....	773	Ducharme vs Gravel.....	773

Montréal:

Diabo vs Pitre..... 773

Québec:

Cité de Québec vs Bacon..... 773

Lafrance vs Duclos..... 774

Roberval:

Girard vs Lavoie..... 774

*Trois-Rivières:*Bailly *et al* vs Gauthier..... 775

464-o

Montreal:

Diabo vs Pitre..... 773

Quebec:

City of Quebec vs Bacon..... 773

Lafrance vs Duclos..... 774

Roberval:

Girard vs Lavoie..... 774

*Trois-Rivières:*Bailly *et al* vs Gauthier..... 775

464-o